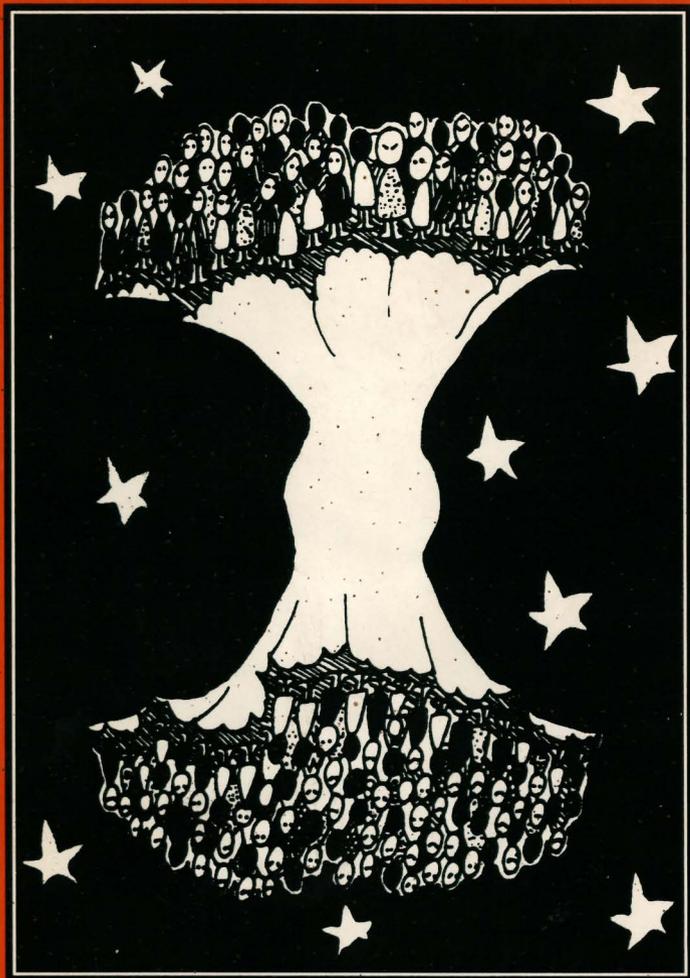


QUATRIÈME INTERNATIONALE

ROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



ÉCOLOGIE : PROBLÈMES HISTORIQUES ET THÉORIQUES
CAPITALISME D'ÉTAT : UN DÉBAT QUI CONTINUE

Q U A T R I E M E
iNTERNATI*ON*NALE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Sommaire

| | |
|---|----|
| Introduction | 5 |
| Encore sur marxisme et écologie <i>par Tiziano Bagarolo</i> | 7 |
| Catégories économiques et écologie <i>par Maria Turchetto</i> | 33 |
| Biologie et débat écologique <i>par Marcello Buiatti</i> | 43 |
| Deléage : une contribution magistrale à l'histoire de l'écologie <i>par Tiziano Bagarolo</i> | 51 |
| Une critique qui ne résiste pas à l'épreuve de la logique <i>par Chris Harman</i> | 57 |
| L'impasse du dogmatisme schématique <i>par Ernest Mandel</i> | 81 |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

A nos lecteurs et abonnés

Pendant six ans, notre revue a maintenu le même prix aussi bien pour la vente au numéro que pour les abonnements. Puisque les coûts de revient ont considérablement augmenté depuis 1985, nous sommes désormais obligés d'augmenter notre prix. Nous le ferons quand même dans une proportion largement inférieure aux augmentations auxquelles nous avons dû faire face nous-mêmes. Les numéros doubles sont donc désormais vendus au prix de 60 F ou 70 F en fonction du nombre de pages ; les numéros simples, comme celui-ci, sont vendus à 50 F. Nous sommes certains que nos lecteurs et abonnés comprendront.

Abonnements

France et Europe :

150 F pour un an

Autres pays :

160 F pour un an « surface » ; 200 F pour un an « par avion »

Plis fermés :

France : 190 F pour un an ; autres pays : 220 F pour un an

Abonnement de soutien :

300 F pour un an

Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de PEC
à adresser à *Quatrième Internationale*
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil-sous-Bois, France

Virements bancaires à PEC, BNP, agence Robespierre
153, rue de Paris, 93108 Montreuil-sous-Bois, France
compte n° 2301 79/90

Virements postaux à PEC, CCP n° 232242 T Paris

Introduction

Nous publions dans ce numéro une série d'articles sur des problèmes théoriques et historiques qui sont abordés dans les débats actuels sur l'écologie. Rappelons à nos lecteurs que *Quatrième Internationale* avait déjà publié deux contributions importantes à ce sujet dans son numéro 34 (août-octobre 1989) et un projet de résolution sur l'écologie pour le congrès mondial de la IV^e Internationale dans son numéro 39 (décembre 1990-janvier 1991).

Le premier article est de notre collaborateur Tiziano Bagarolo : la version originale en langue italienne est en train d'être publiée dans la revue *Giano*. En partant d'un épisode un peu particulier et presque complètement oublié concernant les rapports entre Karl Marx et un savant ukrainien du siècle dernier, Serguï Podolinsky, il revient sur la question très débattue de l'attitude des marxistes face aux problèmes écologiques. C'est également Tiziano Bagarolo qui fait, dans un autre article, une analyse d'un livre de Jean-Paul Deléage, qui représente une contribution magistrale à l'histoire de l'écologie.

Nous publions aussi, dans une version légèrement réduite, deux autres articles, parus dans la revue italienne *Marx 101*. Le premier, écrit par Maria Turchetto, aborde le problème de l'utilisation des catégories économiques en matière d'écologie. Le deuxième, dont l'auteur est Marcello Buiatti, traite du rapport entre écologie et biologie.

La deuxième partie est consacrée à la continuation du débat sur la théorie du capitalisme d'Etat entre Chris Harman et Ernest Mandel. Deux premières contributions à ce sujet par les mêmes auteurs avaient été publiées dans le numéro 37/38 (août-octobre 1990).

TIZIANO BAGAROLO

Encore sur marxisme et écologie

Le but de notre article est de reconstruire un chapitre jusqu'ici ignoré de l'histoire du marxisme et qui nous semble significatif dans la mesure où il aborde des problèmes écologiques liés à des débats qui se déroulent maintenant, notamment sur le rapport entre le marxisme et la pensée écologique.

Le protagoniste de ce chapitre inédit est Sergueï Andreïevitch Podolinsky ¹, médecin et économiste ukrainien se réclamant des conceptions socialistes, qui développa son activité au milieu des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt du siècle dernier. Dans des articles parus entre 1880 et 1883 dans la presse socialiste européenne ², il esqua une approche analytique intéressante - qu'on pourrait définir, schématiquement, comme physico-écologique - de la problématique de la production, en ayant à ce sujet un échange épistolaire avec Marx en avril 1880. Cet épisode se conclut apparemment par le jugement sur les idées de Podolinsky exprimé par Engels dans deux lettres à Marx (décembre 1982). Tout en étant assez connu à l'époque dans les milieux socialistes européens, le nom de Podolinsky fut oublié par la suite, sauf, peut-être, dans sa terre natale.

La « trace théorique » nouvelle, indiquée par Podolinsky, semble avoir été « perdue » (même si, comme nous le verrons, ce ne fut pas exactement le cas) et n'eut pas, de toute façon, un écho dans le développement ultérieur du marxisme. La possibilité d'une rencontre, d'une soudure entre le marxisme et l'écologie naissante - c'est-à-dire entre la pensée et la pratique de l'émancipation sociale et la nouvelle conception du rapport homme-nature, avec les fils innombrables qui lient notre espèce à la trame fragile de la vie planétaire - n'eut pas de suite. Malgré une histoire de rapports et d'entrelacements plus riche qu'on ne le soupçonne d'habitude, « un long divorce » - pour utiliser l'expression de Martinez-Alier - se créa entre marxisme et écologie, et encore plus entre les organisations politiques du mouvement ouvrier, d'un côté, et, de l'autre, les savants et les mouvements qui ont affirmé la nécessité de renouveler le rapport entre l'homme et la nature, entre l'économie et l'environnement, entre le présent et le futur. On oublia ou on mit longtemps de côté l'exigence de prendre en considération une pensée, qui soulevait des doutes sur l'idéologie de la domination de la nature et de la toute-puissance de la technique et sur le mythe du progrès, et qui, en revanche, attirait l'attention sur la solidarité profonde que l'espèce humaine doit exprimer, dans les faits, à l'égard du reste du monde, vivant ou non vivant.

Le « cas Podolinsky » soulève donc des questions d'une grande portée historique et en même temps d'une grande actualité. Nous n'avons pas la prétention de les épuiser ici. Dans les limites que nous nous sommes fixés, nous ne pouvons que reconstruire le plus exactement possible le « point de départ » dans son contexte théorico-historique, en espérant contribuer ainsi au débat qui se développe sur ces thèmes entre tous ceux qui réfléchissent sur le passé pour mieux comprendre dans quel contexte il faut agir maintenant.

« Harmoniser surtravail et théories physiques »

En écrivant à Marx, le 8 avril 1880, pour lui demander, pour la deuxième fois, d'exprimer un avis sur ses idées, Podolinsky présente son point de vue comme « une tentative d'harmoniser le surtravail et les théories physiques actuelles ³ ».

Il nous semble que cette formule - dans l'esprit de courtoisie réciproque qu'on devine dans l'échange de lettres entre le jeune médecin ukrainien, exilé à Montpellier, et le vieil économiste allemand, qui vit à Londres - implique aussi bien une reconnaissance de la catégorie marxiste fondamentale de la plus-value qu'une réserve critique, à la lumière des derniers acquis de la thermodynamique, sur la façon dont elle avait été « construite » par Marx. En effet, comme les articles publiés par lui à ce sujet nous l'apprennent, les idées que Podolinsky soumet au jugement de Marx, vont dans le sens d'esquisser une révision, une reformulation de la théorie de la production en termes énergétiques. Il propose de considérer les processus économiques sous l'angle des transformations que l'intervention du travail humain produit sur le flux d'énergie solaire captée par la surface terrestre. C'est la première fois que cette problématique est avancée.

Aujourd'hui, surtout après les travaux de Georgescu-Roegen⁴, nous connaissons mieux un point de vue, qui est très proche de celui exprimé, il y a un siècle, par Podolinsky et qui est objet de discussion parmi ceux qui étudient le lien entre l'économie et l'environnement (même si ce lien reste marginal ou est tout simplement ignoré dans les milieux des économistes universitaires).

Nous ne connaissons pas avec certitude quelle a été la réaction de Marx car il n'en existe aucune trace écrite. Nous pouvons raisonnablement supposer que Marx considéra les idées de Podolinsky insolites, sinon abstruses, peut-être aussi difficiles à comprendre, voire quelque peu intrigantes. Les principes scientifiques qui constituaient le point de départ de son raisonnement - les études de physiologie végétale et de physiologie du travail musculaire, le principe de la conservation de l'énergie et celui de l'entropie - n'étaient pas inconnus pour l'auteur du *Capital*, mais étaient plutôt récents et Marx et Engels n'avaient pas eu le temps de les « assimiler » pleinement et de les intégrer dans leur réflexion théorique sur le capitalisme (la « critique de l'économie politique ») dont les lignes fondamentales avaient été développées auparavant, entre 1857 et 1867⁵. De même que la plupart des savants de leur époque, ils en étaient encore à s'interroger sur les implications plus générales des nouveaux principes de la thermodynamique et notamment sur le principe de l'entropie et ils n'étaient donc pas prêts à exprimer un jugement achevé, pour ainsi dire, par retour du courrier.

On ne doit pas donc s'étonner qu'après une première réponse évasive, Marx ne soit pas trop pressé de répondre au jeune savant qui attend de l'autre côté de la Manche. D'autres facteurs ont, peut-être, distrait l'attention de Marx. Toujours est-il que, à cause, peut-être, d'autres urgences et de ses problèmes personnels et familiaux, Marx ne revint sur « l'affaire Podolinsky » que dans les derniers mois de sa vie, fin 1882, alors qu'il était à Ventnor, dans l'île de Wight. Quelque chose - nous ne savons pas exactement quoi - dut attirer à nouveau son attention sur cette affaire. Il en parla avec Engels, qui lui communiqua de Londres son avis dans deux lettres successives (9 et 22 décembre 1882).

Engels ne rejette pas l'idée de Podolinsky d'exprimer la plus-value aussi en termes d'énergie créée par un travail excédentaire par rapport à l'énergie nécessaire pour la subsistance de la force de travail. Mais il en réduit sensiblement la portée : en fait, il la juge peu intéressante, sinon déroutante. En particulier, il critique sévèrement la confusion qu'il croit saisir entre une approche en termes physiques et une approche sous l'angle des catégories économiques. On a, toutefois, l'impression qu'il n'a pas suffisamment réfléchi sur les implications du point de vue de Podolinsky. Ainsi, il ne saisit pas les aspects nouveaux du problème qu'on lui pose, ni non plus une certaine affinité entre le thème traité par Podolinsky et des questions théoriques qui font partie de la problématique aussi bien de la pensée de Marx que de la sienne.

« La réaction d'Engels à l'article de Podolinsky fut incontestablement une occasion cruciale ratée dans le dialogue entre marxisme et écologie » - écrit, pas tout à fait à tort, Juan Martinez-Alier (*Economia, ecologica : energia, ambiente, società*, Milan, 1991, p. 300), tout en surestimant sans doute la signification de cette épisode et son influence postérieure. Il ne faut pas négliger, en dernière

analyse, le fait que, en dépit de l'avis exprimé par Engels dans ses deux lettres de décembre 1882, une traduction de l'article de Podolinsky a été publiée quelques mois plus tard dans la revue théorique du Parti social-démocrate allemand *Die Neue Zeit* (mars-avril 1883). Cette revue était dirigée par Kautsky, mais, pour ainsi dire, sous une certaine « supervision » d'Engels, Il est donc probable qu'Engels ait été consulté et n'ait pas exprimé un avis contraire. Quant aux lettres d'Engels à Marx, elles ne furent publiées que dans les années vingt alors que le nom de Podolinsky avait été déjà oublié partout en Europe (sauf en Ukraine). Dans la mesure où elles contribuèrent à former l'opinion des marxistes, ce fut plutôt dans le sens de renforcer des convictions qui s'étaient formées d'une façon autonome, que d'en former *ex novo*.

Toujours est-il qu'Engels fit preuve d'incompréhension et ne sut pas utiliser les idées de Podolinsky. Ce fait, en même temps que la maladie qui depuis 1881 empêcha le savant ukrainien de poursuivre ses réflexions, détermina le sort non seulement de son nom et de son travail de précurseur oubliés pendant un siècle, mais aussi celui d'une méthode d'approche et d'un ensemble de problématiques théoriques et pratiques. Nous y reviendrons. Mais, d'abord, arrêtons-nous un peu plus sur le projet théorique de Podolinsky et les arguments de la réponse d'Engels.

Travail humain et flux d'énergie

Dans l'impossibilité de synthétiser l'ensemble des idées de Podolinsky, nous rappelons ici les points essentiels de son raisonnement et certaines conclusions qui nous semblent particulièrement actuelles. On peut noter surtout trois aspects nouveaux :

1. l'analyse des processus économiques d'un point de vue thermodynamique ;
2. la conception du métabolisme de la nature en termes d'accumulation et de dissipation de l'énergie solaire ;
3. l'introduction d'un rapport réciproque entre énergie et « formes de société ».

Podolinsky insiste surtout sur le premier et le deuxième aspects en traitant le troisième de façon plus sommaire. L'ensemble n'est pas sans faiblesses. Il faut dire un mot sur certaines de ces faiblesses puisqu'à notre avis certaines insuffisances et certaines approximations du discours de Podolinsky ont sûrement contribué à l'incompréhension d'Engels.

Mais procédons par ordre.

1. La production du point de vue thermodynamique

Podolinsky affirme que, si l'on accepte le principe de la conservation de l'énergie, il faut en conclure que le travail humain est capable non pas de créer du néant, mais de modifier les flux d'énergie qui existent dans la nature, pour les adapter à la satisfaction des besoins humains. Sa thèse est que le travail humain a la faculté d'accumuler une quantité d'énergie plus grande que celle qui est dépensée pour la survie, et que cela constitue la base de toute société. En se référant au

physicien allemand Clausius et au principe d'entropie ⁶, il explique que toute forme d'énergie dans l'univers tend, au cours de ses transformations, à subir une dissipation, c'est-à-dire une dégradation qualitative irréversible, en débouchant sur un équilibre final sous forme de chaleur qui exclut toute possibilité d'utilisation pour réaliser un travail. Cette tendance agit aussi sur la surface terrestre, où le flux d'énergie qui provient du soleil s'exprime sous des formes multiples : réchauffement et déplacement de l'air, évaporation, précipitations et écoulement d'eau qui s'ensuivent, énergie biochimique fixée par l'accroissement de la végétation, énergie musculaire et humaine, travail des machines qui exploitent directement ou indirectement la radiation solaire. Dans tous les cas de figure, à la fin du cycle de ces transformations, la radiation lumineuse absorbée par la planète est à nouveau irradiée vers l'espace cosmique sous forme de chaleur, selon le principe du physicien allemand Kirchhoff. Toutefois, le travail humain a la possibilité et la finalité d'influencer ces processus dans le sens d'accroître la quantité d'énergie accumulée sur la surface terrestre et donc disponible pour l'humanité :

« Par certains actes délibérés, l'homme peut accroître la quantité d'énergie accumulée dans les végétaux et réduire celle dissipée par les animaux. » (Podolinsky, *Menschliche Arbeit und Einheit der Kraft, Die neue Zeit*, 1883, p. 420).

Cela peut être obtenu, selon Podolinsky, par deux moyens : soit en accroissant la conversion de l'énergie solaire (comme dans la culture des champs), soit en s'opposant à la dissipation de l'énergie accumulée par une conservation plus durable de cette énergie sous des formes susceptibles de satisfaire les besoins humains (c'est le but du travail extra-agricole). Il définit donc ainsi la notion de travail utile :

« C'est une utilisation de l'énergie mécanique et mentale de l'organisme qui a comme résultat d'accroître le bilan global de l'énergie sur la surface terrestre. » (*Ibidem*, p. 422.)

A côté de cette intuition originale - développée, faut-il le dire, avec une certaine naïveté et des imprécisions explicables à l'époque -, il faut souligner aussi des passages de son raisonnement et des résultats secondaires. Pour démontrer que le travail humain a la capacité d'accumuler l'énergie solaire, Podolinsky compare la productivité énergétique des forêts, des pâturages naturels, des cultures fourragères et céréalières de la France de son époque, en partant aussi bien des statistiques officielles et des estimations des contenus calorifiques des *input* et des *output*, que des études contemporaines de physiologie végétale et animale, etc. En fin de compte, il applique pour la première fois la méthodologie qu'on appelle aujourd'hui « analyse de l'énergie ⁷ ».

Analysant ensuite les prestations de l'organisme humain en matière de travail, il se sert, dans un nouveau contexte, des résultats déjà obtenus par Hirn, Helmholtz et Clausius et rappelle les notions de rendement (« *coefficient économique* », pour utiliser sa terminologie) et de productivité de l'organisme humain considéré comme une « *machine thermique* ». Il s'agit, selon lui, d'« *une machine thermique parfaite* » dans le sens de Sadi Carnot, puisque le travail humain est en condition de réaliser ce qui apparaît comme un « *cycle opérationnel complet* ». Cette « machine » transforme le travail en chaleur et en d'autres formes nécessaires pour sa

substance, en faisant, dans un certain sens, « *revenir au foyer la chaleur produit par son travail* » (Podolinsky, *Il socialismo e l'unità delle forze fisiche, La plebe*, octobre-novembre 1881, p.12).

Il faut souligner finalement que ce n'est pas par hasard qu'il insiste sur l'énergie du flux solaire (sa définition de travail utile est centrée sur celle-ci). Il sait parfaitement qu'il y a sur la terre des sources d'énergie qui ne proviennent pas du soleil. Il décrit, par exemple, celle des marées et des sources endogènes (vulcanologie, géothermie, etc.), mais ces sources lui apparaissent quantitativement négligeables à l'échelle globale. Il n'ignore pas non plus qu'il y a des sources qui proviennent du soleil, mais, à la différence du flux solaire constamment disponible, elles constituent plutôt des stocks d'énergie déjà accumulés, dont l'utilisation amène à une accumulation négative nette, à une dissipation. Il se réfère à ce propos à la houille :

« Le but principal du travail doit être (...) l'accroissement absolu de la quantité d'énergie solaire accumulée sur la terre beaucoup plus que la simple transformation en travail d'une plus grande quantité de chaleur ou d'autres formes d'énergie déjà accumulées sur la terre. En effet, cette dernière transformation, l'élévation de l'énergie, par exemple, la production du travail par la combustion de la houille, comporte d'autant plus de pertes inévitables à cause de la dispersion dans l'espace qu'on atteint un pourcentage plus élevé de chaleur ou d'une autre force physique transformée en travail. » (Podolinsky, *Ibidem*, p. 13).

2. L'énergie et le cycle de la vie

L'analyse des processus économiques sous l'aspect thermodynamique amène Podolinsky à mettre en lumière, d'un côté, la dimension entropique (le caractère unidirectionnel du flux énergétique qui provient du soleil, se disperse et irradie vers l'espace cosmique), de l'autre, la connexion avec tout le système de la vie planétaire, dépendante à son tour de la radiation solaire. Il va de soi que la dépendance de l'homme par rapport à d'autres formes de vie et, en dernière analyse, à la lumière du soleil n'est pas, en 1880, une nouveauté théorique. Elle a ses racines, sous certains aspects, dans la conscience mythique de l'humanité alors que sous l'aspect le plus directement scientifique, elle remonte à la fin du XVIII^e siècle et aux études du naturaliste hollandais Ingenhous sur le processus de croissance des plantes et d'échange gazeux avec l'atmosphère en présence de la lumière. La nouveauté qui perce dans l'écrit de Podolinsky est autre : poussé par la logique de son argumentation, Podolinsky avance l'hypothèse qu'il existe un rapport quantitatif, une espèce d'équilibre, entre deux processus opposés dont les êtres vivants sont les agents. D'un côté, un processus d'accumulation (par la végétation) ; de l'autre, un processus de dissipation (par les animaux et les processus de démolition de la matière vivante) de l'énergie solaire absorbée et accumulée par la système de la vie :

« Nous nous trouvons ici en face de deux processus parallèles, qui constituent ensemble ce qu'on appelle le cycle de la vie (Kreislauf des Lebens). Les plantes ont la faculté d'accumuler de l'énergie solaire alors que les animaux, se nourrissant

de substances végétales, transforment une partie de cette énergie accumulée en travail mécanique, et ils le dissipent ainsi dans l'espace. Si la quantité d'énergie accumulée par les végétaux était plus grande que celle dissipée par les animaux, on aurait une sorte de stockage d'énergie, par exemple dans la période de formation de la houille, où la vie végétale était évidemment prépondérante par rapport à la vie animale. Si, en revanche, la vie animale prenait le dessus, les stocks d'énergie seraient rapidement dissipés et la vie végétale elle-même devrait reculer jusqu'aux limites fixées par le règne végétal. Il y aurait ainsi un certain équilibre entre accumulation et dissipation d'énergie : le bilan énergétique de la surface terrestre correspondrait à une grandeur plus ou moins stable, mais l'accumulation nette d'énergie baisserait jusqu'à zéro ou, dans tous les cas de figure, à un niveau beaucoup plus bas qu'à l'époque de la prépondérance de la vie végétale. » (Podolinsky, *Die neue Zeit*, op. cit., 1833, p. 420).

L'idée de « cycle de la vie », déjà avancée par les sciences naturelles au milieu du siècle dernier, avait été précisée par les études sur les fondements physico-chimiques des êtres vivants. La nouveauté chez Podolinsky réside dans le fait qu'il reprend cette notion en termes d'énergie, en esquisant l'approche qui débouchera, quelques décennies plus tard, sur la construction de la théorie de l'écosystème en tant qu'unité définie et structurée des relations trophiques.

3. Energie et société

Les notions de « coefficient économique » (efficacité, rendement) et de « productivité » du travail humain sont utilisées par Podolinsky dans leur acception essentiellement historique et sociale (leur valeur apparaît variable selon les époques et selon les sociétés). Si on les prend dans leur ensemble, elles définissent ce qu'on pourrait appeler la « condition de vitalité » d'une communauté humaine donnée :

« L'existence et la possibilité de travail de la machine humaine sont garanties jusqu'à ce que le travail de cette machine se transforme en accumulation d'énergie pour la satisfaction de nos besoins, plus grande que la somme du travail humain autant de fois que le dénominateur du coefficient économique dépasse le numérateur. » (Podolinsky, *Ibidem*, p. 454).

Ici on va au-delà du déterminisme - prétendument naturel - du principe malthusien de la population, tout en reconnaissant, correctement, le cadre contraignant écologique qui doit être respecté par la dynamique économique-démographique de n'importe quelle communauté humaine.

C'est sur la base des concepts susmentionnés que Podolinsky esquisse ensuite une synthèse rapide du progrès humain à travers les différentes formes sociales (état sauvage, esclavage, féodalisme, capitalisme) et discute finalement de la possibilité de construire le socialisme. Il introduit un double rapport dialectique entre énergie et société : d'un côté, la disponibilité d'énergie détermine les étapes du développement social ; de l'autre, les rapports sociaux conditionnent, à leur tour, le mode et l'efficacité des emplois de l'énergie. A ses yeux, le socialisme est la forme sociale qui doit permettre de surmonter le gaspillage et l'imprévoyance des formes précédentes, qui peut tirer un maximum d'avantages des rapports

sociaux de coopération, et non pas de conflit, et des connaissances scientifiques nouvelles. Il pourra se servir de l'éducation comme d'un levier puissant pour inaugurer une utilisation des ressources de la planète qui soit rationnelle et qui vise à satisfaire les véritables besoins.

Grâce à ces idées, Podolinsky a une place parmi ceux qui ont ouvert le chemin à des découvertes importantes du xx^e siècle et parmi les pionniers de l'écologie. Mais on ne saurait accepter au même titre des formules et des concepts qui reflètent son époque et le milieu où ils ont été formulés. En ligne générale, on peut dire que Podolinsky ne dépasse pas une perspective basée sur la foi dans le « progrès » et le développement des forces productives, bien que cette foi soit tempérée par un début de prise de conscience - nouvelle à cette époque - du problème des limites naturelles. Sur deux autres points, par ailleurs, il reste prisonnier de conceptions répandues à l'époque dans les milieux socialistes et critiquées, à juste titre à notre avis, par Marx et Engels.

Le premier point est sa façon de concevoir le travail. Dans la distinction qu'il trace entre travail intellectuel et travail « musculaire » (et dans la comparaison qu'il fait entre travail musculaire humain et animal) on entrevoit, d'un côté, une confusion entre une conception thermodynamique et une conception économique du travail, et le maintien, de l'autre, de l'idée - l'idéalisation du travailleur « du bras », typique du socialisme du siècle dernier - selon laquelle le travail physique, manuel, aurait une faculté miraculeuse de produire la richesse. Marx avait polémique contre une telle conception, par exemple, dans la *Critique du programme de Gotha*⁸.

Le deuxième point est le lien que Podolinsky établit entre travail fourni (valeur-travail des produits, « valeur-énergie » dans son approche) et « juste » distribution sociale des biens. De telles conceptions, aussi, avaient été critiquées par Marx dans ses polémiques contre les socialistes utopistes et contre Lassalle et, en 1875, dans une série de notes critiques à propos du projet de programme du Parti social-démocrate allemand⁹. Il ne faut pas oublier, en tout cas, que Podolinsky ne faisait qu'esquisser ces idées dans la solitude, sans avoir la possibilité d'en discuter avec d'autres.

La réponse d'Engels ou une occasion ratée

Ce sont sans doute ces détails fort discutables qui firent mauvaise impression à Engels, en l'amenant à mal interpréter et à sous-estimer les aspects novateurs positifs des conceptions esquissées par Podolinsky. Pourtant son jugement n'aboutit pas à une condamnation expéditive. Il écrit à Marx :

« Voilà comment je vois l'histoire de Podolinsky : sa véritable découverte est que le travail humain est capable de retenir et de prolonger l'action du soleil à la surface terrestre au-delà de ce qu'elle durerait sans ce travail. Toutes les considérations économiques qu'il en tire sont fausses. » (Lettres sur les sciences de la nature, Editions sociales, Paris, 1973, p.109.)

Et sa première lettre se termine ainsi :

« A partir de sa très importante découverte, Podolinsky a fini par faire fausse route parce qu'il a voulu trouver une nouvelle preuve scientifique de la justesse du socialisme et qu'il a mêlé de ce fait la physique et l'économie. » (op. cit., p. 111.)

Au fond, Engels avance deux types d'objections qu'il faut examiner séparément. D'un côté, il semble ne pas croire à la possibilité et même pas à l'utilité de faire une analyse des processus économiques en termes d'énergie. De l'autre, il reproche à Podolinsky de vouloir déduire des idées économiques directement de la physique, ce qui lui paraît inadmissible.

En ce qui concerne le premier argument, à vrai dire, Engels n'est pas très conséquent. Juste au moment où il exprime son scepticisme quant à la possibilité de tenir une comptabilité énergétique valable de la production, il suggère quelques critères corrects pour le faire, par exemple, en incluant les engrais, les combustibles, etc., dans la comptabilité du secteur agricole. En outre, il semble avoir une certaine perception de la nature entropique des processus de production. Il explique, en effet, que les secteurs non agricoles ont un bilan énergétique négatif et dégradent constamment l'énergie solaire, « présente » et encore plus « passée » :

« Tu sais encore mieux que moi tout ce que nous sommes capables de dilapider comme réserves d'énergie, charbon, minerais, forêts, etc. » (op. cit., p. 111.)

Il admet également qu'« on peut, si l'on veut, traduire dans le domaine physique cette vieille réalité économique selon laquelle tous les producteurs de l'industrie vivent nécessairement des produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche ».

Mais il n'attribue pas beaucoup d'importance à cette intuition car il conclut : « Il n'en sort pas grand-chose. » (op. cit., p. 112.)

La deuxième objection peut être justifiée par le fait que Podolinsky, comme nous l'avons vu, utilise des formules confuses ou ambiguës. Il s'agit d'une question à laquelle Engels était très sensible. Nous savons qu'il rejetait le procédé désinvolte de transférer une notion d'une discipline à une autre - sans tenir compte que la signification peut être différente - pour en tirer souvent des conclusions politico-idéologiques abusives. Il s'était déjà occupé de telles approches fort discutables dans ses notes pour la rédaction de *la Dialectique de la nature*. Il avait notamment critiqué la prétention de transférer aux sociétés humaines le concept vague de « lutte pour la vie » propre de l'interprétation darwinienne de l'histoire naturelle et de la vie animale. En deux autres occasions, en 1875 et en 1880-1881, il s'était refusé à identifier la notion de travail au sens économique avec les notions propres à la thermodynamique et à la physiologie et c'est justement une critique de ce type qui est reprise dans ses lettres à Marx à propos de Podolinsky.

Au-delà de la question de savoir si Podolinsky avait commis effectivement l'erreur qu'Engels lui attribue, toujours est-il qu'Engels ne nie pas, en principe, la possibilité d'une analyse en termes d'énergie aussi bien des processus économiques que des processus vitaux, et qu'il reconnaît lui aussi le lien entre processus économiques et environnement¹⁰. Il est facile, par ailleurs, de prouver, que, dans *le Capital*, Marx lui-même considère importante l'analyse des processus de production non seulement en tant que processus sociaux, mais aussi en tant que processus

qui se développent entre l'homme et la nature. Dans ces processus, l'homme agit en utilisant les matériaux et les forces existants dans la nature et subordonnés aux lois naturelles, dans le cadre desquelles l'*input* énergétique joue un rôle décisif¹¹. Il s'agit là d'un aspect essentiel du rapport entre l'homme et la nature, qui ne saurait être supprimé par aucun développement technico-scientifique, aussi prodigieux fût-il.

Ce n'est pas tout. On pourrait également souligner un parallélisme extraordinaire entre les arguments de Podolinsky et une page du *Capital*, où Marx définit, pour utiliser sa propre expression, la « *base naturelle* » de la valeur et de la plus-value¹². Bref, les prémisses existaient pour que la réaction de Marx et d'Engels fût différente, la contribution de Podolinsky attirât leur attention et leur jugement fût plus positif. Ils auraient pu saisir l'occasion pour réfléchir sur les questions soulevées par Podolinsky et approfondir le problème du lien entre production et environnement. Mais cela ne s'est pas passé ainsi. Martínez-Alier écrit à ce sujet :

« Il est possible d'affirmer qu'Engels maîtrisait, sinon les principes de l'énergétique industrielle, ceux de l'énergétique agraire ; il comprenait, en outre, la différence entre la consommation d'un stock de charbon et l'exploitation de l'énergie solaire et devançait de loin un grand nombre d'économistes, de sociologues et d'historiens postérieurs à lui quant aux connaissances et aux intérêts scientifiques. Toujours est-il que Marx et Engels eurent la possibilité de connaître l'un des premiers essais de marxisme écologique et n'en tirèrent aucun profit. » (op.cit., pp. 302-303.)

Ce fut donc une occasion ratée. Nous devons nous demander pourquoi.

Marx, Engels et l'écologie : potentialités et limites

Selon Martínez-Alier, une conception inadéquate des « forces productives » et l'idée d'« un communisme de l'abondance » (ne pouvant se baser que sur un grand développement des forces productives) ont été les deux obstacles théoriques qui ont obnubilé le jugement d'Engels (et de Marx) et surtout compromis par la suite la possibilité d'une rencontre entre la tradition de la pensée marxiste et la tradition écologiste. Ce n'est pas une thèse nouvelle et il faut la prendre sérieusement en considération. Mais elle n'est que partiellement vraie : les vicissitudes ultérieures des rapports entre marxisme et écologie ne sauraient être interprétées tout simplement comme un développement de l'histoire des idées, en faisant abstraction d'autres facteurs (idéologiques, sociaux et politiques)¹³.

Pour aborder correctement une problématique si importante que celle du rapport entre marxisme et écologie, il faut d'abord préciser les mérites et les limites de la « conscience écologique » de Marx et d'Engels, bien entendu, en la situant dans le contexte historique.

A ce propos, il faut souligner qu'on ne peut pas parler d'écologie en se référant à cette époque-là. Le terme lui-même avait été introduit par le naturaliste allemand Ernst Haeckel déjà en 1866, mais il n'est entré dans l'usage que dans les dernières années du siècle. Qui plus est, l'écologie en tant que discipline scientifique

« consciente d'elle-même » (pour utiliser une expression de Jean-Paul Deléage), avec son cadre d'études et d'instruments spécifiques de recherche, ne s'est formée qu'à une époque encore plus récente, entre les années vingt et les années quarante de notre siècle. Nous devons donc rechercher ailleurs, quant à cette époque-là, ce qui est maintenant décrit comme une sensibilité écologiste. Nous devons nous référer à la façon d'établir la place de l'homme dans la nature par la pensée philosophique et scientifique, à l'image de la nature qui perce dans les sciences naturelles, à la façon dont les économistes définissent le rapport entre développement et ressources, aux œuvres de ces précurseurs qui attireraient l'attention de leurs contemporains sur les phénomènes de détérioration de l'environnement à la suite des activités de l'homme. C'est avec ces développements qu'il faut comparer les éléments de prise de conscience écologique chez Marx et Engels et c'est sur la base d'une telle comparaison que l'on peut exprimer un jugement historiquement justifié. Sinon, on risque de commettre une erreur d'anachronisme en reprochant à Marx et à Engels - qui n'ont jamais prétendu faire autorité en matière de biologie ou de thermodynamique - de ne pas avoir été des écologistes meilleurs que les écologistes de leur époque.

En effet, si l'on compare leurs positions à celles qui prévalaient chez les savants de leur époque, Marx et Engels font preuve d'une sensibilité assez développée et leurs instruments théoriques apparaissent comme très modernes et très ouverts y compris en ce qui concerne la problématique écologiste naissante.

En schématisant à l'extrême, pour ne pas dépasser les limites matérielles fixées pour cet article, il est possible, selon nous, de résumer comme suit la pensée de Marx et d'Engels sur ce terrain :

1. une conception protoécologique du rapport homme-nature ;
2. une esquisse de critique écologiste du développement capitaliste ;
3. un embryon de programme écologique inspiré par le critère de « ce qui est soutenable » et de la responsabilité envers les générations futures. En même temps, on ne saurait ignorer qu'il y avait chez Marx et Engels des limites et des ambivalences découlant de la définition de forces productives et de progrès, que d'autres marxistes ont aggravées par la suite, jusqu'au point de transformer leur « marxisme » (ce fut le cas surtout de l'idéologie stalinienne) en une apologie de l'industrialisme et en la prétention des hommes de « transformer la nature » (dans le programme stalinien des années trente on prétendait remodeler la nature elle-même pour en faire une base adéquate de la nouvelle société socialiste).

Abordons brièvement ce sujet, avec quelques exemples.

1. Homme-nature-société

Lorsqu'on parle de l'attitude du marxisme face à la nature et aux problèmes écologiques, on a souvent tendance à oublier que la signification primordiale du matérialisme de Marx et d'Engels réside dans le fait qu'avant même d'être « historique », il souligne que « *l'homme est immédiatement un être naturel. En tant qu'être naturel vivant, il est, d'une part, doté de forces naturelles, d'énergies vitales, c'est un être naturel actif: ces forces existent en lui sous forme de*

dipositions, d'aptitudes, d'impulsions. D'autre part, en tant qu'être physique, corporel, sensible, il est aussi un être passif, dépendant et limité, tout comme l'animal et la plante ». (*Manuscrits de 1844*, La Pléiade, 1968, p. 130.)

Il n'est pas inutile de souligner ce trait primordial, et essentiel, de la pensée marxiste parce qu'il représente la toile de fond de tous les développements ultérieurs. Les pages lumineuses où le jeune Marx esquisse son « naturalisme » en opposition à l'idéalisme hégélien¹⁴; la réflexion qu'il fait avec Engels dans *l'Idéologie allemande*, où le matérialisme historique est défini en partant aussi du concept de société humaine en tant que phénomène émergeant de la nature, et de l'histoire comme dialectique en même temps du rapport entre homme et homme et entre humanité et nature¹⁵; l'élaboration du lien entre production, rapports de production et nature dans *Préface et introduction à la Critique de l'économie politique* (1857); le thème du métabolisme (*Stoffwechsel*) entre société et nature qui est central dans *le Capital* et finalement tous les passages suggestifs de *la Dialectique de la nature* où on parle de la place de l'homme dans la nature à la lumière du darwinisme et des succès du Prométhée bourgeois, mais, en même temps, on prend conscience des conséquences négatives pour l'environnement qui en découlent : tout cela constitue un fil ininterrompu, qui a été au fur et à mesure mieux développé, et une approche originale, qui garde son actualité à la lumière de la problématique écologique du siècle dernier.

Pour Marx et Engels, le genre humain est donc une partie intégrante de la nature qui l'a engendré et participe à la vie de la nature dans son ensemble. Mais l'*homo sapiens* est aussi une espèce particulière. Par le truchement du travail - qui est une activité consciente visant à atteindre des buts - cette espèce agit sur la nature, modifie le milieu où elle vit, transforme les conditions originaires de ce rapport et de cette dépendance. Ainsi, commence l'histoire, évolution très particulière qui va au-delà du « naturel » en tant que tel et crée la nouvelle dimension typiquement humaine du « social » (si on veut, du « naturel »), qui n'est pas réductible à la simple donnée biologique.

C'est de cette unité dialectique du naturel et du social qu'il faut tenir compte lorsqu'on aborde le rapport homme-nature. En effet, le rapport qui s'établit entre l'homme et la nature, entre l'homme et son environnement, n'est pas donné une fois pour toutes, mais il est déterminé historiquement et change d'une époque à l'autre. Il est conditionné socialement, en changeant d'une forme de société à une autre.

L'homme qui travaille, l'*homo faber*, est aussi un homme qui construit des instruments, *a toolmaking animal*, selon l'expression de Benjamin Franklin reprise dans *le Capital*, un animal qui développe ses « organes ésosomatiques », pour reprendre la terminologie d'Alfred Lotka. Cette caractéristique lui a donné progressivement un énorme pouvoir pour intervenir et pour modifier l'environnement, la nature qui lui donne l'hospitalité. Ainsi, l'espèce humaine va jusqu'à mettre en danger l'environnement. Marx et Engels se réfèrent souvent à des témoignages de cette réalité dont ils prennent connaissance dans leurs lectures. Cela est dû au fait que les effets ultimes des actions humaines sur la nature ne sont pas maîtrisés. Mais, c'est aussi et surtout le résultat d'une prédominance de comportements

socialement conditionnés, d'exploitation myope, inspirés par le ressort de l'intérêt individuel et immédiat.

2. Ecologie politique du développement capitaliste

On peut trouver chez Marx et Engels des dizaines de pages où on mentionne et où on examine longuement les conséquences nuisibles des activités humaines sur l'environnement, notamment dans le cadre du développement capitaliste. En fait, ce sont les premières pages d'une « écologie politique » du développement capitaliste où la dénonciation est liée à l'analyse concrète des mécanismes sociaux et productifs de la détérioration de l'environnement.

Par exemple, un thème qui revient maintes fois est celui des effets négatifs de l'urbanisation liée à l'expansion de l'industrie. Les deux auteurs soulignent que les formes et l'ampleur de ces processus provoquent l'empoisonnement des fleuves et de l'air, mettent en danger la santé et affectent les conditions de vie dans les villes, bouleversent le rechange organique nécessaire entre les hommes et la nature, appauvrissent les sols et détériorent les conditions de vie des travailleurs¹⁶.

Un autre thème est celui des conséquences destructrices de l'utilisation, à grande échelle, de la chimie dans l'agriculture, ce qui, comme l'écrit Marx dans *le Capital*, épuise les sources de toute richesse, c'est-à-dire la terre et l'ouvrier. Plus généralement, c'est la dépendance par rapport au marché qui est jugée incompatible avec une gestion rationnelle de l'agriculture et des ressources forestières, puisque la logique du profit à court terme se heurte nécessairement aux temps longs de reproduction des ressources naturelles.

Ces remarques ne sont pas occasionnelles et improvisées, mais plongent leurs racines dans l'aspect central de la pensée de Marx, c'est-à-dire dans cette critique de l'économie politique qui nous aide, encore aujourd'hui, à comprendre la problématique du rapport entre économie et environnement (on ne saurait dire la même chose de l'approche économique traditionnelle).

Rappelons quelques concepts de la critique de l'économie politique qui s'avèrent particulièrement utiles aujourd'hui :

a. En premier lieu, la définition conséquente, par le concept de mode de production (de mode de production capitaliste), du cadre théorique fondamental à partir duquel il faut examiner les modalités concrètes du métabolisme entre l'homme et la nature. Ces modalités, qui sont historiques et sociales (et non naturelles et éternelles), sont caractérisées en même temps par une nécessité systémique interne (bien que dialectiquement contradictoire et dynamique), qui n'est pas affectée par les simples intentions éthiques des agents sociaux qui opèrent avec des « règles du jeu » données. Il est donc stérile d'envisager de changer la logique de développement du système sans contester les éléments structurels qui en assurent la reproduction. En particulier, le concept de mode de production permet de saisir l'unité dialectique des éléments « abstraits » de la reproduction matérielle (les conditions subjectives et objectives de la production, les forces productives) et de la reproduction sociale (les rapports de production).

b. Le caractère fétichiste des catégories économiques marchandes et monétaires, qui cachent la nature sociale de la production, du travail et de la richesse, son aspect concret (la valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage). C'est un phénomène qui s'accroît aujourd'hui, à cause de la bifurcation croissante entre la comptabilité financière et monétaire de la richesse et sa consistance réelle en termes de ressources détruites et d'environnement détérioré.

c. L'inversion des fins et des moyens dans le processus économique capitaliste et tout d'abord l'aliénation du travail. Les valeurs d'usage (parmi lesquelles la nature dans ses aspects multiples) ne sont pris en considération qu'à la condition d'être aussi des valeurs d'échange qui s'intègrent dans le cycle de valorisation du capital. Les besoins réels ne sont plus le but de la production : la création de besoins artificiels devient le moyen pour réaliser la plus-value et perpétuer le cycle de valorisation.

d. La poursuite de la valorisation bouleverse la nature du processus économique, dont le but devient la production pour la production. Il en découle une croissance illimitée, incontrôlée et incontrôlable des processus de transformation matérielle¹⁷, qui n'acceptent plus aucune limite quantitative et qualitative¹⁸, sinon dans la mesure où ils se heurtent à des barrières sociales ou à une barrière économique (augmentation des coûts).

3. Eco-communisme

Le thème de la responsabilité vers la nature et vers les générations futures, mis en relief par les réflexions écologiques et philosophiques des dernières années, est aussi présent dans la réflexion de Marx et d'Engels. Dans certains passages de leurs œuvres, il y a une prise de conscience claire du fait que les activités humaines doivent être menées de façon à préserver la survie des générations futures. En d'autres termes, c'est la problématique récente du « développement soutenable » qui est esquissée.

Plus particulièrement, Marx et Engels insistent sur la nécessité de surmonter les contradictions entre villes et campagnes. Ils insistent aussi sur la nécessité d'organiser rationnellement l'agriculture de sorte à ne pas épuiser la fertilité du sol, donc de remplacer l'agriculture de spoliation, l'industrie, l'urbanisation et le commerce international tels qu'ils se sont développés avec les rapports de production capitalistes¹⁹. Tous ces éléments embryonnaires révèlent que Marx et Engels se préoccupaient de la qualité du développement et de ses conséquences sur l'environnement. Cela est lié, par ailleurs, non seulement à la problématique philosophique de la « réconciliation » de l'homme et de la nature - déjà esquissée par Marx dans les *Manuscrits* - mais aussi à une sensibilité humaine et esthétique pour des valeurs de la nature non seulement utilitaristes, qui apparaît, par exemple, dans des lettres d'Engels²⁰.

Il y avait donc, dans le marxisme originaire, les prémisses d'un dialogue fécond avec les sciences de la nature et l'écologie, d'une évolution vers une

approche plus adéquate, « écologique », en ce qui concerne aussi bien l'histoire et le lien entre la société humaine et la nature que l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire et la définition des tâches à l'ordre du jour avant et après la révolution socialiste.

Mais il y avait aussi des limites - importantes, mais pas absolues en elles-mêmes -, qui ont empêché les marxistes de développer le potentiel dont nous avons parlé. Ce sont ces limites que nous allons examiner maintenant.

Forces productives, concept ambivalent

Selon Martinez-Alier, « *la vision écologique des conditions de l'existence humaine aurait pu être facilement liée au marxisme par une définition adéquate du concept de forces productives. C'est ce que Marx n'a pas fait* » (*op. cit.*, p. 26).

Martinez-Alier n'a pas tort. Toutefois, on peut se demander si, dans les dernières années si tourmentées de sa vie, Marx aurait pu accomplir une telle tâche. Nous en doutons. Nous doutons aussi qu'Engels lui-même, qui disposa de plus d'une décennie après la mort de Marx, fût en condition, subjectivement et objectivement, de mener à bien un tel travail de reformulation des fondements physico-écologiques de la théorie marxiste. A vrai dire, c'est aux marxistes qui leur ont succédé qu'il faudrait demander pourquoi il n'ont pas entrepris une telle reformulation, en préférant répéter de façon scolastique plutôt qu'étudier concrètement, sous l'angle empirique et théorique, la conformation réelle des forces productives. Mais où résidait la limite, l'obstacle théorique difficile à surmonter ?

Le thème des forces productives est depuis longtemps une question controversée chez les marxistes. Nous pensons qu'aujourd'hui il faut se poser deux questions qui sont importantes pour notre discussion :

1. Quel est le contenu concret de cette catégorie et quelle signification faut-il donc attribuer au concept de « développement des forces productives » ?

2. Comment faut-il concevoir le lien entre forces productives et rapports de production sociaux, et quelle est donc la signification de la formule de Marx bien connue selon laquelle la contradiction entre forces productives et rapports de production est le moteur de la dialectique de l'histoire ?

Procédons par ordre.

1. Forces productives, énergie, entropie

L'auteur de cet article est convaincu que la catégorie de « forces productives » est l'une des catégories marxistes non seulement les plus citées, mais aussi les plus déformées. Ce n'est pas uniquement la faute aux interprètes. Si on relit attentivement les textes, on découvre qu'il n'y a nulle part une définition générale satisfaisante de ce concept. Le plus souvent, la catégorie est utilisée dans des termes assez généraux, avec un contenu également général et peu défini. En revanche, lorsque nous rencontrons des indications très précises (concernant telle ou telle autre force productive), elles ne sont ni générales ni généralisables. Si on rassemble ces

indications différentes, on voit apparaître un concept qui ne correspond pas à la plupart des simplifications courantes. Peut-être peut-on entrevoir dans quelle direction il faudrait le reformuler pour y intégrer les acquis ultérieurs de la thermodynamique et de l'écologie.

Pour en rester à la signification d'il y a un siècle, une première indication nous est donnée par l'analogie - non fortuite - entre *Produktivkräfte* (forces productives) et *Kraft* (force, énergie). On pourrait d'abord caractériser, en gros, comme forces productives tous les éléments qui jouent un rôle actif dans le processus de production et contribuent à le développer, tout ce qui met en branle la production et multiplie l'efficacité du travail humain (qui est la « première » force productive) ; les forces productives sont les « agents » du processus.

Ce pluriel inclut la nature ²¹, notamment sous son aspect énergétique (même si Marx n'approfondit pas suffisamment le trait spécifique de cet aspect). Un passage est particulièrement significatif :

« *C'est la nécessité de diriger socialement une force naturelle, de s'en servir, de l'économiser, de se l'approprier en grand par des œuvres d'art, en un mot de la dompter, qui joue le rôle décisif dans l'histoire de l'industrie.* » (*Le Capital, œuvres, La Pléiade*, p. 196.)

Marx parle parfois des forces naturelles comme d'« agents inanimés » de la production. Cette terminologie correspond à ce que nous appellerions aujourd'hui les *input* énergétiques des processus de production. Il s'agit incontestablement d'une notion inadéquate, primitive et surtout « pré-entropique ». Elle n'inclut pas l'idée de la détérioration entropique, c'est-à-dire l'idée selon laquelle chaque résultat obtenu entraîne une perte dans l'environnement et une perte irréversible. Chez Marx, en effet, le concept de développement des forces productives (matérielles) suggère l'idée d'un processus cumulatif, dans lequel l'élément suivant s'ajoute aux éléments précédents en même temps où ceux-ci réalisent et maintiennent leur propre potentiel. Bien qu'il s'agisse de choses différentes, il existe une espèce d'homologie logique, un modèle conceptuel analogue, entre le concept d'accumulation du capital et celui de développement des forces productives.

De nombreux auteurs ont prétendu que le marxisme ignore l'existence des limites écologiques du développement. Prise au pied de la lettre, une telle affirmation ne correspond pas à la vérité. Mais il n'y a pas de doute que le marxisme a ignoré le « problème » des limites, d'ailleurs, comme 99 % de la pensée du XIX^e siècle. On ne saurait prétendre que, selon Marx et Engels, le progrès des forces productives et de la société humaine serait illimité. Mais il est vrai que, pour eux, le problème des limites se posait dans une perspective lointaine. Dans l'immédiat, on parlait surtout de l'idée de la capacité auto-expansive du progrès scientifique et technologique qui était en train de supprimer constamment les limites que la nature avait imposées auparavant aux possibilités humaines. C'est dans cette optique, d'ailleurs, que les deux théoriciens allemands (c'est-à-dire en provenance d'un pays qui était, à l'époque, arriéré par rapport à l'Angleterre « avancée ») interprétaient la révolution industrielle, stimulée par les nouveaux rapports de production, et la dynamique d'ensemble (technologique, sociale, politique, scientifique) qu'elle comportait.

En effet, ce n'était pas facile d'inclure dans l'idée de forces productives typique du *Capital* la notion d'une limite absolue au développement, une limite qui ne réside pas uniquement dans le caractère limité du globe terrestre, mais qui est, de façon plus directe et plus contraignante, le propre de tout processus vital et de tout processus économique, dans la mesure où l'un et l'autre opèrent « en perte », détériorent l'énergie et accroissent le désordre. Aussi bien la vie que les processus économiques se maintiennent dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils peuvent être nourris par un flux d'énergie constamment renouvelé ; les limites de ce flux sont aussi la limite absolue de ces processus.

En fait, la limite réelle est beaucoup plus étroite puisque ce qui compte, n'est pas tellement l'ensemble de l'énergie potentiellement disponible, mais surtout l'efficacité avec laquelle elle peut être absorbée et métabolisée. Par exemple, pour la photosynthèse, la végétation n'exploite qu'une fraction d'un point de pourcentage de l'énergie solaire ou un peu plus ; l'efficacité avec laquelle un consommateur (qui peut être l'homme) assimile l'énergie alimentaire ainsi accumulée ne dépasse pas 10 % ; notre système industriel, d'autre part, gaspille sous forme thermique, sans aucune utilité, plus de 50 % de l'énergie qu'il consomme, et 50 % de l'énergie utilisée est utilisée de façon inefficace, sous forme de chaleur à moins de 200 degrés. Par conséquent, pas plus de 10-20 % de la dépense énergétique n'est vraiment justifiée par rapport aux buts qu'elle doit atteindre (Grinevald, « L'effet de serre de la biosphère », *Stratégies énergétiques*, mai 1990, p. 26).

Ce n'est pas tout. Il ne suffit pas d'envisager une augmentation à loisir du flux énergétique pour qu'une croissance illimitée soit possible, car les équilibres écologiques terrestres et les cycles globaux de la biosphère sont « proportionnés » à une « portée » déterminée (par une longue évolution) des flux énergétiques et non par n'importe quelle portée, et ils ne peuvent pas tolérer des augmentations d'origine anthropique au-delà d'un certain seuil. Les conséquences de la négligence de tout cela, commencent à être perçues aujourd'hui sous forme de détérioration de la stabilité des écosystèmes et de la biosphère.

Voilà donc pourquoi, tout en étant justifié et acceptable dans un contexte historique donné et dans des limites bien précises, le paradigme marxiste du développement des forces productives a une dimension antiécologique et devient un obstacle à la prise de conscience des limites dans lesquelles l'humanité agit et peut agir. S'il est interprété dans le sens d'une toute-puissance prométhéenne de l'*homo-technologicus* qui développe un projet de domination sur la nature, il ne peut, en dernière analyse, que justifier les pires choix du capital (par exemple, le choix du nucléaire) ou aboutir aux résultats désastreux de l'industrialisation stalinienne, qui fut accompagnée - et ce n'est pas un hasard - par des propos « délirants » sur une « transformation de la nature » capable de créer une base « nouvelle » pour la construction d'une société socialiste.

Toutefois, une telle interprétation n'est pas inévitable. Le sens global de la conception de Marx et d'Engels va dans une autre direction, comme le laissent entendre explicitement des passages lumineux et suggestifs d'Engels qui critiquent une conception impérialiste de la « domination sur la nature » et en donnent une version prudente, pour ainsi dire « coopérative »²².

En effet, si on rassemble toutes les indications qui se trouvent ici et là chez Marx et Engels, on voit que leur approche ne peut pas être réduite à l'équivalence « forces productives = industrie et technologie », ni à l'identification « forces productives = énergie » ni à la somme des deux. C'est un autre aspect qui a le plus de relief : pour utiliser une expression aujourd'hui courante, la principale force productive est « culture » dans le sens de « savoir » et de « savoir-faire » des individus, mais surtout « coopération » et « savoir coopératif » au niveau de la société ²³.

C'est une approche très actuelle, semble-t-il. En premier lieu, puisqu'elle souligne en premier lieu un aspect des forces productives, qui a une autonomie relative par rapport aux forces productives matérielles (qui ne sont qu'une composante d'un ensemble) et qui peut donc connaître un développement indépendant de la croissance des flux physiques. En deuxième lieu, puisque l'information (liée au savoir et à la coopération sociale) est l'aspect « néghénotropique » (c'est-à-dire un aspect susceptible de contrecarrer les tendances entropiques, de construire de l'ordre et de faire diminuer le désordre), qui opère dans les structures vivantes et dans les structures sociales et qui permet donc d'utiliser au mieux les ressources pour satisfaire les besoins.

2. Forces productives/rapports de production

Jusqu'ici, nous avons employé le concept de forces productives du point de vue de la « production en général », c'est-à-dire de leur signification par rapport au métabolisme entre humanité et nature, indépendamment du cadre social où ce métabolisme se développe. C'est un point de vue légitime pourvu qu'on comprenne qu'il s'agit en même temps d'un point de vue « abstrait », qui ne se réfère à aucune réalité concrète. C'est un aspect unilatéral qui peut caractériser différentes formes sociales voire toute les formes sociales, mais qui ne subsiste pas en soi. En d'autres termes, on ne peut pas trouver des forces productives « abstraites » de leur contexte social, il n'y a que des forces productives (pour utiliser l'expression pertinente de Karl Polanyi) *embedded*, c'est-à-dire « incorporées », intégrées dans des rapports sociaux déterminés avec lesquels elle s'identifient, faisant un tout, et avec lesquels « elles opèrent ensemble ».

Avec cette précision, le point de vue susmentionné peut être considéré aussi sous un deuxième angle : comme un moyen d'explorer un ensemble de potentialités de développement (humaines et technologiques), tout en sachant que le seul développement concret est celui qui se réalise nécessairement dans un contexte social donné.

Cette approche dialectique est la même que celle qui, dans *l'Idéologie allemande*, amène à la conclusion suivante :

« Sous le régime de la propriété privée, ces forces productives ne connaissent qu'un développement unilatéral, la plupart deviennent des forces destructrices, et une quantité de telles forces ne peut trouver, sous le régime de propriété privée, aucune application. »

La formule selon laquelle se produit une transformation des forces potentiellement productives en des forces effectivement destructives, surtout par rapport à l'environnement, nous semble plus appropriée et plus significative que le schéma bien connu de la contradiction entre forces productives (dynamiques) et rapports de production (qui les enchaînent).

Par ailleurs, cette formule permet de donner un fondement critique et non apologétique au développement économique, technologique, scientifique, et donc d'élaborer un concept de progrès « *différencié* »²⁴. Il n'y a dans l'histoire humaine aucun progrès automatique, linéaire, garanti, aucune assurance en ce qui concerne le futur, ni grâce au développement technologique ni grâce à un sujet historique ou extra-historique providentiel. Il n'y a que la possibilité pour les hommes de tenter d'agir consciemment sur certains résultats au lieu d'autres ; d'essayer de faire prévaloir un cadre plus favorable au libre développement collectif et individuel (d'individus sociaux et non d'atomes luttant les uns contre les autres, selon le modèle de l'individualisme bourgeois) et de démanteler les structures qui représentent un obstacle.

L'héritage de Podolinsky

L'essai de Podolinsky parut pour la première fois en 1880, la même année que son échange de lettres avec Marx. L'année suivante, l'auteur tombait gravement malade. Deux ans plus tard, Marx mourait à son tour (14 mars 1883) après avoir abordé à nouveau le sujet. Engels vécut encore douze ans (il mourut le 5 août 1895), mais sans revenir sur cet argument.

Aucun d'eux n'eut la possibilité ou la capacité d'aborder à fond le nœud du problème, qui avait été posé et qui ne fut plus repris et encore moins approfondi par les marxistes d'Europe occidentale ou d'Union soviétique.

Il semblerait donc que la graine semée par Podolinsky n'ait pas donné des fruits, que son héritage se soit perdu. En fait, d'autres après lui et dans d'autres contextes, ont abordé des thèmes similaires. Le plus souvent, ils se sont heurtés, comme lui, à l'indifférence des milieux économiques officiels, jusqu'au moment où le vieux point de vue, redécouvert d'une façon indépendante, a refait surface dans le nouveau climat des années soixante-dix, qui ont été des années de crise énergétique et écologique.

Toujours est-il que l'un des trois aspects nouveaux dans l'approche de Podolinsky que nous avons indiqués au début, semble avoir eu un meilleur sort que les autres et il vaut la peine d'en parler avant de conclure. Il s'agit de ce qu'on pourrait appeler, dans le langage d'aujourd'hui, l'énergétique écologique. Nous avons déjà dit que, sur ce terrain, Podolinsky devançait les développements postérieurs de la pensée écologique, qui se sont produits entre les années vingt et les années quarante de ce siècle. En effet, il y a plus d'un élément qui autorise l'hypothèse que l'œuvre de Podolinsky n'a pas été étrangère à ces développements, ne fût-ce qu'indirectement.

L'idée d'un processus thermodynamique double, d'une accumulation de l'énergie solaire et de sa dissipation comme l'élément central de la définition de la structure d'une communauté écologique, perçe entre 1920 et 1940, surtout grâce à l'œuvre de l'écologiste-mathématicien américain Alfred Lotka (1880-1949) et du géochimiste russe Vladimir Ivanovic Vernadsky (1863-1945) dans une première phase et du très jeune savant américain Raymond Laural Lindeman (1916-1942) par la suite. C'est à l'article de Lindeman, publié en 1942, dans la revue *Ecology*, peu après la mort prématurée de son auteur, qu'on fait traditionnellement remonter l'élaboration achevée de cette approche, qui est à l'origine de la théorie de l'écosystème.

Justement dans ce cadre, il y a un fil qui unit la « trace » laissée par Podolinsky à la « grande voie » du paradigme écologique moderne. C'est une histoire qui se développe entre l'URSS et les Etats-Unis dans la période entre les deux guerres mondiales. Dans son livre *la Géochimie*, paru en France 1924, Vladimir Vernadsky, à qui l'on doit le concept moderne de biosphère, fait, pour la première fois, une analyse du rôle de la matière vivante dans les cycles qui animent la surface terrestre et qui constituent un ensemble de relations réciproques très étroites. Il mentionne explicitement le nom de Podolinsky parmi les précurseurs de ses idées. Vernadsky, dont la figure et l'œuvre de pionnier dans le domaine de l'écologie globale contemporaine ont commencé à être découvertes dans la dernière décennie, est à son tour l'inspirateur du théoricien le plus brillant de l'école russe d'écologie entre les deux guerres, l'ukrainien Vladimir Vladimirovic Stanchinsky (1882-1942). Sa figure, son nom et, à plus forte raison, son œuvre sont presque inconnus en Occident, bien qu'il ait eu le mérite d'élaborer avec une décennie d'avance les lignes fondamentales de la théorie de l'écosystème.

Stanchinsky a exprimé son point de vue dans des essais publiés en Union soviétique entre 1929 et 1931. Cela représente « au moins au début, une tentative de réduire les phénomènes biologiques à un dénominateur commun de nature physique : l'énergie » (Weiner, *Models of Nature. Ecology, Conservation and Cultural Revolution in Soviet Russia*, 1988, p. 80). Le point de départ de Stanchinsky est que « la quantité de la matière vivante dans la biosphère est directement dépendante de la quantité d'énergie solaire transformée par les plantes autotrophes » ; les autotrophes constituent « la base économique du monde vivant » ; la biosphère est composée de sous-systèmes - les biocénoses - chacun a sa propre « base économique » spécifique et une « superstructure » également spécifique, constituée par les organismes qui tirent leur subsistance des producteurs primaires à la base de l'échelle trophique. L'« équilibre dynamique » qu'on peut constater dans chaque biocénose s'explique par l'existence « entre les composantes autotrophes et hétérotrophes, entre les herbivores et les carnivores, entre hôtes et parasites, etc., de rapports définis, proportionnés » qui, souligne Stanchinsky, « n'ont été jusqu'ici étudiés par personne » (cité par Weiner, p. 81). Ensuite, dans un article de 1931, Stanchinsky présente un véritable modèle mathématique qui décrit le bilan énergétique annuel d'une biocénose théorique. Weiner explique que c'est la première fois qu'une telle opération a été tentée.

Mais l'œuvre prometteuse de Stanchinsky a été brisée en 1933 par l'avènement du stalinisme dans le monde scientifique aussi. On entra dans la période sombre où on a prétendu subordonner la recherche scientifique à un modèle idéologique préétabli et sanctionné par les décrets du Kremlin. Stanchinsky a été victime d'une persécution obscurantiste contre lui et contre son approche orchestrée par Isai Prezent et Trofim Lysenko, qui attaqueront par la suite Nikolaï Vavilov et la génétique mendélienne. Il est éloigné de son poste et emprisonné et ses idées sont bannies des universités soviétiques pendant une vingtaine d'années.

Malgré le sort obscur de son inspirateur, Douglas Weiner, le savant américain à qui on doit la première étude d'ensemble sur l'écologie soviétique des années vingt, signale l'existence de contacts, de rapports entre des savants russes de l'école de Stanchinsky et des savants américains de l'université de Yale où travaillait George Evelyn Hutchinson, qui aura un rôle de premier plan dans la promotion des études écologiques et du nouveau paradigme écosystémique dans les décennies suivantes.

L'œuvre d'un hydrobiologue russe influencé par Stanchinsky, Victor Ivlev, qui étudie la consommation et l'efficacité énergétique des vers oligocètes du littoral de la mer Caspienne, est utilisée, sous la supervision d'Hutchinson, par Raymond Lindeman dans son développement indépendant de la théorie de l'écosystème au début des années quarante (Weiner, *op. cit.*, 1988, p. 222).

Avouons qu'il nous fait plaisir de supposer que cet essai oublié de 1880, qu'un jeune exilé s'efforçait de faire connaître à un génie de son époque, sans avoir trop attiré son attention, puisse être, par un chemin long et tortueux, à l'origine des idées scientifiques les plus importantes du xx^e siècle.

Janvier 1992

1. Sergueï Podolinsky (1850-1891), issu d'une famille aisée (son père eut une fonction importante dans l'administration des PTT tsariste), entra dans le giron du mouvement populiste ukrainien pendant qu'il faisait ses études supérieures de sciences naturelles. A l'occasion d'un voyage en Europe occidentale avec Ziber, l'un des premiers économistes marxistes, il rencontra, à Londres, Marx et Engels (été 1872). En septembre de la même année, il participa en tant qu'observateur au congrès de la 1^{re} Internationale à la Haye, en sympathisant avec les anarchistes. Par la suite, il collabora à la revue des exilés russes *Yperéd*. A son retour en Russie, il participa aux campagnes des *narodniki* qui « allaient vers le peuple ». En 1878, il fut obligé de s'exiler pour échapper à la répression tsariste. Il s'installa en France, à Montpellier, d'où il continua à participer au mouvement ukrainien, en publiant, entre autres à Genève, avec Mikhaïl Dragommanov, la revue *Hromada* (la Commune). Il participa activement à des cercles socialistes européens et fut rédacteur de la *Revue socialiste*, publiée par Benoît Malon. Dans les années 1878-1881, il publia des essais sur différents sujets (par exemple, sur l'industrie, l'agriculture, la propriété foncière et les conditions de santé des populations en Ukraine). L'essai auquel nous nous référons dans notre article fut publié en 1880. Malheureusement, en 1881 il fut frappé par une maladie psychique qui l'empêcha de continuer à travailler.

2. Les écrits de Podolinsky furent publiés en russe, en français, en italien et en allemand. Son essai « Le socialisme et l'unité des forces physiques » est paru en français dans la *Revue socialiste*, n° 8, 1880.

3. On n'a pris connaissance de l'échange de lettres entre Marx et Podolinsky que très récemment. Une première lettre de Podolinsky fut écrite de Montpellier, en mars 1880.

4. Né à Constance, en Roumanie, en 1906, Nicholas Georgescu-Roegen, a étudié dans les années trente à la Sorbonne et aux Etats-Unis et s'est installé définitivement aux Etats-Unis après 1946. Il a développé dans ses études une approche qu'il appelle « *bioéconomique* ». Son idée centrale est que la production constitue un processus qui transforme de la matière-énergie dans des conditions de basse entropie en matière-énergie caractérisée par une haute entropie.

5. C'est dans l'échange de lettres entre Marx et Engels qu'on trouve des indications précieuses sur le rapport entre l'étude des sciences naturelles et l'élaboration de la critique de l'économie politique. Marx attribuait, entre autres, une grande importance aux études scientifiques dans le domaine de la chimie agraire.

6. La notion d'entropie peut être définie sous des formes différentes : par exemple, comme indice de l'énergie dégradée dans un processus thermodynamique, donc ne plus être utilisable pour accomplir un travail. Dans ce sens, toute transformation énergétique irréversible dans un système physique isolé (qui ne reçoit pas d'énergie de l'extérieur) entraîne un accroissement d'entropie.

7. Par « analyse de l'énergie » on entend la comptabilité des flux énergétiques dans les systèmes naturels et sociaux, utilisée, en ligne générale, pour connaître les coûts énergétiques des processus de production ou la productivité énergétique des écosystèmes.

8. Déjà dans *le Capital*, Marx avait expliqué qu'on ne doit avoir « aucune idée mystique » de la productivité du travail qui, en faisant abstraction des facteurs sociaux, dépend de la structure physiologique de l'organisme humain et des ressources de l'environnement (I, p. 558-9). Plus tard, dans sa *Critique du programme de Gotha*, il critiqua le programme du Parti social-démocrate, selon lequel le travail serait la source de toute richesse, en expliquant que : « *La nature n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est en cela qui consiste la richesse matérielle) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force naturelle, de la force de travail humaine.* » (*Œuvres*, La Pléiade, p.1413).

9. Il est bien connu que Marx critiqua des formules d'origine utopiste et lassallienne comme « *produit intégral du travail* » et « *partage équitable* », qui étaient, selon lui, dépourvues de toute valeur scientifique.

10. En 1886, en se référant à la convertibilité de toutes les formes d'énergie, Engels écrit qu'il est possible de mesurer la consommation et les apports d'énergie d'un organisme vivant et de les exprimer, par exemple, en calories. « *L'unité de tout mouvement dans la nature n'est plus une affirmation philosophique, mais un fait scientifique.* »

11. « *Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement, afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie (...). Et tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la condition indispensable de l'existence de l'homme, une nécessité éternelle, le médiateur des échanges organiques entre la nature et l'homme. L'homme ne peut point procéder autrement que la nature elle-même, c'est-à-dire il ne fait que changer la forme des matières. Bien plus, dans cette œuvre de simple transformation, il est encore constamment soutenu par des forces naturelles. Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty.* » (*Le Capital*, La Pléiade, p. 570-71.)

12. « *Supposé que le travail nécessaire à l'entretien dit producteur et de sa famille absorbât tout son temps disponible, où trouverait-il le moyen de travailler gratuitement*

pour autrui ? Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible ; sans ce surplus de temps, point de surtravail, et, par conséquent, point de plus-value, point de produit net, point de capitalistes, mais aussi point d'esclavagistes, point de seigneurs féodaux, en un mot, point de classe propriétaire.

« La nature n'empêche pas que la chair des uns serve d'aliment aux autres ; de même elle n'a pas mis d'obstacle insurmontable à ce qu'un homme puisse arriver à travailler pour plus d'un homme, ni à ce qu'un autre réussisse à se décharger sur lui du fardeau du travail. Mais à ce fait naturel on a donné quelque chose de mystérieux en essayant de l'expliquer à la manière scholastique, par une qualité "occulte" du travail, sa productivité innée, productivité toute prête dont la nature aurait doué l'homme en le mettant au monde (...)

*« Abstraction faite du mode social de la production, la productivité du travail dépend des conditions naturelles au milieu desquelles il s'accomplit. Ces conditions peuvent toutes se ramener, soit à la nature de l'homme lui-même, à sa race, etc., soit à la nature qui l'entoure. » (Marx, *op.cit.*, pp.1003-1004.)*

13. J'avance l'hypothèse que l'incompréhension d'Engels au début et l'attitude d'autres marxistes après lui ne peuvent pas être expliquées de la même façon. En d'autres termes, on ne saurait rechercher un « péché originel » antiécologiste du marxisme qui expliquerait tout : les réticences à l'égard de la problématique soulevée par Podolinsky, la prédominance d'une idéologie « productiviste » dans le mouvement ouvrier, les désastres provoqués à l'environnement par la « construction du socialisme » stalinienne, le choix favorable au nucléaire du Parti communiste italien et du Parti communiste français, la défense d'usines polluantes par peur du chômage, etc. Il faut analyser cas par cas, en s'efforçant de saisir l'ensemble des facteurs qui ont agi chaque fois. Il nous est impossible de faire ce travail dans le cadre de notre article. Limitons-nous à signaler le « point de départ », c'est-à-dire « la conscience écologiste » de Marx et d'Engels.

14. Dans *les Manuscrits parisiens* de 1844, il y a des suggestions « écologistes » : l'unité entre l'homme et la nature, l'homme conçu comme être naturel, caractérisé par des besoins et des capacités ; la naissance de l'humanité de la nature comme un processus historique, par le travail, l'unité entre la science de la nature et la science de l'homme, l'aliénation des besoins dans la société marchande, la détérioration des conditions de vie des travailleurs dans les villes industrielles, etc.

15. Signalons un passage particulièrement significatif qui est presque l'anticipation d'une anthropologie écologique :

*« La condition première de toute histoire humaine est naturellement l'existence d'êtres humains vivants. Le premier état de fait à constater est donc la complexion corporelle des individus et les rapports qu'elle leur crée avec le reste de la nature. Nous ne pouvons naturellement pas faire ici une étude approfondie de la constitution physique de l'homme elle-même, ni des conditions naturelles que les hommes ont trouvées toutes prêtes, conditions géologiques, orographiques, hydrographiques, climatiques et autres. Toute histoire doit partir de ces bases naturelles et de leur modification par l'action des hommes au cours de l'histoire. » (L'Idéologie allemande, *op. cit.*, pp. 145-146.)*

16. L'écrit d'Engels, *la Situation de la classe ouvrière en Angleterre* (novembre 1844-mars 1845), contient des dizaines de pages sur la détérioration de l'environnement dans les villes, sur les conditions dans les entreprises, sur les maladies et les accidents professionnels, etc. Ce sont des pages magistrales d'écologie humaine. On peut trouver des analyses critiques sur l'urbanisation aussi dans *le Capital* et dans *l'Anti-dihring*.

17. Ce sont des processus qui consistent à soustraire à l'environnement des ressources matérielles et énergétiques précieuses et à les restituer sous forme de déchets, d'ordures, d'émissions liquides ou gazeuses incontrôlées et polluantes ; à congestionner des espaces

matériellement limités ; à détériorer des écosystèmes dont les mécanismes d'auto-régulation sont vulnérables ; à altérer les cycles biogéochimiques de la biosphère d'où dépendent la stabilité de l'environnement dans son ensemble et les conditions de la vie humaine sur la planète.

18. Il suffit de rappeler les « brevets » concernant les « produits » d'ingénierie génétique et le phénomène croissant des « locations d'utérus ».

19. « *La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est pas donc seulement possible. Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique. Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne que l'on peut éliminer l'intoxication actuelle de l'air, de l'eau et du sol ; elle seule peut amener les masses qui aujourd'hui languissent dans les villes au point où leur fumier servira à produire des plantes, au lieu de produire des maladies.* » (Engels, *Anti-Düring*, Editions, sociales, 1963, p. 335.)

20. Voir, par exemple, plusieurs lettres d'Engels, dont celle à Bernstein (premier mars 1883) sur la possibilité d'exploiter l'électricité pour surmonter la contradiction entre la ville et la campagne et celle au géologue britannique George Lamplugh (11 avril 1893).

21. La critique de Jean-Paul Deléage selon lequel Marx aurait complètement oublié d'analyser le rôle de la nature dans les processus économiques, en se concentrant sur le rapport travail-capital (*Histoire de l'écologie*, Paris, 1991, p. 81), est injustifiée. Deléage a tort également de prétendre que Marx n'aurait analysé que « les limites internes » du capitalisme (voir *les Servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*, Paris, 1986). Selon Marx, le capital n'est pas tellement en condition de surmonter les limites naturelles, mais surtout il est incapable de les reconnaître, ce qui est tout à fait différent. La nature n'est pas seulement un élément passif, un ensemble d'instruments ou un dépôt de matériaux. Elle est également une force active (du côté des *input*) ou une nature détériorée, « exploitée, polluée » (du côté des *output*) dans le processus de production. Cela se répercute sur le rôle de « force productive » de la richesse représentée par la nature elle-même. Il est essentiel de distinguer la nature comme un agent de production de la richesse en tant que valeur d'usage (dont elle fait partie) de la richesse comme valeur d'échange (où elle n'est pas comptabilisée dans le processus social qui détermine la valeur).

22. « *Les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.* » (Engels, *la Dialectique de la nature*, Editions sociales, 1968, pp. 180-81.)

23. « *La nature ne construit pas de locomotives, ni de chemins de fer, ni télégraphes électriques, ni machines automatiques, etc. Ce sont des produits de l'industrie humaine, des matériaux naturels transformés en organes de la volonté humaine pour dominer la nature ou pour s'y réaliser. Ce sont des organes du cerveau humain créés par la main de l'homme ; c'est la puissance matérialisée du savoir. Le développement du capital fixe montre à quel point l'ensemble des connaissances (knowledge) est devenu une puissance productive immédiate, à quel point les fonctions du processus vital de la société sont soumises à son contrôle et transformées selon ses normes, à quel point les forces productives ont pris non seulement un aspect scientifique, mais sont devenues des organes directs de la pratique sociale et du processus réel de l'existence.* » (Marx, *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-58, La Pléiade, p. 307.)

24. La nécessité d'affirmer un concept de progrès qui « se différencie » de celui qui prédomine dans la tradition positiviste bourgeoise-impérialiste est soulignée par Ernst Bloch (voir *Differenzierungen im Begriff Fortschritt*, Frankfurt, 1963).

MARIA TURCHETTO

Catégories économiques et écologie

L'« alerte écologique » commence au début des années soixante-dix, en rapport aux vicissitudes de la crise pétrolière. Le problème de l'environnement apparaît pour la première fois sous la forme de dénonciation de la possibilité d'épuisement des ressources naturelles, en ouvrant une phase de pessimisme sur le sort de la « civilisation industrielle » qui va de pair, dans le domaine de l'analyse économique, avec les préoccupations pour une « crise » qui ne semble pas respecter la succession physiologique d'expansion et de stagnation et paraît insensible aux remèdes keynésiens traditionnels.

Il faut signaler que l'interprétation « écologique » de la crise pétrolière, selon laquelle il faut mettre l'accent sur le gaspillage irresponsable des ressources naturelles, n'est pas la seule avancée à l'époque. Des gens influents dénoncent les composantes monopolistiques du marché, en allant jusqu'à expliquer que les ressources énergétiques sont sous-utilisées, alors que, d'un autre côté, on commence à avancer l'idée, qui aura un poids décisif dans les débats des années suivantes, selon laquelle une « solution technologique » de la crise serait possible.

Toujours est-il que, sur le terrain idéologique, c'est l'« interprétation écologique » de la crise des années soixante-dix qui prévaut. Le rapport du Club de Rome, rédigé par un groupe de spécialistes du Massachusetts Institut of Technology (MIT), peut être considéré comme un « manifeste » de la vague de pessimisme qui déferle sur les études économiques. L'expression « limites du développement », qui est le titre du rapport, devient un véritable mot d'ordre au nom duquel on lutte contre les gaspillages et le « consommationnisme », on impose des mesures d'austérité, on démantèle, en fait, la politique économique fondée sur les dépenses sociales et le soutien à la demande qui avait caractérisé les années soixante.

En effet, nous estimons que le succès de *les Limites du développement* doit être surtout attribué au fait qu'il pouvait être exploité politiquement. A l'exception de quelques mesures strictement liées à la crise pétrolière - souvent visant à « orienter » les choix énergétiques plutôt qu'à réaliser des économies réelles -, les mesures adoptées dans la première moitié des années soixante-dix n'ont pas beaucoup à voir avec les contenus spécifiques de l'alerte lancée par le MIT. C'est l'époque de des attaques contre l'emploi et le « coût du travail » d'un côté, des politiques fiscales de dérégulation, de l'autre. Ce n'est pas tellement le contenu spécifique de l'analyse qui intéresse, mais plutôt l'accent mis sur l'« urgence planétaire », sur les besoins primaires de l'humanité toute entière auxquels il faudrait sacrifier les intérêts particuliers (et même les intérêts particuliers d'une classe sont présentés comme tels par rapport aux problèmes d'une « humanité » affamée et souffrante). En d'autres termes, l'« alerte planétaire » fournit une excellente justification pour faire passer des mesures économiques « nouvelles » et sûrement impopulaires.

Optimisme technologique

A la fin des années soixante-dix, le pessimisme sur le sort de la société industrielle est remplacé par une phase d'espoir - de véritable euphorie - nourrie par la première vague d'innovations technologiques, basées sur l'informatique et l'électronique. On reconnaît à ces technologies nouvelles la capacité de résoudre les principaux problèmes écologiques : elles seraient - dit-on - fondamentalement « propres » et « *energy-saving* » (elles épargneraient de l'énergie).

Les caractéristiques des technologies nouvelles sont amplifiées. Plus que des analyses du présent, les études de l'époque sont des préfigurations de scénarios du futur, de toute une gamme de sociétés futures. Mais l'approche est essentiellement monocorde : un aspect particulier - actuel ou potentiel - est extrapolé, généralisé et projeté comme « norme sociale » du futur. Ainsi, la généralisation de la possibilité de distribuer sous forme différente les espaces de production grâce à l'électronique nourrit le mythe d'une « société diffuse », où des atomes sociaux disposant de terminaux prendraient la place des grandes entreprises et des grandes métropoles ; la généralisation des processus d'expulsion de main-d'œuvre en cours et des processus d'automatisation potentiels inspirent des discours sur la « fin du travail » ; la généralisation de l'« immatérialité » de l'information produit l'image inquiétan-

te d'une « société symbolique », réseau de jeux linguistiques et de simulations de moins en moins en rapport avec le « réel ».

En ce qui concerne l'écologie, il faut indiquer que, en ligne générale, les « scénarios du futur » esquissés évoquent avec insistance le **dépassement de la production du type industriel**. Bien que les nouvelles technologies soient produites par des moyens industriels et soient appliquées au début dans des secteurs productifs traditionnels, il y a une véritable anxiété de projeter un futur non industriel ou, pour utiliser un terme qui devient courant, postindustriel. En effet, les alertes écologiques, liées à la crise pétrolière, ne mettent pas en accusation des secteurs ou des structures de production spécifiques, mais plutôt la « civilisation industrielle » dans son ensemble (dont tous ses membres, dominants et dominés, sont complices au même titre en tant que « consommateurs »). Sur cette base, on introduit une espèce d'équation industrialisme/pollution et postindustrialisme/solution du problème de l'environnement. L'étiquette « postindustriel » ne pouvait qu'être utile à l'image des nouvelles technologies.

Parmi les textes qu'on pourrait considérer comme des « manifestes » de la vague de pronostics optimistes qui marquent la fin des années soixante-dix, citons, par exemple, *The coming of Post-Industrial Society (l'Avènement de la société postindustrielle)* de D. Bell ou *Small is beautiful (Le petit est beau)* de E.F. Schumacher, des titres qui sont devenus des slogans. Mentionnons en même temps, par symétrie, le rapport du Club de Rome, *Révolution microélectronique* (1982). Il s'agit effectivement d'une révolution, si on considère que, en l'espace de dix ans, une planète propre et une humanité riche qui pouvait « être libérées du travail » et se consacrer dans l'oisiveté à une « éducation permanente », a remplacé la terre désolée et pauvre de *les Limites du développement*.

L'alerte écologiste « déployée »

Les années quatre-vingt marquent l'épuisement de la production d'utopies technologiques. On reconnaît généralement que les prévisions sur l'avènement de la « révolution électronique » et de la « société informatique » ont été démenties.

La constatation que le « progrès scientifique » n'a guère balayé la « civilisation industrielle », avec ses modèles de vie, de travail, d'allocation des ressources, entraîne un retour à une grande échelle de l'alerte écologique. La préoccupation pour les problèmes de l'environnement, pour ainsi dire, se déploie. D'un côté, l'incrimination de l'« industrialisme » devient plus mûre : il ne s'agit plus seulement de dénoncer l'épuisement quantitatif de certaines ressources naturelles, mais aussi de soumettre à une analyse critique la qualité de certaines productions, en évaluant l'ensemble complexe de leurs effets sur l'environnement. D'autre côté, l'industrialisme n'est plus le seul incriminé : on culpabilise aussi des modèles de vie et de consommation, des produits particuliers, des comportements individuels, voire des phénomènes naturels. La sensibilité pour l'environnement s'étend ; le problème de l'écologie s'impose et pénètre dans le sens commun, mais avec une perspective qui a changé. Ce n'est plus la « civilisation des machines », avide et

nuisible, qui menace la planète, mais l'homme lui-même, l'« espèce humaine », qui depuis toujours a établi avec l'environnement un rapport anormal et différent de celui qu'entretiennent avec la nature les autres êtres vivants.

C'est une perspective plus ample, peut-être plus profonde. Mais elle entraîne le danger de reléguer le problème dans le cadre de coordonnées trop générales, qui empêchent d'avoir une vision hiérarchique des objectifs et laissent le terrain libre à des exploitations discutables. En fait, la nouvelle « conscience écologiste déployée » peut accepter des campagnes visant à remplacer des produits, mais est peu disposée à se mobiliser sur le terrain des interventions législatives. Par exemple, on veut bien acheter de l'essence verte ou des détergents qui ne nuisent pas aux dauphins, mais on n'est pas disposé à soutenir un référendum sur l'emploi des pesticides.

Dans l'ensemble, on a l'impression que la « civilisation industrielle », loin d'être menacée par la nouvelle conscience écologiste, est en état de la maîtriser parfaitement et même d'en tirer profit : d'un côté, par le marché des « marchandises écologiques », de l'autre, par celui des « réparations de l'environnement ». Le premier marché relance le vieux jeu de la différenciation des produits, en permettant à l'industrie traditionnelle d'avoir ses cycles de substitution ; le deuxième développe des branches et des spécialisations industrielles nouvelles ou relance des secteurs comme la chimie, qui, n'en déplaise aux théoriciens de la société postindustrielle, n'ont absolument rien qui soit « petit et beau », « *soft* » ou « propre ».

Quelques voix critiques

En mentionnant brièvement des positions significatives en matière de problèmes de l'environnement, nous avons parlé de « sociologie au sens large ». Pour préciser, ce sont surtout deux courants d'études - sources culturelles - qui ont nourri pendant vingt ans la production de prévisions sur le futur de la société : d'un côté, des études plus spécifiquement économiques, essentiellement liées - au-delà des prises de distance plus moins significatives par rapport à l'orthodoxie - au système de catégories néoclassiques ; de l'autre, pour ainsi dire, une « divulgation scientifique » à propos des caractéristiques des nouvelles technologies.

Cette rencontre d'études économiques et d'études technologiques est un exemple de cette collaboration entre les « sciences de la nature » et les « sciences sociales » que tout le monde considère indispensable pour faire face au défi environnemental. Pourtant, on ne saurait dire que le résultat obtenu soit des meilleurs. Il n'y a pas uniquement le problème déjà signalé de l'utilisation idéologique des études en question. Les « sautes d'humeur » de cette littérature, avec l'alternance soudaine et contradictoire de pessimisme et d'optimisme, indiquent par eux-mêmes qu'il y a quelque chose qui ne saisit pas l'essentiel, quelque chose, qui est en rapport avec les capacités de prévisions et d'analyse de l'ensemble des catégories employées. On a l'impression que « technologues » et « économistes » n'ont pas réussi à établir une collaboration féconde, en combinant plutôt les

faiblesse d'une divulgation scientifique pas tout à fait à la hauteur de sa tâche, avec celles d'une théorie économique qui ne se porte pas trop bien.

En ce qui concerne ce dernier aspect, la santé de la théorie économique, nous esquissons quelques considérations, en partant de quelques critiques qui ont été faites de l'intérieur, pour ainsi dire, du paradigme néoclassique. Nous faisons références, d'un côté, aux idées développées par des partisans de l'école néo-schumpétérienne, selon lesquels les rapports sociaux pris en considération par la théorie économique (rapports de marché, au niveau macroéconomique, et stratégie d'entreprise, au niveau microéconomique) ne sont pas suffisants à définir la détermination dont le concept de technologie a besoin, de l'autre, aux critiques avancées par Georgescu-Roegen à l'égard de la théorie traditionnelle de la production (à son approche en termes d'analyse d'*input* et *output*), des critiques, qui débouchent, entre autres, sur un « programme bioéconomique » très engagé sur le front des problèmes environnementaux ¹.

Catégories économiques et question de la technique

Les positions du premier groupe susmentionné nous ramènent à la phase pessimiste du début des années soixante-dix, plus exactement à une sous-estimation substantielle du rôle de l'innovation technologique qui caractérise une bonne partie des analyses économiques de l'époque. Au-delà des préoccupations plus ou moins accentuées que nourrit le prolongement de la crise, les économistes envisagent quand même comme « solution » une relance du même modèle d'accumulation, rationalisé et éventuellement réduit à des proportions plus modestes. Ils ne projettent pas de modifications essentielles du cadre économique existant et ils n'envisagent pas la possibilité que les innovations technologiques aient un impact majeur sur les structures du marché, de la consommation, des investissements.

Dans la littérature économique de l'époque, ce sont les théories dites *demand pull*, qui prévalent, c'est-à-dire l'idée selon laquelle c'est le marché, qui détermine, par les investissements, le changement technologique. Comme on l'a correctement souligné, une telle approche permet de donner des explications en ce qui concerne les innovations qui se situent dans un cadre technologique donné, mais s'avère incapable de prévoir et d'analyser les innovations qui dépassent ce cadre.

La phase de l'optimisme technologique est un démenti spectaculaire des prévisions de la théorie économique, un échec dont a souffert surtout l'école schumpétérienne, la plus sensible au problème du rapport entre le développement économique et le développement technologique. Une conversion pure et simple aux théories du *technology push* apparaît insuffisante : si, en effet, on renonce à l'explication selon laquelle la technologie est le résultat d'une demande spécifique du marché et on considère le progrès technique comme un facteur autonome, la tâche de la recherche économique se réduit à l'étude des comportements des entreprises particulières face à une offre de technologie dont l'origine reste tout à fait indéterminée. En d'autres termes, l'innovation échappe aux instruments analy-

tiques de la théorie économique et devient un élément extérieur et aléatoire, qu'on ne peut évaluer que sous l'angle de son accumulation.

Le problème se pose donc en amont : l'innovation technologique ne fait partie de l'appareil analytique de la science économique qu'à la condition d'être considérée comme un « bien économique » normal. D'un côté, cela signifie que le processus des inventions est conçu comme un processus de production normal, qu'on peut évaluer sur la base des paramètres habituels (*input-output*, productivité, rentabilité, etc.). C'est une approche qui est source d'erreurs, puisque le monde technico-scientifique ne peut pas être réduit aux règles rigoureuses du comportement économique des entreprises et l'acquis technologique ne peut donc être rigoureusement calculé par rapport aux investissements pour la recherche. De l'autre côté, dès qu'elle est réalisée, l'innovation est évaluée du point de vue de ses résultats économiques, c'est-à-dire des profits différentiels qu'elle permet de réaliser aux entreprises particulières. Une telle approche est une source d'indétermination puisqu'elle ne peut guère apprécier le contenu spécifique de l'innovation elle-même.

Comme on peut le constater, ces critiques indiquent que les difficultés d'analyse et de pronostic de la littérature économique des dernières vingt années découlent de l'utilisation inadéquate de certaines catégories, notamment de la faiblesse du concept de bien économique et de la théorie de la production dans la « synthèse néoclassique ».

Catégories économiques et questions de l'environnement

Ces mêmes catégories sont au centre de la contribution critique de N. Georgescu-Roegen, auteur, entre autres, de *Analisi economica e processo economico* (Florence, 1973 ; *Analyse économique et processus économique*). L'auteur vise la « fonction de production » telle qu'elle est formulée dans l'approche néo-classique - c'est-à-dire l'explication analytique qui, pour reprendre la définition de Samuelson, « relie la production maximale à une série quelconque d'input » - en l'accusant d'assumer arbitrairement la réversibilité des processus et de faire complètement abstraction de leur nature physique. Paradoxalement, l'analyse *input-output* décrit les processus économiques en des termes analogues à ceux de la mécanique rationnelle, en ignorant les développements de la thermodynamique et en particulier cette loi de l'entropie, qui est « la plus économique des lois de la physique ».

La critique de Georgescu-Roegen représente une version très radicale de l'accusation souvent adressée à la théorie économique, selon laquelle celle-ci véhiculerait une conception non problématique de la nature. Dans ce sens, certains auteurs mettent en relief l'indigence d'une évaluation purement économique des biens de l'environnement, en signalant que la « valeur » de ceux-ci ne peut pas être exprimée en termes monétaires ou que leur aspect qualitatif n'est pas quantifiable. D'autres soulignent que des catégories se référant au marché - comme l'« utilité »

ou la « pénurie » - sont inaptes à expliquer des processus qui concernent l'écosphère et la biosphère.

La critique de Georgescu-Roegen va plus loin. Le problème qu'il signale, n'est pas uniquement celui de la partialité du point de vue économique par rapport à la complexité du monde, qui exige aussi des considérations biologiques, historiques, éthiques. Le processus économique lui-même - donc l'objet propre de la science économique - est mutilé par l'adoption de l'« analogie mécanique » de la théorie officielle. Les paramètres de la science économique officielle (de la « *théorie standard* », pour employer l'expression de Georgescu-Roegen) impliquent « *un principe de conservation (les données réduites de moitié) et une règle de maximisation (une satisfaction maximale)* ». Ils décrivent, au mieux, une distribution en termes statiques, mais ils esquivent complètement le problème d'une production en termes évolutifs (ou historiques).

Ces limites de la « *théorie standard* » - qui découlent d'une « *approche dogmatique* » et non d'un excès d'abstraction - amènent à interpréter de façon erronée le processus économique comme un « *flux circulaire* ». Selon Georgescu-Roegen, « *seule l'épistémologie mécaniste, à laquelle l'économie analytique est restée fidèle depuis sa naissance, est responsable de la conception du processus économique comme un système fermé ou flux circulaire (...). Aucune autre conception est plus loin d'une interprétation correcte de la réalité. Même si on ne considère que l'aspect physique du processus économique, celui-ci n'est pas circulaire, mais unidirectionnel. Sous cet angle aussi, le processus économique est constitué par une transformation constante d'une baisse entropie en une entropie élevée, soit en une gaspillage irrévocable.* »

Marx et le « *sylogisme des économistes* »

Revenons maintenant sur un aspect fondamental de la critique de l'économie politique par Marx, un aspect qui aide à comprendre les difficultés théoriques susmentionnées. Nous nous référons à la critique développée par Marx à propos de l'« *idée immédiate* » du lien entre la production, la distribution, l'échange et la consommation que l'économie politique véhicule : « *Dans la production, les membres de la société adaptent (produisent, forment) les produits naturels aux besoins humains (...) la distribution les répartit selon des lois sociales ; l'échange redistribue ce qui a été déjà distribué ; dans la consommation, finalement, le produit sort de ce mouvement social, devient directement objet et serviteur du besoin individuel et le satisfait par la jouissance.* » (Introduction à *Pour la critique de l'économie politique*, édition italienne, Rome, 1974, pp. 176-177.)

Marx souligne que, dans ce « *véritable sylogisme* » constitué par la production, la distribution, l'échange et la consommation, seuls les moments de la distribution et de l'échange sont conçus par les économistes comme des processus sociaux réels basés sur des rapports sociaux au sens strict. La production et la consommation, en revanche, sont conçues selon un schéma « *simple* » du rapport entre un sujet (l'homme-producteur-consommateur) et un objet (la nature, le

produit), l'un et l'autre génériques. Dans la pratique, selon l'idée des économistes, la production et la consommation - le point de départ et l'aboutissement du « mouvement économique » - peuvent être ramenées à une notion unique et socialement indifférente du rapport entre l'homme et la nature, dont les deux termes sont inertes. Le « mouvement économique » - la dynamique sociale effectivement prise en compte par les économistes - se réduit à la circulation des produits, conçue comme « *moment qui provient de la société* », c'est-à-dire comme distribution, et comme « *moment qui provient des individus* », c'est-à-dire comme échange. Ce n'est qu'en ce domaine que l'économie politique dispose de sa propre stratégie de connaissance, de ses propres catégories spécifiques.

Le syllogisme par lequel les économistes décrivent le processus économique, c'est-à-dire la série production-distribution-échange-consommation n'est donc qu'une fausse séquence, puisque les mouvements qui la composent n'ont pas le même statut. Ce qui est décrit comme une succession est uniquement la « connexion superficielle », la juxtaposition de deux moments qui n'ont pas de rapport réciproque : d'un côté, le processus de consommation de la nature par l'homme, processus non social (parce qu'il est présenté comme un simple rapport sujet-objet) et unidirectionnel (parce que, conçu sous cette forme, il ne peut que déboucher sur une prévision d'épuisement de l'objet) ; de l'autre, le processus de la distribution et de l'échange, mouvement circulaire, qui se développe entre des sujets (donc, un processus proprement social) et où les « objets » (les contenus spécifiques de la production et de la consommation) n'ont aucune importance. Selon l'économie politique, « production-consommation » et « distribution-échange » sont des notions qui ne communiquent pas entre elles. Seule la deuxième définit l'objet scientifique de l'économie classique, le cadre dans lequel cette discipline fait preuve de capacités analytiques réelles, alors que la première ne joue qu'un rôle d'arrière-fond ou de préalable de base, en produisant plus d'idéologies que de connaissances.

L'appropriation de la nature et la société

Ces éléments de la critique marxienne sont toujours utiles pour comprendre les difficultés de la théorie économique contemporaine dont nous avons parlé. L'approche de Marx donne, en effet, une explication de l'aveuglement étrange qui frappe la théorie standard en ce qui concerne aussi bien la technologie que la nature : elle réussit, en outre, à unifier dans un cadre cohérent, les remarques faites, respectivement, par l'école schumpétérienne et par la bio-économie de Georgescu-Roegen, et permet, à notre avis, d'aller plus loin.

La science économique est, dans tous les sens, une logique de marché : les catégories d'utilité et de pénurie, les règles d'optimisation, les lois de l'offre et de la demande n'ont un pouvoir de connaissance que dans l'espace intersubjectif défini par la « circulation ». Une détermination essentielle de cette société échappe à une telle logique : sa façon spécifique de s'approprier la nature, qui développe des moyens technologiques spécifiques. En d'autres termes, les catégories écono-

miques ne « voient » pas la production. Non seulement elles ne saisissent pas des domaines en un certain sens extra-économiques de la production (comme la nature, productrice de ressources ou la recherche scientifique, productrice de technologies) et non seulement parce qu'elles négligent la dimension physique des processus. Ce qui leur fait défaut, c'est surtout la détermination sociale de la production, donc la possibilité d'étudier les formes historico-spécifiques de l'échange organique entre l'homme et la nature.

Si cela est vrai, si la critique marxienne dénonce un « péché originel », qui pèse encore aujourd'hui sur les études économiques, cela vaut la peine de reconsidérer aussi la solution proposée par Marx. Il s'agit de changer l'objet lui-même de la science sociale, de définir la société en partant des rapports qui s'établissent dans la production - les rapports de production, selon Marx - au lieu de ceux qui règlent le marché. L'utilisation de catégories sociales spécifiques pour analyser « l'échange organique entre l'homme et la nature » signifie, avant tout, ne pas reléguer cet aspect fondamental de la vie dans des « limbes naturalistes » qui ne peuvent produire que des idéologies. Cela signifie que le problème écologique n'est pas le problème éternel de l'espèce humaine et des rapports entropiques avec l'environnement, de même que la question de la technique n'est pas la question éternelle de l'*homo faber* qui crée des instruments en déclenchant ce que Georgescu-Roegen appelle une « évolution esosomatique », inconnue aux autres êtres vivants.

La perspective suggérée par la critique marxienne est différente : il s'agit d'analyser comment les rapports de production capitalistes - c'est-à-dire les rapports sociaux spécifiques qui se développent dans le cadre d'une production historiquement donnée - déterminent des traits particuliers des moyens d'appropriation de la nature et du développement technico-scientifique. Dans cette perspective, l'« industrialisme » n'est pas le produit du hasard, n'est pas caractérisé par une technique productive quelconque, neutre du point de vue de l'analyse sociale, mais il n'est pas non plus l'aboutissement nécessaire de l'évolution esosomatique de l'espèce humaine. Il est le résultat historique de la domination du mode de production capitaliste, le produit d'un système social axé sur le mécanisme de valorisation capitaliste.

La question de savoir dans quelle mesure il y a dans le « programme scientifique » de Marx des indications potentielles par rapport au problème de l'écologie, doit encore être abordée. Le but de notre article n'était que de développer quelques considérations critiques et, tout au plus, de suggérer un point de vue plus réfléchi que celui d'autres approches. Si on veut aborder les problèmes de l'environnement, il n'est pas suffisant, selon nous, de corriger la logique du marché par des considérations biologiques ou anthropologiques. Nous ne croyons pas non plus qu'une action de transformation sociale puisse se baser sur l'opposition d'un point de vue biologique ou anthropologique et d'un point de vue économique. Dans tous les cas de figure, on ne peut pas, selon nous, avoir une approche correcte du problème sans développer une connaissance critique de la société historiquement déterminée : en d'autres termes, la tâche de la critique du capitalisme reste à l'ordre du jour.

1. A propos de Georgescu-Roegen, voir p28, note 4.

MARCELLO BUIATTI

Biologie et débat écologique

Dans l'interprétation du rapport entre l'homme et la nature typique de la civilisation industrielle, l'idée selon laquelle la nature est connaissable de manière déterministe amène implicitement à la conclusion que le monde en dehors de nous est bâti selon le système logique de la pensée humaine, ou, en d'autres termes, qu'il est possible de déterminer la nature du point de vue de l'homme, en lui imposant des schémas logiques humains ¹. Une telle conception « psycho-orale » du monde, qui exclut, en fait, l'existence de lois de la nature immanentes à la nature elle-même, avec ses propres forces actives en interaction et avec ses connexions intrinsèques, constitue un élément essentiel du mythe positiviste de la « transformabilité » infinie d'une matière conçue comme mécanique et soumise à notre vouloir, un mythe qui provoque tant de dégâts à notre planète.

Ce n'est pas une découverte que d'expliquer que la civilisation industrielle est intrinsèquement déterministe, justement dans la mesure où elle prétend transformer de façon prévisible la matière « en dehors de nous ». Si on admettait qu'il existe des éléments imprévisibles et qu'il est impossible d'appliquer à la nature l'appro-

che logique « industrialiste » (d'une construction programmée de l'ensemble par le truchement de ses parties), il faudrait en tirer la conclusion que l'homme pourrait s'avérer incapable de contrôler complètement, au moins à moyen terme, les conséquences de ses actions et on introduirait donc le concept de limite. Par ailleurs, si on applique l'idéologie déterministe aux êtres vivants et à l'homme, ceux-ci peuvent être assimilés aux autres produits de la « civilisation » et se transformer donc, plus facilement, en marchandise à manipuler et à vendre.

Le spiritualisme

Dès son origine, le mécanisme biologique, fils du positivisme, n'a pas été contesté par des arguments scientifiques liés à la réalité matérielle. Il a été contesté en niant à la science toute valeur heuristique et en lui attribuant un domaine de recherche limité à la matière « non vivante », alors qu'on expliquait que la matière vivante était pénétrée par des entités inconnaissables - par exemple, l'entéléchie de Driesch, la psyché d'Abich, l'esprit de J.S. Haldane². Comme le souligne Sebastiano Timpanaro dans son essai *Sul materialismo (Sur le matérialisme)*, cette approche a débouché sur une relance de « l'idée d'une créativité de l'homme absolue et mythologique, sur une sous-estimation des conditionnements réels que l'homme subit et des moyens de les dépasser, et sur l'affirmation d'un subjectivisme volontariste rhétorique et mystifiant ».

Certains ont expliqué et expliquent qu'il y a une différence qualitative substantielle entre la nature, effectivement mécanique, des plantes et des animaux et l'une des deux natures de l'homme, celle qui serait uniquement spirituelle et porteuse de liberté, d'indétermination et de volonté. Au-delà de la contradiction apparente et d'un antidéterminisme verbal, c'est justement une telle conception qui ouvre la voie, dans la pratique, au pire déterminisme. Il suffirait, en effet, de démontrer, par exemple, la nature matérielle des comportements humains pour les réduire tout simplement à un mécanisme, comme si la matière en tant que telle était incapable de liberté. Des résidus de vitalisme subsistent aussi dans la société actuelle : par exemple, on attribue, parfois, des traits magiques à la science qui étudie les processus du vivant (il va de soi que les magiciens peuvent être bons ou mauvais), comme si les biologistes étudiaient des objets « spirituels » en quelque sorte et donc inconnaissables, sauf par la magie. Cette « peur de l'inconnu » peut amener à des tentatives d'exorciser tout simplement la science, comme si elle était en elle-même porteuse de mal.

La réponse de la biologie dialectique

A vrai dire, des approches critiques de l'interprétation mécaniste de la vie ont toujours existé parmi les savants, notamment parmi ceux des biologistes qui ont étudié et étudié le développement des processus historiques (développement et évolution) chez des organismes multicellulaires. Ces savants ont dû aborder la

question de la non-réductibilité des lois de l'organisme à celles des molécules qui le composent, la capacité des êtres vivants à s'auto-organiser sur la base de l'imprévisibilité et de la variabilité, de même que le problème du mouvement et de l'histoire, essence intime de la vie. Mais souvent, dans les milieux scientifiques, on n'a pas saisi toutes les implications du choix entre une conception statique et une conception historique de la nature, entre le réductionnisme et le holisme (c'est-à-dire une conception globale), pour l'interprétation de la nature et de l'homme, des rapports de celui-ci avec l'environnement et, avant tout, avec ses semblables.

En d'autres termes, on a peu analysé les rapports entre les paradigmes qui prévalent dans le domaine social et les approches qui prévalent dans le domaine scientifique, aussi bien que l'influence exercée par ces approches sur la formation du « sens commun ». En revanche, le débat, parfois très vif, sur cette problématique a été historiquement riche parmi les marxistes. L'apport de certains biologistes se réclamant du marxisme à l'élaboration consciente de théories matérialistes - qui ont avancé des concepts développés plus récemment par ceux qui étudient les systèmes complexes - a été particulièrement appréciable. Rappelons, par exemple, celui des membres du *Theoretical Biology Club*, qui s'est réuni périodiquement entre 1932 et 1938, en s'efforçant d'élaborer, dans le domaine de la biologie, une théorie autonome et non réductionniste. Ce club était composé en grande partie de savants sensibles à la réalité sociale (J. Needham était travailliste de gauche, J. Bernal communiste, Waddington « gauchiste » avoué), qui avaient pris connaissance des contributions de la délégation soviétique au Congrès international d'histoire des sciences et de la technologie qui a eu lieu en 1931.

Ce congrès avait révélé au monde occidental la richesse du débat qui se déroulait à l'époque en Union soviétique, sous l'impulsion d'une science, qui avait une vitalité extraordinaire du point de vue non seulement de sa capacité à fournir des données, mais aussi de son engagement dans la société postrévolutionnaire et de son intérêt pour les problèmes de celle-ci. Mentionnons, par exemple, des œuvres des biologistes qui ont consciemment contribué à l'élaboration d'une « troisième voie » entre le mécanisme occidental et les soi-disant théories de Lysenko, ou l'œuvre de personnalités extraordinaires comme Vladimir Vernadsky, qui, déjà en 1926, avait élaboré les concepts holistes de biosphère et de noosphère (la sphère de l'esprit) et souligné l'importance du déséquilibre pour la vie, en participant activement en même temps à la construction d'une société qui apparaissait à l'époque nouvelle et pleine d'espoir.

Comme l'on sait, les idées avancées dans les années extraordinaires qui ont suivi la révolution d'Octobre, ont été étouffées dans le sang. Pourtant, elles ont été reprises en Occident par une minorité éclairée de savants, qui ont continué à les développer avec ténacité jusqu'à maintenant. Rappelons, par exemple, les œuvres des savants proches du *Dialectics of Biology Group*, qui s'est réuni pour la première fois en 1980 en Italie, comme Steve Rose, Richard Levins, Richard B. Lewontin, Jay Gould et beaucoup d'autres, qui, le plus souvent isolés, ont continué à discuter, dans les années soixante-dix, sur la biologie et ses implications. A l'époque, la grande majorité des savants, à la suite des grands progrès réalisés par la biologie moléculaire, semblait être absolument convaincue de la nature

mécanique des êtres vivants, qui pouvaient, selon eux, être décrits par les informations contenues, en série linéaire, dans le DNA. Certes, comme l'ont correctement souligné Lewis et Lewontin, « nous ne pouvons pas nous tirer d'affaire en considérant que l'utilisation de la philosophie par Lysenko et ses partisans n'était qu'une aberration, une application erronée (...) Si le marxisme ne réfléchit pas sur ses erreurs, ces erreurs vont se répéter. »⁴

Marxisme et « diamat »

En effet, chez Marx et Engels eux-mêmes et, *a fortiori*, chez les marxistes qui ont adopté sur ces problèmes toute une gamme de positions, il y a une contradiction entre une conception dialectique de la nature, - qui ne soit pas une application rigide des principes du tristement célèbre « diamat »⁵, mais qui utilise les concepts de mouvement, d'histoire, d'irréductibilité des niveaux différents d'organisation, d'interaction, de « liberté » intrinsèque de la matière - et l'affirmation réitérée selon laquelle l'homme aurait une « vocation » à transformer la nature par le travail. Nous reviendrons là-dessus. Rappelons ici que cette « vocation » a été souvent évoquée dans des interprétations erronées du concept de progrès (un progrès avec cette « vocation »), présenté d'une façon un peu trop rapide comme « bon » en lui-même. Cela est à l'origine d'erreurs très graves, qui ont été souvent commises lorsque, par exemple, en considérant l'homme lui-même comme l'objet possible du changement révolutionnaire, on a prôné la création de l'homme nouveau par l'eugénique. C'est ce qu'a fait, par exemple, dans un article publié en 1934, Hermann Müller, génétiste et, à l'époque, marxiste enthousiaste (devenu ensuite, d'une façon plus conséquente, farouchement réactionnaire et anticommuniste), qui a écrit entre autres : « Notre structure génétique est simplement l'une des choses matérielles de la vie, même si elle est, dans un certain sens, la plus précieuse, et il nous appartient donc de la changer, et de continuer à la changer, par tous les moyens disponibles pour améliorer ultérieurement le développement harmonieux et efficace de la société des travailleurs. » (*Lenin's Doctrines in Relation to Genetics*, Allen Lane, Ed. 1971, p. 468). On aboutit ainsi au paradoxe d'utiliser l'interprétation du concept de développement social avancée par le « socialisme réel » pour combattre, en fait, la théorie marxienne sur l'homme et ses dénonciations prophétiques du processus progressif d'aliénation. Ce n'est pas par hasard que Müller veut frapper justement la seule chose qui, d'après les *Manuscrits* de Marx n'était pas encore aliénée, c'est-à-dire le pouvoir d'engendrer.

La régression funeste du « socialisme réel » en matière de libertés démocratiques et de réalisations individuelles a abouti, en outre, au paradoxe que les concepts marxistes devenus en Occident le drapeau de minorités éclairées et combattives alors qu'ils étaient délibérément ignorés à l'Est. Toujours est-il que l'approche matérialiste et dialectique (et non l'approche idéaliste du « diamat ») a contribué dans une grande mesure à stimuler une discussion ouverte sur la variabilité, sur la liberté, sur l'histoire de la matière. Dans les années soixante-dix, il y a une convergence entre ces orientations et l'ensemble, par ailleurs très

hétérogène, de tendances appelées, de façon trop générale, « science de la complexité ». Quoi qu'il en soit, la bataille contre le mécanisme est loin d'être terminée, comme le témoigne le repli postpositiviste d'un philosophe comme Rosenberg et d'un biologiste moléculaire comme Stent.

Il est nécessaire, à notre avis, de rouvrir la discussion récemment abandonnée sur les répercussions de la biologie et de ses paradigmes sur la formation des idées socialement dominantes. Nous constatons avec regret que cette discussion, à laquelle des marxistes ont contribué dans le passé et qui est fondamentale pour comprendre les rapports étroits entre l'écologie, d'un côté, et le pacifisme, la lutte contre la marginalisation et pour la liberté, en d'autres termes, l'écologie humaine, de l'autre, est aujourd'hui languissante, peut-être aussi à cause du mépris conscient et stérile pour des catégories qui, bien sûr, n'appartiennent pas uniquement aux marxistes, mais ont beaucoup attiré leur attention dans le passé.

Le rapport homme-nature

A notre avis, toute discussion sur le rapport entre l'homme et la nature chez Marx et les marxistes, doit partir, d'un côté, d'une réévaluation du concept de l'existence d'une nature (de la matière) réelle en dehors de nous (de notre pensée) et, de l'autre, d'une analyse des implications de l'idée selon laquelle l'homme lui-même est nature, de même que la nature devient homme dans la mesure où elle est connue et modifiée par le travail. Ces concepts entraînent une révision très nette du rôle de la science. Comme Marx l'écrit dans ses *Manuscrits économiques-philosophiques de 1844* :

« C'est seulement si elle prend pour base le sensible sous la double forme de la conscience sensible et du besoin sensible - c'est-à-dire si la science prend pour point de départ la nature - qu'elle est science réelle (...) Mais la nature est l'objet immédiat de la science de l'homme. Le premier objet de l'homme - l'homme lui-même - la nature, la sensibilité et la capacité de sentir particulières à l'être ne peuvent trouver leur réalisation effective que dans des objets naturels, et ne se connaître elles-mêmes si ce n'est dans la science de la nature. » (La Pléiade, 1968, p. 87).

Le rapport entre l'homme naturel et la nature est un rapport dialectique intense, dialectique et historique, dans lequel l'un change l'autre et il est changé à son tour, même si le rôle le plus actif dans cette interaction appartient incontestablement à l'homme. Comme le souligne A. Schimdt, *« dans le travail, l'homme oppose soi-même en tant qu'une des puissances de la nature, à la matérialité de la nature. En agissant sur la nature en dehors de lui et en la modifiant, l'homme modifie en même temps sa propre nature »* (le *Concept de nature chez Marx*). Aussi bien Marx qu'Engels soulignent à plusieurs reprises que, désormais, il n'existe plus une nature non humanisée et qu'il est donc erroné - c'est la critique de Marx à Feurbach - de parler de l'homme et de la nature comme s'il s'agissait de deux entités séparées. Selon nous, ce concept est très important aussi par rapport au débat actuel, soit implicite soit explicite, et réfute toute tendance à considérer la

nature comme « bonne » et sans tache et l'homme comme un agent « méchant » et contaminateur, sans lequel tout serait à nouveau « pur » comme avant.

Une telle interprétation implique une conception statique de la nature et, par ailleurs, nie le caractère naturel de l'homme qui, privé de ce trait, tend à n'être que volonté (esprit) perverse. En outre, la séparation de l'homme par rapport à la nature oublie le rôle d'agent historique naturel qui appartient au travail humain, moyen principal dont dispose notre espèce pour s'adapter à l'environnement, en le transformant et en étant à son tour transformée par un environnement humanisé. D'où des approches conservatrices et protectionnistes, qui sous-estiment l'importance de la transformation du mode de production (modèle de développement) en tant qu'objectif de la lutte pour un nouvel équilibre écologique. Ceux qui adoptent de telles approches, ont tendance à considérer les êtres humains comme une entité homogène et à perdre de vue, en revanche, le fait que le mode de production et donc le type de nature modifiée qui en découle, sont la conséquence directe de l'évolution des conflits parmi les hommes et de l'émergence chez eux de tel ou tel autre modèle de vie. Le danger existe que cette peur de « se salir les mains » avec les conflits humains, en ignorant l'existence au sein de notre espèce de forces et de tendances souvent opposées, ne débouche, dans des formulations extrêmes toujours possibles, sur un antihumanisme fondamental, qu'il est possible déjà maintenant de saisir chez des courants animalistes et fondamentalistes.

L'objectivité de la nature

Ceci dit, il faut revenir sur l'existence, chez Marx et Engels, d'une tendance à l'objectivisation excessive de la nature en dehors de nous. En effet, dans la pensée marxiste traditionnelle, l'homme se réalise en tant qu'« entité générique » et connaît dans la mesure où il transforme le monde extérieur. Selon Engels, « *justement la transformation de la nature par l'homme, et non la nature à elle seule, est le fondement essentiel et le plus proche de la pensée humaine ; et dans la mesure où l'homme a appris à transformer la nature, dans son rapport avec la nature, son intelligence s'est développée* » (la *Dialectique de la nature*). Et selon Marx, « *c'est précisément en façonnant le monde des objets que l'homme commence à s'affirmer comme un être générique. Cette production est sa vie générique créatrice. Grâce à cette production, la nature apparaît comme son œuvre et sa réalité. L'objet du travail est donc la réalisation de la vie générique de l'homme* » (*Manuscrits, op. cit.*, p. 64).

La nature a donc ses propres lois, mais notre « but » est, en réalité, celui de connaître ses lois de sorte à lui donner une empreinte d'humanité. Ce concept ouvre la voie à ce marxisme positiviste dont nous avons déjà parlé et qui s'avère incapable, même aujourd'hui, de prendre conscience des « limites » représentées par l'inévitable riposte, si nous voulons utiliser des termes anthropomorphes, « active » et « subjective » de la nature, par ailleurs implicite dans la conception dialectique de la matière elle-même.

Le fait de mettre l'accent sur notre mission évolutive de transformation est évidemment le produit du contexte historique et du lieu de naissance du marxisme, où les conditions de vie des plus pauvres - comme aujourd'hui dans le tiers monde (et non seulement dans le tiers monde) - obligeaient à considérer comme l'objectif primordial pour la survie, la satisfaction des besoins les plus élémentaires, basée sur l'augmentation de la production, selon une vision myope qui, on peut le comprendre, allait de pair avec la faim. C'est donc de ce point de vue, que l'un des mérites de Marx et d'Engels (et des marxistes très peu nombreux qui ne l'ont pas oublié, surtout dans la pratique) réside dans le fait d'avoir compris les dangers que comporte une utilisation détournée des capacités humaines, provoquée par un processus d'aliénation progressive et de dénaturation des besoins, typique du développement capitaliste. Je me réfère notamment à ce propos, non seulement aux pages célèbres d'Engels dans « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », mais aussi à des pages moins connues de Marx sur la création fictive de besoins. Engels nous explique : « *Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles (...)* Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. » (*La Dialectique de la nature*, Editions sociales, 1963, p. 180). Tout cela se passe parce que « *les capitalistes individuels qui dominent la production et l'échange ne peuvent se soucier que de l'effet utile le plus immédiat de leur action. (...) Pourvu que individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions* » (*Ibidem*, pp. 182-183).

Selon Engels le remède consiste à prendre en considération aussi les effets indirects et lointains de la production pour pouvoir les « *dominer et régler* », ce qui ne pourra être accompli que « *par un bouleversement complet de tout notre mode de production passé et, avec lui, de tout notre régime social actuel* » (*Ibidem*, p. 182). Le danger provient donc de la structure capitaliste de la société humaine, dominée par l'égoïsme des particuliers et privée de liens collectifs. Pour survivre et continuer, cette société a besoin de créer constamment des besoins nouveaux. Selon Marx, « *Tout homme s'applique à susciter chez l'autre un besoin nouveau pour le contraindre à un nouveau sacrifice, le placer dans une nouvelle dépendance et l'inciter à un nouveau mode de jouissance, donc de ruine économique.* » Ainsi, l'« *indigence (de l'homme) augmente à mesure que croît le pouvoir de l'argent. (...) Cette aliénation se manifeste encore en ce que, d'un côté, le raffinement des besoins et des moyens produit de l'autre côté la sauvagerie bestiale, la simplicité totale, grossière et abstraite du besoin. (...) Même le besoin de grand air cesse d'être un besoin pour l'ouvrier : l'homme retourne à sa caverne qu'empêste désormais le souffle nauséabond et méphitique de la civilisation. (...) La lumière, l'air, etc., la propreté animale la plus élémentaire cessent d'être un besoin pour l'homme. La crasse, cet encanaillement, ce pourrissement de l'homme, le cloaque*

(au sens littéral) de la civilisation, le relâchement complet et contre nature, la nature putride deviennent l'atmosphère où il vit. » (Manuscripts, p. 91-92.)

Ces lignes magnifiques peuvent suggérer même aujourd'hui des réflexions utiles sur le rôle joué par les rapports de production en l'absence de liens collectifs et sur la connexion profonde, aussi bien à l'époque de Marx que maintenant, entre la philosophie de la vie capitaliste, qui s'est affirmée, de ce point de vue, tant à l'Est qu'à l'Ouest, et qui est fondée sur la compétition individuelle ou collective (de groupe ou de nation) pour des besoins constamment croissants d'objets ayant de moins en moins de valeur d'usage, et la destruction progressive de notre monde.

Certes, il est clair désormais que la propriété collective (ou plus précisément étatique) des biens, viciée dans les pays du « socialisme réel » par le même rêve productif de l'Occident, n'est pas suffisante ni utile - surtout si elle va de pair avec la rigidité, l'aplatissement, le manque d'efficacité - pour changer les choses dans « une période géologique extraordinaire de l'histoire de notre planète, une ère anthriropogénique où l'impact humain n'est pas différent de celui d'une force géologique qui est en train de changer la face de la terre (...). C'est à nous qu'appartient la responsabilité de faire de ce processus élémentaire un processus consciente ». En étant conscients, que, pour atteindre cet objectif fixé par Vernadsky, nous ne devons pas, en regardant la nature, oublier justement l'acteur du changement, l'espèce humaine, avec tous ses rapports internes et ses conflits.

1. Voir notre essai *Il benevolo disordine della vita*, Oikos, 1990, pp. 141-156.

2. M. Buiatti, S. Califano, P. Dolara, *Chimica e biologia del xx secolo*, Guaraldi, 1978, pp. 31-52.

3. Voir V.I. Vernadsky, *The Biosphere*, London, 1986.

4. Voir R. Levins, R.B. Lewontin, *The Dialectical Biologist*, Harvard University Press, 1985, pp. 165-66.

5. « Diamat » est l'abréviation de matérialisme dialectique (dans sa version stalinienne).

TIZIANO BAGAROLO

Deléage : une contribution magistrale à l'histoire de l'écologie

L'écologie scientifique, en tant que science « consciente d'elle-même », a environ un siècle, bien que ses racines - de Linné à Alexander von Humboldt, de Liebig à Darwin - soient au moins bicentennaires. Il est vrai que le terme « écologie » est un peu plus ancien, puisqu'il fut déjà utilisé en 1866 par Ernst Haeckel, fervent disciple allemand de Darwin : « *Par écologie, nous entendons la totalité de la science des relations de l'organisme avec l'environnement, comprenant, au sens large, toutes les conditions d'existence.* » (cité par Jean-Paul Deléage, *Histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature*, Paris, 1991, p. 8). Toutefois, comme l'explique Deléage dans ce livre passionnant, ce n'est que dans les dernières années du XIX^e siècle que de nombreuses œuvres ont été publiées, dont l'approche est incontestablement écologiste et où le terme « écologie » est explicitement utilisé, parfois même dans le titre (par exemple, *l'Écologie des plantes*, publié en 1885 par le botaniste danois Eugen Warming).

On peut citer, par ailleurs, deux épisodes dont parle Deléage, qui prouvent que cette nouvelle discipline avait déjà acquis une autonomie scientifique. Aux États-

Unis, un petit groupe de botanistes, réuni, en 1893, à Madison dans le Wisconsin, décide de s'appropriier le mot utilisé par Haeckel. En Angleterre, durant cette même année, le président de l'Association britannique pour le progrès des sciences, J.S. Burdon Sanderson, élève l'écologie au rang d'une des trois grandes subdivisions de la biologie, à côté de la physiologie et de la morphologie.

En revanche, le paradigme théorique de l'écologie, accepté par tout le monde aujourd'hui, c'est-à-dire la théorie de l'écosystème, n'a qu'un demi-siècle d'existence. En effet, c'est dans un article paru en 1942 dans la revue *Ecology* que, pour la première fois, a été formulé le schéma unitaire qui définit les relations réciproques entre les organismes vivants et les facteurs abiotiques, entre la biocénose et le biotope, entre le flux de l'énergie et le cycle de la matière et la structure trophique, entre la production biologique et l'évolution du système écologique (un lac, en l'occurrence). L'article paraît à titre posthume : son auteur meurt dans la même année, à l'âge de vingt-sept ans.

Mais, en 1942, on assiste à un autre tournant. Au mois d'août, le projet Manhattan, est lancé, qui, avec les bombes de Hiroshima et de Nagasaki, et avec le commencement de la course à l'armement nucléaire, inaugure cette phase inédite de l'histoire humaine, dans laquelle toute génération peut être la dernière. Par ailleurs, dans les décennies suivantes, on va prendre conscience que la condition atomique n'est que la manifestation la plus inquiétante des problèmes globaux qui se posent dans cette ère nouvelle. La possibilité d'une catastrophe ultime pour l'espèce humaine et pour la vie sur la planète n'est que le cas limite d'une menace de catastrophe rampante, non moins irrémédiable, dont les signes prémonitoires se sont traduits par de nombreux désastres partiels (Seveso, Torrey Canyon, Bophal, Tchernobyl, etc.), par la détérioration de plus en plus importante des systèmes de l'environnement de la planète, à cause de l'impact insoutenable d'un développement humain insensé, et après les préavis de bouleversements climatiques (perforation de la couche d'ozone, effet de serre provoqué par les hommes, etc.).

Ainsi, les dernières décennies marquent la formation d'une nouvelle conscience du rapport homme-nature et des mouvements écologistes. Ceux-ci sont l'expression sociale et politique d'une préoccupation assez répandue pour le sort de l'homme et de la nature. Par ailleurs, on assiste à de nouveaux développements théoriques et pratiques de l'écologie scientifique et à l'émergence d'une nouvelle approche globale, y compris en rapport avec les nouveaux moyens techniques (informatique, satellites) et les nouveaux contextes institutionnels (organisations internationales, intervention des gouvernements, etc.). Les importants programmes internationaux de recherche sont, en un certain sens, le symbole de cette nouvelle phase de l'« écologie-monde ». Rappelons, par exemple, à ce propos l'Année géophysique internationale (1957-1958) - où, grâce à Charles David Keeling de l'observatoire de Mauna Loa aux îles Hawaï, on commence à mesurer systématiquement la concentration dans l'atmosphère d'anhydride carbonique, ce qui nous permet de prendre conscience des effets déstabilisants pour le climat terrestre de la révolution « thermo-industrielle » - et le programme *Global Change*, lancé en 1986, pour réaliser le premier diagnostic scientifique de ce phénomè-

ne. Le système terre est désormais considéré comme un tout, dont l'évolution dépend de la responsabilité (ou de l'irresponsabilité) humaine.

Entre ces deux dates, il faut citer, en 1968, le programme de l'UNESCO *Man and Biosphere* (« Homme et Biosphère »), qui montre désormais une prise de conscience de la question la plus complexe et la plus controversée de l'écologie contemporaine : l'implication humaine dans l'écologie. Et ce dans un double sens, pour ainsi dire empirique et théorique : d'un côté, l'écologie ne saurait prétendre se préserver un espace tranquille, isolé des turbulences humaines, en tant que discipline pure et simple de « la nature », puisque il n'y a plus une « nature » qui échappe à l'influence envahissante de l'homme, de ses activités et des conséquences de ces activités ; de l'autre, elle ne peut pas se bercer d'illusions et espérer pouvoir tout simplement appliquer au phénomène humain les instruments conceptuels élaborés par la biologie et les autres sciences naturelles, puisque, depuis une longue période de leur évolution, les sociétés sont allées bien au-delà du simple déterminisme biologique. Elle se situe « *au confluent des sciences de la nature et des sciences de la société* » (Deléage, *op. cit.*, p. 13). Qui plus est, l'appel à l'écologie, pour orienter des pratiques de gestion concrète de la planète, légitime en même temps l'irruption des instances politiques dans son domaine.

Aussi bien l'écologie scientifique que l'écologie politique posent donc avec force le problème d'une nouvelle conception du rapport homme-nature et de la responsabilité humaine en matière de gestion de la biosphère, c'est-à-dire du système intégré, qui comprend, en même temps, la terre et la vie qui a évolué sur et avec la terre (l'homme y compris). « *Nous sommes de la nature et dans la nature. L'écologie ne peut esquiver ce défi : constituer un savoir sur la nature dont les humains se reconnaissent partie prenante, et non instance de domination, étrangère et hostile* », conclut Deléage à la fin de son voyage dans l'histoire de l'écologie (*op. cit.*, p. 305).

Les temps forts et les thèmes que nous venons d'esquisser, en suivant Deléage, caractérisent le développement de l'écologie scientifique, une aventure passionnante et engageante, qui concerne le sort même de l'homme et dont la connaissance devrait faire partie du bagage irremplaçable de toute personne consciente.

Durant les dernières années, l'histoire de l'écologie est devenue l'objet d'un intérêt croissant. Dans les pays anglo-saxons et en France notamment, un certain nombre de travaux ont été publiés qui reconstruisent des temps forts, des aspects ou qui esquissent un tableau d'ensemble du développement de cette discipline qui, depuis une vingtaine d'années, a attiré l'attention générale, scientifique, culturelle et politique. Le livre de Jean-Paul Deléage, qui mériterait d'être traduit dans d'autres langues, représente incontestablement une nouvelle contribution très appréciable.

Nous ne pouvons, dans cet article, que donner une idée très sommaire de ce livre, qui est, par ailleurs, une synthèse d'un ensemble d'autres travaux, de discussions avec de nombreux savants, d'expériences, et d'événements historiques qui se réfèrent à des siècles et à des situations dans une série de pays du monde.

Les mérites de ce livre sont multiples, du point de vue de la forme aussi bien que du contenu. Il représente un instrument précieux de travail, entre autres, pour ses références bibliographiques, complétées par un index des noms. Il est écrit très clairement, il a une structure d'ensemble très solide et la matière traitée est très bien ordonnée.

A notre avis, il a notamment le mérite de combiner une approche rigoureuse avec la clarté d'une œuvre de divulgation accessible à des lecteurs non spécialistes, et de présenter les étapes les plus significatives de l'écologie sans rien considérer comme acquis d'avance. Cet ouvrage suit les développements internes des différents courants qui ont contribué à l'élaboration du nouveau paradigme scientifique et des problématiques fondamentales qui en découlent. Mais le mérite principal du livre réside, selon nous, dans l'approche à travers laquelle l'auteur opère sa synthèse et sélectionne les thèmes et les problèmes. Cette approche est caractérisée par trois éléments.

Du point de vue de la reconstruction historique, Deléage conteste la conception de l'écologie comme filiation uniquement de la géographie des plantes et de la botanique, qui représente celle de l'histoire de l'écologie écrite par l'auteur français Pascal Acot (*Histoire de l'écologie*, Paris, 1988). Il souligne et reconstruit sa filiation par rapport à des courants essentiels de la pensée scientifique du XIX^e siècle : en premier lieu, Darwin et la théorie de l'évolution (en polémique directement avec Acot, Deléage démontre qu'il y a déjà chez Darwin une notion embryonnaire de « niche écologique »), en deuxième lieu, le courant qui a étudié les échanges physico-chimiques entre les êtres vivants et l'environnement (une filière où on trouve les noms de Priestley, Ingenhous, Lavoisier, De Saussure, Dumas, Boussingault, Liebig et, dans les années vingt, Lotka et Vernadsky).

Quant à l'appréciation du statut actuel de cette discipline, si je ne m'abuse, Deléage est loin de le considérer comme celui d'une « science normale », dans le sens que Thomas Kuhn attribue à cette expression, c'est-à-dire celui d'une phase où prévaut un travail tranquille de développement graduel dans le cadre du paradigme partagé par la communauté scientifique. Deléage estime, lui, que l'élaboration du paradigme écosystémique par les contributions de Tansley, Lindeman, Hutchinson, Odum, etc., a permis à l'écologie d'atteindre sa maturité scientifique en tant que domaine disciplinaire autonome et unitaire ; il rappelle les développements successifs importants de cette approche par rapport aux contributions de la théorie des systèmes et de l'information et, plus récemment, de la mathématique des systèmes chaotiques. Mais il souligne également que l'accent est en train aujourd'hui de se déplacer : des écosystèmes vers la biosphère ; de l'écologie, en tant que discipline des rapports entre les organismes vivants et l'environnement, vers une nouvelle « écologie globale », en tant que science qui dépasse le camp biologique et devient une science interdisciplinaire de cette entité unitaire qu'est la biosphère, et dont font partie les sociétés humaines, qui, par leur impact, constituent désormais un facteur primordial de l'évolution de la biosphère.

Dans cette optique, Deléage attribue une place centrale dans sa reconstruction historique à deux personnages qui ont déjà agi dans cette direction dans les années vingt, mais qui seulement dans les dernières décennies ont commencé à être

appréciés comme ils le méritent : le physicien et écologiste américain Alfred Lotka (à qui l'on doit une approche « opérationnelle » du concept de biosphère) et le minéralogiste et géochimiste russe Vladimir Vernadsky, à qui l'on doit la formulation d'un concept holiste de la biosphère qui est l'une des sources directes des nouvelles approches de l'écologie globale. Dans ce cadre, Deléage aborde aussi, dans un chapitre spécifique, les controverses sur la formulation de l'hypothèse Gaïa de James Lovelock, c'est-à-dire de la conception de la planète comme un « sur-organisme » vivant.

Finalement, d'un point de vue général, le livre de Deléage est centré sur l'idée selon laquelle l'écologie ne peut pas être conçue uniquement comme une science de la nature, mais est aussi, plus ou moins clairement depuis ses origines, une science de l'homme, comme le dit le sous-titre, ou « *la plus humaine des sciences de la nature* », comme on lit dans le texte (*op.cit.*, pp. 5 et 297). La frontière entre le naturel et le social, ou leur connexion réciproque, est l'un des sujets les plus controversés de l'écologie. Les choix de Deléage dans ce domaine sont donc particulièrement significatifs.

Un premier choix consiste à combiner l'exposé des doctrines avec des références brèves, mais lourdes de sens, au contexte historique, aux urgences pratiques, et aux problèmes intellectuels, en un rapport réciproque avec le développement de l'écologie. Cet aspect est naturellement plus marqué durant les décennies les plus récentes ; en ce sens, les derniers chapitres sont en même temps un diagnostic de la crise actuelle de l'environnement à l'échelle planétaire, où convergent les innombrables « ruptures locales » des équilibres écologiques originaires, accumulés dans les derniers millénaires de l'évolution humaine et surtout dans les derniers siècles, et la « grande rupture » représentée par l'émergence des sociétés industrialisées capitalistes.

Le deuxième choix de Deléage consiste à inclure dans l'histoire des savants comme Serguëï Podolinsky et Patrick Geddes, mais aussi Marx et Engels ou Adam Smith, dont la pensée se situe à la frontière de l'économie et de l'environnement et traite de la place de l'homme dans la nature plutôt que de l'écologie de manière traditionnelle (beaucoup d'autres auteurs, dont George Perkins Marsh, Aleksandr Voïekov, Paul Sarasin et Jean Brunhes sont aussi mentionnés).

Troisièmement, Deléage souligne sans aucune ambiguïté le lien qui existe entre désordre écologique et désordre social, et l'interdépendance entre crises écologiques et crises sociales tout au long de l'évolution de l'histoire humaine du moins à partir du néolithique. A ce sujet, il ne se prive pas de dénoncer le caractère ambigu des approches officielles des grands problèmes globaux, par exemple, le fait que l'idée de « *développement soutenable* » est prônée dans le *Rapport Bruntland* surtout pour les pays sous-développés et pas pour le Japon (qui importe 99 % de l'énergie qu'il consomme), pour l'Europe occidentale (qui s'oriente vers une politique d'accroissement de la natalité au moment même où elle ferme ses portes aux immigrés) ni pour les Etats-Unis (qui ne représentent que 5 % de la population mondiale, mais qui consomment un tiers des ressources et produisent 25 % de l'anhydride carbonique diffusée dans l'atmosphère). En effet, il existe aujourd'hui un dilemme auquel on ne peut pas échapper lorsqu'on aborde le

problème de la gestion humaine de la biosphère : d'un côté, il y a ce que Deléage appelle la « *tentation écocratique* », c'est-à-dire la délégation du problème à un pouvoir technocratique-autoritaire (à ce propos, l'auteur rappelle, à juste titre, les idées fort discutables de Hans Jonas) ; de l'autre côté, il y a la possibilité de faire le choix d'une nouvelle « *citoyenneté écologique et planétaire* », d'une nouvelle culture et de nouvelles formes sociales qui rendent responsables de la gestion de la biosphère tous « *les passagers de notre planète terre, sans discrimination aucune* » (*op. cit.*, p. 305).

Avant de conclure, nous nous permettons d'indiquer une carence qui aurait pu être évitée dans un ouvrage qui suit soigneusement les différents courants d'une histoire complexe et enchevêtrée, en signalant aussi « *les pistes théoriques perdues* » (*op. cit.*, p. 70). Sans oublier de signaler l'importance et les contributions de l'école écologiste russe et ensuite soviétique sur la base du beau livre de Douglas Weiner (*Models of Nature*, Bloomington et Indianapolis, 1988) et en dépassant ainsi les approches euro-occidentales centrées habituelles, Deléage ne fait qu'une allusion rapide au théoricien le plus original de l'écologie soviétique entre les deux guerres mondiales, Vladimir Stanchinsky. Stanchinsky a le mérite méconnu d'avoir anticipé d'une décennie, entre 1929 et 1931, les lignes fondamentales de la théorie écosystémique, dont il a esquissé un premier modèle mathématique, et d'avoir essayé de combiner écologie et génétique par des recherches qui anticipent celles de Hutchinson et Mac Arthur dans les années soixante. A notre avis, sa contribution est comparable, dans l'histoire de l'écologie, à celle de Tansley ou de Lindson, même si son travail a été interrompu par la répression stalinienne (voir p. 27 de ce même numéro de notre revue).

CHRIS HARMAN

Une critique qui ne résiste pas à l'épreuve de la logique

La coïncidence des crises économiques à l'Est et à l'Ouest représente un défi majeur pour les marxistes révolutionnaires. La vieille idéologie stalinienne, qui avait si largement dominé le mouvement ouvrier de l'Occident et du tiers monde, a fait faillite. Cette faillite a laissé un vide que les adversaires du marxisme et d'une politique basée sur la lutte des classes sont en train de remplir en prétendant que le « marché » est la seule voie pour l'humanité. Une telle prétention est encouragée par la réaction d'un grand nombre d'ouvriers des pays de l'Est face à la crise qui les frappe : en croyant que l'ordre ancien était une variante du socialisme, ils rejettent tout discours sur le socialisme et se tournent vers des gens comme Walesa ou Eltsine qui prêchent les merveilles du capitalisme occidental.

Les marxistes révolutionnaires n'ont qu'un moyen pour faire face au défi : fournir une analyse du système mondial qui montre l'interaction entre la crise à l'Est et la crise à l'Ouest. Malheureusement, ce n'est pas ce que fait Ernest Mandel.

Le tableau qu'il dresse du capitalisme occidental moderne est extrêmement simpliste. Il nous présente un résumé de ce qu'était, selon lui, le tableau dressé, il y a cent vingt ans, par Marx dans *le Capital*. Il nous dit que dans le capitalisme moderne :

« *L'organisation du travail, qui, dans une première phase, dépend des décisions privées de l'entreprise, est corrigée par la concurrence, par le marché. L'entrepreneur doit se plier à ces corrections, sous peine de disparaître. Sous le régime capitaliste, il n'y a qu'un seul critère de performance celui du profit. Les capitaux quittent les entreprises et les branches où le profit est inférieur à la moyenne. Ils affluent vers les branches où le profit est supérieur à la moyenne.*

« *Au premier signe de mévente ou d'une manifestation de baisse du profit en dessous de la moyenne, il (le capitaliste) cherche à modifier la manière dont il a organisé la production.*

« *Mais la loi de la valeur ne gouverne une économie que dans la mesure où celle-ci est une économie marchande généralisée, c'est-à-dire où le travail est fondamentalement un travail privé.* »

Bien sûr, ce tableau n'est pas complètement faux. Mais il est désespérément insuffisant pour aborder la réalité empirique du système depuis l'époque de Marx. A ce sujet, on ne peut pas se limiter à parler de « *décisions privées* » prises par le « *propriétaire de l'entreprise* ». Il faut analyser ce qui se passe du fait que les monopoles dominent l'économie nationale, que des secteurs productifs de l'économie sont nationalisés, que la compétition « *pacifique* » pour les marchés cède la place à des conflits militaires entre les Etats capitalistes et que les Etats passent outre la loi de la valeur au sein de leur économie, dans le but d'assurer l'expansion des secteurs vitaux pour le succès militaire.

Ce sont justement ces problèmes que Lénine et Boukharine avaient commencé à aborder dans leurs écrits sur l'impérialisme ¹. Ces écrits considéraient comme acquis le tableau dressé par Marx dans *le Capital*, mais soulignaient, en même temps, le besoin de le développer. Loin de se limiter à parler de « *compétition pour les marchés* », ils reconnaissaient que le capitalisme était en train de surmonter cette étape de son histoire (déjà en 1915-1916). Mandel, en revanche, s'en tient à son résumé de Marx sans guère se référer à ce que Lénine et Boukharine ont écrit il y a soixante-quinze ans !

Comme si cela ne suffisait pas, il écarte tout simplement ceux qui, en partant de leurs anticipations, auraient accepté le « *mythe du capitalisme organisé* » et le *Generalkartel* d'Hilferding. Pourtant, Engels avait déjà écrit il y a un siècle :

« *Lorsque on débouche sur les trusts qui contrôlent et monopolisent des branches entières (de l'industrie), cela implique la fin non seulement de la production privée mais aussi de l'absence de plan.* » (*Critique du programme d'Erfurt*).

On supposerait qu'il avait accepté lui aussi « *le mythe du capitalisme organisé* » et que Lénine avait fait la même chose lorsqu'il avait écrit une introduction très favorable au livre de Boukharine *l'Impérialisme et l'Economie mondiale*. Dans cette introduction il avait souligné, déjà en 1915, que « *la concurrence est réduite au minimum dans le cadre des économies nationales* », mais « *atteint des dimen-*

sions colossales » comme « lutte entre des trusts capitalistes d'Etat », lutte dont l'issue « est décidée en premier lieu par le rapport de forces militaire ». Finalement, Trotsky aurait commis la même erreur en écrivant ce qui suit dans le *Manifeste de l'Internationale communiste aux travailleurs du monde* :

« L'étatisation de la vie économique, contre lequel le libéralisme capitaliste élevait tant de protestations, est un fait accompli. Il est impossible de revenir non seulement à la libre concurrence, mais aussi à la domination des trusts, des cartels et d'autres pieuvres économiques. Aujourd'hui, le seul enjeu est le suivant : qui doit être le porteur de la production étatisée, l'Etat impérialiste ou le prolétariat victorieux ? »

Lénine, Boukharine et Trotsky ont tous reconnu qu'à partir du moment où le capitalisme entre dans sa phase monopolistique et impérialiste, il est dominé par des groupes gigantesques qui organisent le processus de production en leur sein, non pas sur la base d'un échange de marchandises au prix du marché, mais par une interaction planifiée des *input* et *output*. Voilà une chose dont ceux qui gèrent aujourd'hui les grandes sociétés sont parfaitement conscients. Ainsi, par exemple, on a pu écrire à propos d'un trust géant de Corée du Sud que :

« Les performances des grandes sociétés coréennes ne peuvent pas être mesurées sur la base de la rentabilité, puisque les données sur le profit sont manipulées, ni par le volume des exportations, qui peuvent être le résultat de subventions. Les bonnes performances doivent être mesurées sur la base des indicateurs matériels de production et de la gestion des opérations, c'est-à-dire la productivité, la qualité et les stocks aussi bien que le change en valeurs d'exportation. » (*New Left Review*, n° 182).

Au sein des sociétés, il y a une espèce de « planification », qui va souvent à l'encontre des rapports entre marchandises sur la base de la loi de la valeur.

Ce qui se passe dans le cadre d'une société géante se passe également dans le cadre des énormes secteurs militaires des Etats modernes, qui, pendant les deux guerres mondiales, ont virtuellement dominé chaque économie nationale dans son ensemble. Même lorsque l'Etat ne produit pas directement des armes, il garantit que les fournisseurs privés soient payés sur la base d'un prix additionnel, de façon à leur permettre de tenir, même si cela implique des subventions assurées à des secteurs économiques non rentables au profit de ceux qui le sont. Aucun Etat moderne ne permet que l'action interne du marché - de la loi de la valeur - détruise sa capacité à faire la guerre.

Mais ce n'est pas tout. La loi de la valeur, qui est bannie du fonctionnement interne d'une société géante ou des préparatifs militaires de l'Etat, constitue toutefois une force vitale qui les détermine de l'extérieur. La direction dans laquelle cette « planification » s'engage, n'est pas arbitraire. Elle doit permettre à chaque société géante de faire face à long terme à la concurrence, en termes militaires ou économiques.

Une société géante qui ne puisse pas obtenir un profit global sur l'ensemble de ses opérations, profitables ou non, fera finalement faillite. Un Etat national qui n'utilise pas ses ressources pour pouvoir vaincre ses rivaux, risquera, en dernière analyse, une défaite militaire.

La concurrence extérieure détermine les paramètres selon lesquels les « planificateurs » opèrent dans le cadre de chaque compagnie. C'est la concurrence extérieure qui oblige les directions à se préoccuper constamment des prix de revient internes, c'est-à-dire, à chercher à imposer la loi de la valeur dans les différents processus de production sous leur contrôle.

Certes, les caprices de la concurrence extérieure rendent constamment absurdes les tentatives de planification interne, en bouleversant les vieux calculs des prix de revient, en obligeant les directions à accroître des équipements plus que prévu et d'en laisser d'autres inachevés. Les tentatives d'« organisation » dans le cadre d'une économie nationale sont constamment remis en question par la concurrence au niveau international. Cela n'implique pas seulement une compétition économique pour les marchés. Cela détermine aussi la forme de compétition typique de l'époque de l'impérialisme, la compétition militaire.

Les mythes de Mandel à propos de l'Est

Le tableau mythique du fonctionnement du capitalisme moderne occidental, dressé par Mandel, est suivi par un tableau mythique de ce qui se passe sans les pays de l'Est. Il explique la chose suivante :

« En URSS, ce n'est pas la loi de la valeur qui répartit la masse essentielle des investissements. Ceux-ci sont décidés par la bureaucratie, en très grande partie au niveau de l'Etat. C'est une économie planifiée (ce qui n'implique aucun jugement de valeur) : une économie peut être planifiée dans la mesure où il y a allocation directe des ressources. Pendant soixante-dix ans les ressources productives ont été allouées de préférence aux entreprises travaillant "à perte", nécessitant de grosses subventions. Elles ont été systématiquement détournées des entreprises ou branches "plus rentables". De tels phénomènes sont impensables sous le capitalisme. »

Ainsi, *« depuis 1928 la croissance a été bel et bien régulière et ininterrompue. Contrairement à l'économie capitaliste, l'URSS n'a pas connu de récession, de crise de surproduction provoquant une chute absolue de la production pendant plus d'un demi-siècle »*. Finalement, même si *« le taux de croissance a commencé à baisser depuis vingt ans (...) et si cette baisse peut aller vers la "croissance zéro" il n'y aucune loi qui rende cela inévitable »*.

Selon Mandel, s'il y a une dynamique dans l'économie de l'URSS, ce n'est certainement pas celle indiquée par la théorie du capitalisme d'Etat, de l'accumulation de moyens de production puisqu'une partie importante de cette accumulation n'est que gaspillage de biens : *« Voilà le secret de l'économie de commandement, de la pseudo-planification soviétique : l'hypertrophie du département III et non celle du département I. »*

Cela explique, toujours selon Mandel, pourquoi l'agriculture de l'URSS a donné si peu de résultats bien que *« l'URSS soit la plus grande productrice mondiale d'engrais chimiques, en produisant autant d'engrais que les USA et l'Europe occidentale ensemble »*. Il semble que *« plus de la moitié de cette production soit*

perdue en cours de route. Cela n'a rien à voir avec une quelconque passion pour l'accumulation du capital.

Examinons chacune de ces affirmations. En premier lieu, l'idée selon laquelle il y aurait eu une croissance « régulière et ininterrompue » est rejetée depuis longtemps par les économistes d'Europe orientale les plus lucides, selon lesquels, le développement de l'économie de commandement stalinienne a eu un caractère cyclique en débouchant à plusieurs reprises sur des situations de crise. Les fluctuations dans le cours de ces cycles ont été plus grandes que celles des économies occidentales pendant le boom prolongé des années cinquante et soixante. Par exemple, les économistes tchèques Goldman et Gorba ont écrit en 1969 : « *L'analyse de la dynamique de la production industrielle en Tchécoslovaquie, en RDA et en Hongrie fournit un tableau intéressant. Le taux de croissance révèle des fluctuations relativement régulières. Ces fluctuations sont encore plus accentuées si l'analyse se limite aux biens de production.* » (*Economic Growth in Czechoslovakia*, Prague, 1969).

Ces fluctuations ont été, dans les années cinquante et soixante, substantiellement plus importantes pour la Tchécoslovaquie que pour la France. Dans la période 1966-1974, la différence entre les taux de croissance dans les années de croissance minimale et ceux des années de croissance maximale était, en moyenne, de 50 % pour la RDA, 100 % pour la Bulgarie, 130 % pour l'URSS et 228 % pour la Pologne.

Une recherche académique occidentale avait déjà montré, il y a vingt ans, qu'une telle inégalité était visible en Union soviétique à l'époque du premier plan quinquennal. Des bilans soviétiques d'après la perestroïka nous ont appris, par ailleurs, que l'expansion massive de la production industrielle dans les premières années de ce plan avait provoqué, en 1932-1933, l'épuisement des biens alimentaires et une famine qui tua plus de cinq millions de personnes, la plupart en Ukraine et au Kazakhstan.

Qui plus est, la récession - croissance négative - n'était pas complètement exclue comme Mandel le prétend : elle s'est produite en Yougoslavie en 1951-1952 et en 1967 ; en Tchécoslovaquie au début des années soixante et en 1990 ; en Union soviétique, **avant** les réformes visant à introduire des mécanismes de marché de type occidental.

Au début des années soixante-dix, l'économiste yougoslave Branko Horvat a publié un livre intitulé *Business Cycles in Yugoslavia*, dans lequel il expliquait que, même avant les réformes de marché de 1968, l'économie yougoslave était « *sensiblement plus instable* » que dix autres économies citées dont celle des Etats-Unis. Le titre du livre lui-même serait impossible selon Mandel.

Certes, Mandel n'avance plus maintenant l'argument selon lequel des crises ne pourraient pas se produire dans les pays de l'Est. Il aurait de la peine à expliquer que la direction russe dans son ensemble se trompe lorsqu'elle parle de crise. Mais il insiste quand même :

« *S'il y a une crise dans ce pays, c'est une crise de sous-production de valeurs d'usage (de pénurie) et non une crise de surproduction de valeurs d'échanges (de marchandises) qui s'y déclare. Affirmer que la première n'est qu'une variante de*

la deuxième, c'est un sophisme grossier. Un magasin vide n'est pas une variante d'un magasin bourré de marchandises invendables. »

Il ne sert à rien d'affirmer que si deux choses sont opposées, elles n'ont aucune connexion entre elles. En tant que marxiste, Mandel devrait le comprendre très bien. En fait, selon l'analyse de Marx, la surproduction n'est qu'un moment dans le développement des contradictions internes du capitalisme. C'est pourquoi les marxistes ont pu continuer à souligner la réalité de ces contradictions pendant le boom prolongé, alors que, dans beaucoup de pays occidentaux, il n'y avait pas de crises de surproduction généralisées².

Comme Marx l'indique dans le volume III du *Capital*, la surproduction de marchandises est un sous-produit d'une autre chose, la surproduction du capital. Mais il n'y a pas de surproduction absolue par rapport aux besoins de la société - qui peuvent toujours s'accroître et, en fait, ne sont jamais pleinement satisfaits lorsqu'il y a « surproduction ». Il s'agit d'une surproduction de capital - suraccumulation - en rapport à la plus-value tirée de la force de travail.

Marx explique comment on débouche sur la surproduction. A un moment donné au cours de tous les booms, la poussée concurrentielle des capitalistes à investir provoque un épuisement de l'offre existante de matières premières, de main-d'œuvre et de capital à emprunter (c'est-à-dire, de plus-value non investie). Les prix de tout cela - prix des marchandises, salaires monétaires et taux d'intérêts - commencent à monter jusqu'à ce que les entreprises les moins rentables se rendent compte qu'elles roulent à perte. Certaines de ces entreprises font faillite. D'autres survivent, mais à condition d'abandonner des investissements déjà planifiés et de fermer des usines. Leurs opérations détruisent à leur tour les marchés d'autres capitaux, en les obligeant à renoncer à des investissements et à fermer des usines. Cette « demande excessive » (sous-production selon Mandel) du boom provoque la surproduction de la période de recul. Mais le recul ouvre à son tour le chemin à un nouveau boom en accroissant la proportion de la plus-value par rapport au capital : d'un côté, des capitaux disparaissent en réduisant le stock du capital dans son ensemble ; de l'autre, les conditions de la phase de recul permettent aux capitalistes d'accroître le taux d'exploitation et d'entrer dans un nouveau cycle d'accumulation avec une quantité accrue de plus-value.

Le secret du boom prolongé des années quarante, cinquante et soixante réside dans le fait que l'Etat national a pu réduire les pressions amenant à la suraccumulation (en détournant une partie du capital vers des canaux non productifs, militaires), prendre directement des mesures visant à maintenir un taux d'exploitation élevé (par des contrôles sur les salaires, etc.), intervenir pour ralentir le boom, avant que des entreprises clés ne deviennent déficitaires, et maintenir un niveau minimal garanti par des commandes militaires. L'économie capitaliste d'Etat d'armements n'a pas pu mettre fin au modèle cyclique de l'accumulation capitaliste. Mais elle a pu empêcher qu'on ne débouche sur des reculs du type de ceux d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Une situation similaire s'est produite dans les économies de commandement des pays de l'Est. Comme dans le tableau du capitalisme dressé par Marx, il y a eu suraccumulation. La tentative de faire concurrence à des capitalismes étrangers

plus forts et plus avancés a amené ces pays à se lancer dans des investissements excédant le surplus disponible dans le cadre de l'économie nationale. Et la suraccumulation a amené à adopter un modèle de développement cyclique incluant des crises. La tentative d'atteindre un niveau excessif d'investissement a provoqué inévitablement une pénurie en matières premières, en composantes intermédiaires et en force de travail.

Des goulets d'étranglements se sont produits dans l'économie en menaçant la clôture de larges secteurs de la production à cause de la pénurie d'*input*. L'*output* ne s'est jamais développé à la vitesse qui avait été planifiée. Le montant monétaire payé par les entreprises pour obtenir des matériaux et de la main-d'œuvre a dépassé l'*output* de l'économie, en provoquant des pressions inflationnistes qui ont eu comme conséquence directe des augmentations de prix et comme conséquence « cachée » une pénurie aiguë de produits dans les magasins.

Abandonnée à elle-même, la crise déterminée par un excès de demande, produit d'un excès d'accumulation, aurait abouti à la clôture généralisée d'entreprises et à la destruction de marchés pour l'*output* d'autres entreprises. Il y aurait finalement eu une crise de surproduction de marchandises. Mais, de même qu'à l'Ouest pendant le boom prolongé, l'Etat est intervenu pour l'éviter par le truchement d'un « refroidissement » de l'économie. Il a ordonné à des entreprises de geler certains investissements et de détourner des ressources vers d'autres entreprises. Par conséquent, les entreprises concernées sont brusquement passées d'un type de produit à un autre. Au lieu du mythe d'une pré-planification de la production - un mythe que Mandel accepte encore lors qu'il parle d'« *allocation a priori* », il existe la réalité d'une allocation après coup, « *à posteriori* », avec un déplacement répété d'*input* et *output*.

Les objectifs du plan qui ont toujours souffert au cours du processus, sont ceux de la production de biens de consommation. Des coupes dans les « biens du fond des salaires » ont libéré des ressources pour achever d'autres investissements. L'équilibre entre investissement et plus-value a été partiellement rétabli en limitant matériellement les niveaux de consommation et en accroissant le taux d'exploitation. Le résultat a été incontestablement d'accroître davantage le *hiatus* entre les fonds alloués par les entreprises pour les salaires et les produits qu'on pouvait acheter avec ces salaires, en d'autres termes, d'accroître une inflation ouverte ou cachée.

Plus généralement, l'économie a dû faire face à des crises périodiques, même si elles ne sont pas produites exactement selon le modèle de Marx.

Ce n'est pas tout. Mandel se trompe aussi lorsqu'il explique qu'il y a eu croissance jusqu'à « il y a vingt ans ». En réalité, toutes les économies de l'Est ont enregistré pendant des décennies une tendance à long terme au déclin des taux moyens de croissance. Contrairement à ce que dit Mandel, cela n'est pas apparu que dans les années soixante. Les statistiques soviétiques officielles indiquent les taux de croissance suivants :

1951-1955 = 11,3 % ; 1956-1960 = 9,2 % ; 1961-1965 = 6,5 % ; 1966-1970 = 7,8 % ; 1971-1975 = 5,7 %.

D'autres estimations dignes de confiance indiquent des taux moyens de croissance plus bas, mais dans le cadre de la même tendance³.

La difficulté d'atteindre l'ancien taux de croissance était certainement claire pour les dirigeants soviétiques déjà en décembre 1956 lorsqu'ils ont abandonné pour la première fois un plan de temps de paix en le jugeant « trop tendu », en d'autres termes parce qu'il fixait des objectifs d'investissement irréalisables. Comme l'explique une étude académique occidentale sur l'économie soviétique, « un ralentissement dans la croissance est clairement apparu depuis 1958⁴ ».

Ce sont justement ces échecs économiques qui ont été à l'origine des tentatives répétées et sans succès de Khrouchtchev dans le but de réorganiser l'économie au milieu des années cinquante et au début des années soixante. Pourtant, la théorie de Mandel l'amène à nier la réalité de ces échecs à l'époque et l'amène aujourd'hui à prétendre que le taux de croissance n'a commencé à tomber qu'il y a vingt ans (c'est-à-dire non dans les années cinquante, mais dans les années soixante-dix) ! En revanche, la théorie de Tony Cliff, que Mandel le sache ou non, a permis à celui-ci de situer au milieu des années cinquante les problèmes économiques qui étaient derrière les « échecs » de Khrouchtchev.

Les affirmations de Mandel sont encore plus étonnantes en ce qui concerne la phase actuelle. Il nous dit que, bien que les taux de croissance soviétiques puissent devenir « croissance zéro », « il n'y a aucune loi qui rend cela inévitable ». En fait, alors qu'il écrivait ces mots au début de l'été 1989, l'URSS avait déjà atteint non pas la « croissance zéro », mais le début d'un déclin accentué de la production globale. En octobre 1990, le vice-président du comité d'Etat aux statistiques, Tolkushin, annonçait que la production industrielle avait baissé de 3,1 % par rapport à l'année précédente.

La question à laquelle les marxistes doivent répondre est celle de savoir comment s'est produite cette réduction de la production. On ne peut pas esquiver le problème en expliquant qu'un tel développement n'était pas inévitable. Cela revient à adopter une attitude pareille à celle des apologistes du capitalisme occidental qui prétendent que les récessions « ne sont pas inévitables », mais sont le résultat d'erreurs commises dans la politique économique, sans en expliquer l'origine.

L'explication de Mandel, selon laquelle il ne peut pas y avoir d'accumulation parce qu'il y a gaspillage, est tout à fait surprenante. Il voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas de gaspillage en Occident ! En fait, les calculs sur les gaspillages à l'Ouest faits par l'école de Vance Packard, par Baran et Sweezy dans *Monopoly Capitalism* ou par Mike Kidron, suggèrent que ces gaspillages dépassent 30 % voire 40 % des ressources productives disponibles dont Mandel parle à propos de l'Union soviétique.

L'idée que l'économie de l'URSS n'est qu'une économie de gaspillage a été avancée depuis longtemps par un groupe de théoriciens autour de la revue *Critique*. Ces théoriciens pensent que l'URSS n'est ni socialiste ni capitaliste. Plus récemment ils ont été rejoints par de nombreux économistes et politiciens d'Europe orientale qui veulent justifier un tournant vers le modèle de marché sans entraves qui existerait, selon eux, en Occident.

Mais, comme Mandel lui-même l'a reconnu dans un débat avec le directeur de *Critique*, Hillel Ticktin, il s'agit d'une affirmation qui est démentie même par l'analyse historique la plus superficielle de l'économie soviétique. Entre la fin des années vingt et les années soixante l'URSS a « rattrapé » suffisamment les économies occidentales en devenant la deuxième puissance économique mondiale. Cela ne se serait pas produit par la seule croissance du secteur du gaspillage, le département III.

En réalité, toute étude sérieuse de l'URSS a tiré la conclusion qu'il y a eu croissance massive des moyens de production, du département I. Le fait que l'URSS ait pu vaincre l'Allemagne nazie et défier ensuite les Etats-Unis dans la course aux armements (jusqu'à une période récente) le prouve : des tanks, des sous-marins atomiques et des missiles nucléaires font partie du département III, mais ne peuvent pas être produits en l'absence d'un gigantesque secteur d'industrie lourde. Il faut une accumulation massive des moyens de production, une croissance massive du département I.

Qui plus est, Mandel se trompe complètement lorsqu'il écrit qu'une telle accumulation ne pouvait pas être la cause du gaspillage. La croissance forcée de l'industrie lourde, à l'époque de Staline, n'a pu se réaliser que parce que d'autres secteurs de l'économie, notamment ceux concernant le niveau de vie des travailleurs, ont été systématiquement privés de ressources. Ainsi, à l'époque de la « collectivisation » stalinienne il y avait un niveau très bas d'investissement dans l'agriculture et ceux qui travaillaient le terre ne recevaient que des salaires très maigres. Ils n'ont pu survivre qu'en mangeant les pommes de terre cultivées sur leurs minuscules lopins privés, alors que l'Etat s'appropriait presque toutes les céréales pour nourrir la force de travail industrielle qui se développait dans les villes et, dans les pires périodes de famine des années trente, les exportait pour payer les importations d'équipement.

Dans les deux premières années après la mort de Staline, il y a eu des tentatives pour améliorer la situation de l'agriculture, mais chaque tension militaire accrue avec les Etats-Unis provoquait un détournement des ressources vers l'industrie lourde et les armements au détriment des investissements agricoles.

L'échec de Khrouchtchev dans son effort pour améliorer substantiellement la production agricole a été un facteur important de sa chute en 1964. Pourtant, ceux qui l'ont renversé, se sont avérés incapables à leur tour d'allouer à l'agriculture les ressources qu'ils avaient promises : la production de tracteurs et de camions n'a été que d'environ la moitié de ce qui était prévu dans le « plan » 1966-1970, alors que la production d'engrais a été inférieure de 30 % aux objectifs. Comme l'ont expliqué les statisticiens brejnéviens « à cause de la situation internationale, il a été impossible d'allouer les ressources prévues pour les investissements agricoles et, si le chiffre de 1969 est supérieur à celui de 1968, il reste en-dessous de ce qui avait été envisagé dans les instructions pour les années 1966-1970 » (*Financj SSR* 28/69).

Le résultat cumulatif du bas niveau d'investissements agricoles a été une constante hémorragie de jeunes travailleurs vers les villes, de sorte que la population rurale était composée de plus en plus de vieux, aussi bien qu'un échec dans la

construction d'une infrastructure (routes, équipement pour les stockages, etc). Ainsi, même lorsque le régime s'est efforcé, par désespoir, de stimuler l'agriculture après la crise de 1972, il n'a pas pu disposer de la force de travail qualifiée et motivée, qui était nécessaire pour exploiter des moyens les plus modernes ou pour changer de cultures dans les années de bonnes récoltes (*Soviet Review*, IX, n° 3).

Dès qu'en 1979-1980 la « détente » a été suivie par la « deuxième guerre froide », les investissements agricoles ont été à nouveau sacrifiés à l'industrie et au budget militaire : le capital dans l'agriculture a augmenté plus rapidement que celui de l'industrie entre 1971 et 1980, mais pour retomber à nouveau entre 1981 et 1986⁵.

L'exemple de Mandel à propos des engrais est très éloquent. Le détournement des ressources des investissements pour des industries d'engrais vers l'industrie lourde a eu comme conséquence qu'en 1968 l'agriculture soviétique ne consommait que soixante-deux kilogrammes par hectare alors que les Etats-Unis en consommaient deux cent vingt-sept et la Grande-Bretagne sept cent soixante-six.

Certes, le gaspillage a contribué à baisser le niveau soviétique, mais il ne s'agit pas de la cause principale. Qui plus est, le gaspillage lui-même pouvait être le sous-produit de l'accumulation forcée - par exemple, lorsque la pression pour transférer des ressources à des projets « prioritaires » de l'industrie lourde empêchait l'achèvement de la construction d'une usine qui aurait dû produire des récipients pour le transport de la production d'engrais et provoquait donc un gaspillage considérable.

Aujourd'hui, vingt ans après, la consommation globale d'engrais chimiques a effectivement dépassé celle des Etats-Unis, comme l'affirme Mandel. Mais il est mal informé dans la mesure où il estime que cette consommation est à peu près équivalente à celles des Etats-Unis et de l'Europe occidentale ensemble. En 1986, la consommation soviétique a été de 23,08 millions de tonnes, alors que la consommation combinée des Etats-Unis et de l'Europe occidentale a été de 41,07 millions de tonnes (FAO, *World Agricultural Statistics*, 1986). La quantité d'engrais par hectare de terre arable n'est que légèrement supérieure à celle des Etats-Unis. Il faut considérer, toutefois, que la fertilité naturelle moyenne du sol américain est beaucoup plus élevée que celle du sol soviétique (la superficie des terres arables en URSS et aux Etats-Unis est à peu près la même, mais la plupart des terres soviétiques sont situées à des latitudes plus septentrionales) et beaucoup d'engrais soviétiques sont de mauvaise qualité. A cause du bas niveau d'investissements agricoles, il y a 40 % moins de tracteurs en URSS qu'aux Etats-Unis et il est beaucoup plus difficile de transporter et de distribuer les engrais sans gaspillage.

Ainsi, des engrais de pire qualité sont employés sur un sol moins fertile par une force de travail qui a perdu la plupart de ses membres les plus jeunes et les plus qualifiés à l'avantage des villes et de l'industrie lourde. Ces engrais doivent être distribués par un parc de tracteurs insuffisant, sur une vaste surface où il n'y a pas eu le moindre investissement en routes et lieux de stockage. Ce n'est pas étonnant que l'agriculture soviétique continue d'être moins rentable que celle des Etats-Unis et entraîne plus de gaspillage. Mais on ne peut pas comprendre pourquoi, si

on ne saisit pas que l'économie dans son ensemble est dominée par la course à l'accumulation.

Mandel n'accepte pas les arguments à la mode sur le gaspillage avancés par les partisans de la théorie de la « nouvelle classe ». Mais il reprend, par ailleurs, des arguments avancés par les apologistes staliniens des pays de l'Est.

Ainsi, il prétend que « *le chômage n'a joué aucun rôle en URSS pendant plus d'un demi-siècle* ». Cette « *conquête de la révolution d'Octobre* » est quelque chose « *qui n'a jamais existé et n'existera jamais dans une société capitaliste* ». Pourtant, la presse soviétique a admis qu'au cours de la dernière année il y a eu un niveau élevé de chômage dans des régions entières de l'Union soviétique. La *Pravda* (31 octobre 1989) a écrit qu'en 1986, il y avait un chômage de 27,6 % en Azerbaïdjan et de 18 % en Arménie et *Moscow New* (3 septembre 1989) a parlé de six millions de chômeurs dans les républiques soviétiques. Même dans sa première version, conçue centralement, la perestroïka prévoyait le licenciement d'ouvriers d'entreprises technologiquement arriérées. L'estimation des *Izvestia*, selon laquelle il existait au printemps 1990 un chômage global de huit millions, pourrait être correcte. Il en découle que le taux de chômage soviétique serait similaire à celui d'un pays capitaliste occidental comme les Etats-Unis et beaucoup plus important que celui du Japon !

L'affirmation de Mandel selon laquelle « *la proportion de la consommation de la classe ouvrière* » est « *beaucoup plus importante* » en Union soviétique que dans les autres pays à un niveau équivalent de développement économique, est encore plus incroyable. En fait, un des dirigeants des syndicats officiels a déclaré, l'année dernière, que « *la proportion du montant des salaires* » des ouvriers et des employés qui correspond à 35 % du revenu national, est l'une des plus basses du monde (*Trud*, 12 janvier 1989). Peut-être, a-t-il exagéré. Mais, si Mandel prétend que la proportion de la consommation de la classe ouvrière est « *beaucoup plus importante* » que dans les pays comparables partout dans le monde, il ferait mieux de fournir des preuves.

Toutefois, la capacité de Mandel à se contredire sur quelque chose d'essentiel pour la compréhension du fonctionnement de l'économie soviétique est encore plus étonnante que son inclination à avoir recours à des arguments apologétiques que les staliniens eux-mêmes ont abandonnés. « *Nous n'avons jamais défendu l'idée selon laquelle le développement économique de l'URSS serait dominé par la production des biens de consommation pour la bureaucratie* », écrit-il. Pourtant deux paragraphes plus loin il explique :

« *Pour pouvoir conserver et étendre ses privilèges, la bureaucratie soviétique, de même que toute classe ou couche dominante, doit développer jusqu'à un certain point l'économie dans son ensemble. Lorsqu'il n'y a pas d'usines automobiles, trois millions de bureaucrates moyens et supérieurs ne peuvent pas acquérir de voitures. Lorsqu'il n'y a pas assez d'acier, d'énergie électrique, de minerai de fer, on ne peut pas développer cette industrie-là de manière satisfaisante.* »

Est-ce que cela ne signifie pas que le besoin en biens de consommation de la bureaucratie est la force motrice de l'économie ?

Par ailleurs, il en va jusqu'à attribuer à cette course à la consommation bureaucratique la responsabilité aussi bien du taux de croissance rapide sous Staline que de la croissance plus lente plus récente :

« Aussi longtemps que la pénurie de biens de consommation assoiffa les bureaucrates, ils étaient en effet des fanatiques de l'accumulation de la production pour la production, du progrès technologique. Mais, à partir du moment où la nomenklatura avait atteint en gros un niveau de consommation satisfaisant (...) cette soif a commencé à s'éteindre. »

Je peux donner une seule explication de ces expressions contradictoires. Mandel se rend momentanément compte qu'il était stupide d'essayer d'expliquer une économie comme celle de l'Union soviétique en fonction des besoins de la bureaucratie car elle est caractérisée par une tendance massive à l'expansion de l'industrie lourde. Mais il revient alors à ses vieilles explications, selon lesquelles la seule alternative rationnelle serait de présenter la course à l'accumulation dans l'optique de la compétition avec l'Occident. Cela pouvait l'amener à accepter les explications de la théorie du capitalisme d'Etat. Il préfère donc se contredire plutôt que de suivre cette voie.

Il y a un lien strict entre le point de départ théorique de Mandel et ses erreurs factuelles. Puisqu'il refuse de reconnaître les forces fondamentales qui sont derrière le développement économique du passé, Mandel ne peut pas saisir toute l'ampleur de l'exploitation des ouvriers soviétiques, le cycle de développement économique marqué par des crises, la coexistence d'une pénurie de main-d'œuvre dans certaines régions et d'un chômage très important dans d'autres, le déclin à long terme du taux de croissance et l'éclatement soudain, dans les dernières années, d'une crise généralisée qui a rendu « inévitable » une chute de la production et une contraction catastrophique de l'économie.

En revanche, ceux qui caractérisent l'URSS comme un capitalisme d'Etat ont compris depuis longtemps pourquoi les choses n'allaient pas. Tony Cliff a indiqué, déjà en 1948, les facteurs principaux qui poussaient inexorablement l'économie soviétique du dynamisme de l'époque de Staline à une crise économique, et il a expliqué, au milieu des années cinquante, pourquoi le rêve réformiste de Khrouchchev était condamné. Moi-même j'ai souligné, il y a quinze ans, qu'à cause du déclin à long terme des taux de croissance il était de plus en plus difficile pour les planificateurs d'Etat de surmonter les crises cycliques provoquées par la suraccumulation.

Il devenait de plus en plus difficile pour les planificateurs de trouver les ressources nécessaires pour surmonter les goulets d'étranglement économiques. Des secteurs croissants de l'économie ne pouvaient pas tout simplement obtenir les *input* dont ils avaient besoin pour produire les biens sur lesquels il y avait une demande ; d'autres secteurs produisaient des biens qui étaient stockés à une échelle massive puisqu'il s'agissait d'*input* pour des investissements qui avaient été abandonnés. Une « sous-production » dans certains secteurs de l'économie (notamment les secteurs de « biens salariaux ») allait de pair avec une « surproduction » dans d'autres secteurs (notamment des secteurs de « biens de capital »). Les planificateurs centraux ne pouvaient plus éviter un déclin matériel dans la production

et une inflation ouverte à une grande échelle. Ce niveau avait déjà été atteint en Pologne en 1979-1980 et il est atteint maintenant en Union soviétique de même qu'en Bulgarie et en Roumanie.

Les gérants de l'économie étaient obligés de chercher à faire face aux goulets d'étranglement en se tournant vers l'économie internationale. Les crises cycliques en Europe orientale ont toujours amené à des déficits du commerce extérieur et à des tendances inflationnistes. Dans les années soixante-dix, la Pologne et la Hongrie se sont tournées massivement vers l'économie mondiale en cherchant à l'Ouest les fonds pour l'accumulation et espérant les rembourser par des ventes sur les marchés occidentaux. Dans les années quatre-vingt, l'URSS et la Bulgarie ont réagi à la crise interne en commençant à opérer dans la même direction à une échelle dont toute la portée n'a pas été connue avant les révélations de la dernière année.

Mais, même si le tournant vers le marché international peut atténuer momentanément la crise interne (ce qui s'est produit en Pologne, dans la première période de Gierek, en 1971-1975), il y a assez rapidement une aggravation de la crise. La bureaucratie doit faire face aux oscillations de l'économie mondiale aussi bien qu'aux oscillations de l'économie interne. Et la nécessité de payer la dette extérieure l'oblige à se préoccuper que le rapport entre la plus-value et les investissements (taux du profit) à l'intérieur ne tombe pas au-dessous de la moyenne internationale.

La dynamique interne du capitalisme bureaucratique d'Etat débouche sur une crise qu'il s'efforce de surmonter en s'ouvrant au marché mondial. Mais cette ouverture réduit davantage sa capacité à utiliser les vieux mécanismes pour contrecarrer les effets de la crise interne. En fait, des contractions économiques deviennent « inévitables ».

Le capitalisme d'Etat à l'Ouest

Il y a finalement un point théorique très important que Mandel ne réussit pas à comprendre. La perte de capacité de l'Etat à supprimer certains symptômes de crise économique pendant les deux dernières décennies n'est pas spécifique des pays de l'Est. Un changement analogue s'est produit à l'Ouest et dans le tiers monde.

La fusion de l'Etat et du capital a constitué une tendance du système capitaliste mondial dans son ensemble, entre les années trente et les années soixante-dix et ce qui s'est passé dans les pays de l'Est n'est que l'expression extrême de ce phénomène. Un pays après l'autre, il y a eu, pendant des périodes plus ou moins longues, une domination directe de l'Etat sur des secteurs entiers de l'industrie productive, la croissance d'un énorme secteur militaire, la subordination d'une partie très importante de l'économie aux besoins de la compétition militaire et un dépassement du jeu des forces du marché par la direction de l'Etat.

Le rôle de l'Etat et des dépenses militaires en particulier ont influencé les formes par lesquelles la crise du système s'est manifestée. Si l'on analyse le capitalisme pendant le boom prolongé des années quarante, cinquante et soixante,

ce n'est pas tout à fait correct de parler tout simplement de « *crise de surproduction* », comme le fait Mandel. Ce n'est pas la forme typique de la crise économique à l'Ouest. En Grande-Bretagne, par exemple, il n'y a pas eu, entre 1940 et 1970, de récession généralisée ni de chute de la production à cause d'une pénurie de marché. Ce qui s'est passé c'est un *stop-go*, une intervention à plusieurs reprises de l'Etat pour réduire « la demande excédentaire » (« sous-production ») et contre-carrer l'inflation et les déficits de la balance des paiements.

A l'époque, comme Tony Cliff l'avait souligné, il y avait eu une analogie très grande entre la crise économique dans les pays avancés à l'Ouest et la crise sous le stalinisme :

« On peut montrer que les processus qui débouchent sur les contradictions d'une économie permanente de guerre - subordination des moyens de consommation aux moyens de destruction, l'apparition de crises de sous-production, de disproportions entre les branches économiques, la pénurie de matières premières, etc. - se développent également dans les pays capitalistes occidentaux et dans le tiers "socialiste" du monde. »

Mais tout cela a commencé à changer au début des années soixante-dix. L'économie capitaliste d'Etat d'armements a commencé, inévitablement, à être minée justement par l'expansion qu'elle avait elle-même provoquée. Les forces productives ont commencé à croître au-delà des frontières nationales comme jamais auparavant. Le commerce mondial a augmenté plus rapidement que le produit mondial et la production elle-même a été organisée de plus en plus à l'échelle internationale. Les capitalistes ont été obligés d'agir internationalement ou, du moins, de se lier internationalement à d'autres capitalistes pour ne pas perdre du terrain en matière de progrès technologique et de concurrence. Les pays qui n'en ont pas tenu compte, ont enregistré un déclin de leur économie.

Des capitalismes d'Etat partiels, aussi différents que l'Argentine et le Brésil, l'Espagne et l'Irlande, la Corée du Sud et l'Egypte, se sont « ouverts » aux investissements internationaux et au marché mondial. Par ailleurs, les économies internes des capitalismes occidentaux étaient progressivement « restructurées » en fonction des changements de la division mondiale du travail.

Ces changements indiquaient que l'Etat était en train de perdre sa capacité à supprimer les symptômes de crise, d'arrêter une suraccumulation du capital (« *crise de sous-production* ») qui provoquait une crise de surproduction. D'où les récessions généralisées du milieu des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt. D'où la découverte soudaine de la part de nombreux Etats occidentaux et du tiers monde du fait que les anciennes méthodes « *keynésiennes* » ou de « *substitution des importations* » n'étaient plus viables.

Les mêmes considérations étaient aussi de plus en plus valables pour les pays de l'Est. La vieille réponse aux goulets d'étranglement et aux prévisions inflationnistes provenant du « *surinvestissement* » avait consisté à transférer les ressources des secteurs « non prioritaires » aux secteurs « prioritaires ». Mais, le déclin des taux de croissance, d'un côté, et, de l'autre, l'accroissement de la partie de la production liée au commerce international réduisaient énormément les ressources qui pouvaient être repérées par ce biais. La tension au niveau des ressources

empêchait de nombreuses entreprises des secteurs « prioritaires » et « non prioritaires » d'atteindre les anciens niveaux de production et, à plus forte raison, ceux fixés dans les nouveaux « plans ». L'économie dans son ensemble stagnait ou commençait à décliner alors que la carence de biens de consommation et même de certains biens de production s'accroissait. L'économie capitaliste d'Etat de commandement était entrée dans une période de crise généralisée.

Pendant un certain temps, les gérants de l'Etat ont essayé d'éviter la crise croissante par des « réformes » (« accélération », ensuite « perestroïka » et après introduction de mécanismes de marché). Mais les réformes n'ont absolument pas réussi et la société dans son ensemble est entrée dans une crise aussi bien sociale et politique qu'économique. C'est à ce moment-là qu'un secteur de la classe dominante s'est convaincu qu'il n'avait qu'un choix : laisser la crise suivre son cours, permettre aux entreprises de se faire concurrence pour se procurer les ressources dont l'offre était insuffisante, même si tout cela pouvait provoquer une crise économique d'une ampleur que les pays avancés de l'Ouest n'avaient plus connue depuis les années trente.

Cette récession comporte la transformation d'une économie de pénurie, de « sous-production », en une économie de surproduction. C'est pourquoi les usines polonaises sont en train d'être fermées, ne pouvant pas vendre leur production, et les denrées alimentaires s'accumulent dans les campagnes alors qu'un nombre croissant de gens ont faim. Que Mandel le comprenne ou non, à Varsovie la dialectique du développement du capitalisme d'Etat a transformé les magasins presque vides de 1989 en magasins de 1990, pleins de produits que les travailleurs ne peuvent pas acheter.

C'est le même traitement de choc que Gorbatchev affirme vouloir appliquer en Union soviétique par le truchement du programme Chataline. J'ai assez démontré dans d'autres articles que la voie du marché et de la récession ne résoudra pas les problèmes de la bureaucratie et que, comme à l'Ouest, les tentatives de suivre ces chemins seront accompagnées par des scissions constantes au sein de la classe dominante⁷. Ici, je veux souligner que des secteurs importants de la bureaucratie dominante ont été poussés dans cette direction par la dynamique de l'économie de commandement elle-même. C'est dommage que des gens comme Mandel, aveuglés par leurs formulations théoriques, refusent de le reconnaître.

Deux traditions du point de vue théorique et pratique

Vers la fin de son attaque contre moi, Mandel explique que la seule raison pour laquelle le SWP britannique est intéressé à avancer de tels arguments est qu'il est « scolastique », « diviseur sans espoir » et intéressé à « susciter une différenciation artificielle par rapport à tous les autres courants révolutionnaires ». Mais, comme le disait Lénine, « sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de pratique révolutionnaire ». Et une théorie basée sur des contradictions et des falsifications ne peut pas amener à une pratique conséquente et donc révolutionnaire, même si ses partisans sont subjectivement des révolutionnaires.

La théorie n'est pas une abstraction séparée de la pratique. Cela dépend d'elle si on est capable de comprendre une réalité qui change rapidement et de fixer les tâches qui en découlent. Aux moments cruciaux de l'histoire, c'est la compréhension théorique qui détermine de quel côté de la barricade on se trouve. Ceux qui avait analysé correctement l'impérialisme dans les années 1914-1918 n'ont pas eu de difficulté pour prendre position contre la guerre, alors que ceux qui s'en tenaient tout simplement à des vieilles formules de Marx et d'Engels, ont cédé souvent aux pressions qui les poussaient à soutenir leurs classes dominantes. La même chose est arrivée aux vieux bolcheviks qui, n'ayant pas abandonné la formule de la « *dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie* », ont été souvent amenés à soutenir le gouvernement provisoire.

Nous assistons aujourd'hui à des changements énormes en Union soviétique et en Europe orientale. Nous ne pouvons pas les expliquer par des formulations de bon sens. Comme le disait Gramsci, si on se base sur le bon sens, on accepte d'une façon a-critique les idées qui prévalent, les idées de la classe dominante.

Pendant soixante ans, aussi bien les dirigeants de l'Est que ceux de l'Ouest ont eu intérêt à présenter le stalinisme comme une variante du socialisme, en fait le « *socialisme réellement existant* », la seule version non utopique. Cela a permis aux dirigeants de l'Est de cacher leurs véritables objectifs à leurs peuples et à la plupart des militants anticapitalistes de l'Ouest. Cela a permis, en même temps, aux dirigeants de l'Ouest d'affaiblir l'opposition à leur régime en dénonçant l'Est et en prétendant que le socialisme impliquait la perte de la liberté pour les travailleurs. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que cette idée ait été acceptée par le « sens commun » de la grande majorité des gens à l'échelle mondiale.

Il appartient à la théorie marxiste de défier ce sens commun. Malheureusement, au lieu de le faire, Mandel y a fait recours pour renforcer ses arguments lorsqu'il explique que « *strictement personne dans ces pays ou dans le monde nie l'évidence d'une restauration du capitalisme dans plusieurs pays d'Europe orientale* ».

Si nous devons accepter les idées à cause de leur popularité, nous devrions accepter aussi l'idée que la nationalisation sous le capitalisme est une forme de socialisme, que les partis travaillistes forment toujours des gouvernements « socialistes » et, aujourd'hui, que la crise des économies à l'Est démontre la faillite du « socialisme ». Toutes ces idées ont été acceptées autant que l'idée selon laquelle l'Europe orientale est en train de passer du « socialisme » au « capitalisme ».

Nous devons rejeter toutes ces idées parce qu'une analyse scientifique de la société doit partir des rapports de production et d'exploitation et ces rapports ne changent pas s'il y a un changement de parti au gouvernement ou si l'Etat s'approprie les moyens de production ou renonce à une partie de sa propriété.

Si on ne défie pas ce sens commun, on ne peut pas élaborer une orientation politique claire et indépendante pour la classe ouvrière. Si un Etat ouvrier, aussi déformé ou dégénéré soit-il, devenait un Etat capitaliste, cela représenterait un pas en arrière historique, une étape d'un processus contre-révolutionnaire auquel les marxistes devraient s'opposer. Mais dans ce cas, est-ce qu'ils ne devraient pas

soutenir les secteurs de la nomenklatura qui s'opposent le plus à un tel changement, soutenir Ligatchev, lorsqu'il se prononce contre les privatisations ou l'amoureuse de Staline, Nina Andreïeva, lorsqu'elle dénonce les tendances restaurationnistes de Gorbatchev, ou Iliescu, lorsqu'il écrase les étudiants de Bucarest ? N'auraient-ils pas dû appuyer les tentatives d'Honecker d'avoir recours à la force contre un mouvement qui est tombé si facilement sous l'hégémonie de l'Allemagne occidentale ?

Mandel prétend qu'aucune section de la IV^e Internationale n'est tombée dans de tels pièges. Mais, dans le passé, des illusions ont été créées à l'égard de dirigeants de pays d'Europe orientale. Quoiqu'il dise maintenant, en 1956, Mandel a encouragé la croyance, assez répandue dans la gauche réformiste à l'Est et à l'Ouest, selon laquelle l'avènement de Gomulka au pouvoir garantissait la « *démocratie socialiste* ». Il a écrit :

« *La puissance du mouvement est devenue irrésistible. La démocratie socialiste aura encore des batailles à livrer en Pologne. Mais la bataille principale, celle qui a permis à des millions de prolétaires de s'identifier à nouveau avec l'Etat ouvrier, est déjà gagnée.* » (*Quatrième Internationale*, décembre 1956, p. 22).

Il a fait l'éloge de la « nouvelle direction » du stalinisme polonais parce qu'elle se plaçait à la tête du mouvement, tout en se plaignant que les réformateurs de la direction du parti hongrois n'avaient pas été capable de faire la même chose :

« *L'interaction subtile entre les facteurs objectifs et subjectifs, entre l'initiative des masses et la construction d'une direction nouvelle, entre la pression d'en bas et la cristallisation d'une fraction d'opposition en haut, au sommet du parti communiste, interaction qui a rendu possible la victoire polonaise, a fait défaut en Hongrie.* » (*Ibidem*, p. 23).

Il ne s'est pas limité à faire le deuil du Premier ministre hongrois Imre Nagy en tant que victime de Khrouchtchev, mais a chanté ses louanges parce qu'il « *avait essayé de prendre la direction de la révolution* ».

La théorie sur les pays de l'Est que Mandel partage a permis à beaucoup de gens, y compris après des années d'activité dans la IV^e Internationale, d'aller beaucoup plus loin. Isaac Deutscher a appuyé l'écrasement des insurrections en Allemagne orientale et en Hongrie et des groupes de la IV^e Internationale comme celui de Cochrane aux Etats-Unis et de Lawrence en Grande-Bretagne ont fait la même chose. Le groupe britannique The Militant (pendant des années section officielle de l'Internationale de Mandel) a expliqué que les marxistes auraient pu envisager des alliances « *tactiques* » avec Honecker en Allemagne et des « *secteurs de la Securitate* » en Roumanie et a appuyé l'écrasement des étudiants à Bucarest. Le Socialist Workers Party des Etats-Unis n'a pas changé sa politique de culte de Castro lorsqu'il a quitté après vingt-cinq ans l'Internationale de Mandel, dont il avait été l'une des plus fortes organisations et a expliqué qu'il n'était plus « *trotskyiste* ».

Des formulations théoriques superficielles n'amènent pas nécessairement à tirer des conclusions pratiques réactionnaires. Mais elles les rendent plus faciles. Et les formulations de Mandel sont superficielles. Il explique qu'« *en Hongrie, en Pologne et en RDA un secteur significatif de la nomenklatura s'est défilé de la*

scène de la société ». Mais toute analyse objective de ce qui s'est passé dans ces pays, démontre le contraire.

Il y a eu changement de parti dirigeant. Mais ce changement n'a pas virtuellement touché ceux qui organisent l'exploitation des entreprises et en tirent profit, la classe dominante. En Hongrie et en Pologne non seulement 80 % de l'industrie reste dans les mains de gens désignés par l'Etat, mais la plupart du 20 % environ qui a été privatisé est devenu propriété de gens venant de la nomenklatura. Les hiérarchies qui contrôlent les forces armées, la police et, dans une large mesure, les médias restent dans les mêmes mains qu'avant. Les personnes qui dirigent des ministères peuvent avoir été changées, mais les structures clés de l'Etat n'ont pas changé.

Les choses sont plus compliquées en ce qui concerne l'ancienne RDA. Mais ce sont les managers de l'ancienne nomenklatura qui négocient les accords entre le capital d'Allemagne orientale et le capital occidental. Même lorsque des Occidentaux s'emparent complètement des entreprises, beaucoup de vieux managers de la nomenklatura gardent leurs places comme membres subordonnés d'une classe dominante qui vient de se réunifier. La section est-allemande du principal parti capitaliste allemand, l'Union démocrate-chrétienne (CDU) est un parti qui avait appartenu au front de la nomenklatura et compte dans ses rangs beaucoup de personnages qui avaient fait fortune dans l'ancien Etat est-allemand. Le capitalisme ouest-allemand a trouvé un rôle pour des secteurs du vieux corps des officiers d'Allemagne de l'Est et même pour des anciens membres de la Stasi ⁸.

Si, comme Mandel l'explique, une « *restauration du capitalisme* » est en train de se réaliser en Europe orientale, il faudrait alors indiquer quand a eu lieu le changement décisif, la contre-révolution, d'un Etat basé sur un mode de production à un autre. Ce changement s'est-il produit lors des changements de l'automne et de l'hiver 1989 ? Lors de la formation de gouvernements non staliniens ? Lors de la privatisation de moins de 20 % de l'industrie ? Ou ne s'est-il pas encore produit ?

Lorsqu'il dit que la privatisation pourrait provoquer une récession en Union soviétique, cela implique que la privatisation est la question clé. Mais dans ce cas, en ayant une économie privatisée seulement à 20 %, la Pologne devrait avoir encore l'économie d'un Etat ouvrier (un Etat ouvrier avec un gouvernement bourgeois ?). Mais l'économie connaît déjà une récession pire que toutes les récessions de l'Ouest depuis les années trente.

La logique de l'argument de Mandel est que la lutte fondamentale des ouvriers est celle pour la défense de ce qui reste de l'« Etat ouvrier », de la forme nationalisée de production et des vieux mécanismes de l'économie de commandement. C'est une logique qui peut être très dangereuse pour la gauche véritable des pays de l'Est.

Les travailleurs savent très bien que c'est la vieille économie de commandement qui a provoqué les queues, la pénurie, les désastres écologiques, le chômage croissant et, maintenant, une récession. Ils haïssent les secteurs de la nomenklatura qui s'identifient aux vieilles méthodes. C'est pourquoi les nouvelles organisations ouvrières soviétiques se sont opposées durement à Rijkov et se sont faites des illusions sur Eltsine qui prône une privatisation rapide. C'est pourquoi, en Polo-

gne, Walesa a pu développer une campagne présidentielle populiste basée sur une démagogie contre la nomenklatura et, dans son cas aussi, sur la revendication d'une privatisation rapide. Voilà pourquoi les travailleurs d'Allemagne orientale sont tombés dans le piège de croire que leurs intérêts seraient mieux défendus par une intégration rapide dans l'Allemagne occidentale.

Les socialistes authentiques doivent expliquer aux travailleurs que le marché et la privatisation ne représentent pas une solution à la crise. Mais on ne peut pas le faire si on donne l'impression que l'alternative consiste à continuer sur les vieux chemins et que, en un certain sens, si les vieux chemins n'avaient pas été abandonnés, tout aurait bien marché. Ce serait encore pire de demander aux travailleurs de faire des « sacrifices » pour protéger les vieux chemins.

Pourtant c'est justement ce qu'a fait la majorité de la Gauche unie est-allemande à la fin du printemps 1989. La CDU avait gagné les élections grâce à la promesse du chancelier Kohl de fixer un taux d'échange paritaire entre le mark occidental et le mark oriental. Ensuite, il a essayé d'oublier sa promesse et il y a eu une gigantesque manifestation ouvrière de protestation. La majorité de la Gauche unie s'est opposée à cette manifestation en expliquant que la chose la plus importante était de protéger les entreprises nationalisées est-allemandes de la concurrence impérialiste et que ce serait difficilement réalisable avec un taux d'échange assurant aux ouvriers des salaires plus élevés plutôt que des salaires plus bas.

Heureusement, une minorité de la Gauche unie a rejeté cette position en affirmant que la question centrale était celle de l'organisation des travailleurs en défense de leurs propres intérêts, aussi bien contre les vieux patrons que contre ceux de l'Allemagne occidentale qui voulaient rejoindre les vieux patrons pour les exploiter⁹.

De tels problèmes vont se poser à nouveau dans les pays de l'Est. Des secteurs de la bureaucratie s'efforceront de mobiliser les travailleurs derrière leur propre programme de « réformes » et de marché. D'autres secteurs présenteront la défense du vieux système comme une défense des travailleurs. Les socialistes véritables doivent s'opposer fermement aux uns et aux autres, en expliquant que les uns et les autres veulent faire payer la crise aux travailleurs. Mais on ne pourra le faire qu'à condition de comprendre que le passage d'une économie de commandement à une économie de marché n'est ni un pas en avant, ni un pas en arrière, mais un pas à côté, d'une forme d'organisation de l'exploitation capitaliste à une autre.

On peut apprécier la valeur de ces arguments si l'on considère l'histoire de la restructuration et de la privatisation dans des pays comme la Grande-Bretagne. Les attaques les plus dures contre la condition ouvrière et l'emploi ont été déclenchées le plus souvent dans des sociétés qui étaient encore dans les mains de l'Etat. Les directions faisaient des pressions sur les travailleurs pour qu'ils acceptent ces mesures dans le but de maintenir les nationalisations. Dans les cas typiques de British Leyland (maintenant Rover) et des chantiers britanniques, ils ont obtenu le soutien des dirigeants syndicaux et des *shop stewards* qui avaient le plus d'ancienneté.

Mais par la suite, après cinq à dix années de fermetures, de licenciements et d'accélération des cadences, ces mêmes dirigeants ont appuyé la privatisation et augmenté énormément leurs salaires. La privatisation est venue après les pires attaques contre les ouvriers et pas avant. Les responsables syndicaux et les *shop stewards* qui avaient estimé que la privatisation était un enjeu plus important que ces attaques, ont rendu la riposte ouvrière plus difficile. Espérons que les arguments de Mandel n'amènent certains de ses partisans à l'Est à jouer aujourd'hui un tel rôle.

Mais ce n'est pas que dans les pays de l'Est qu'une compréhension du capitalisme d'Etat est importante. La crise des pays de l'Est a provoqué inévitablement une crise mondiale dans les secteurs de la gauche qui étaient influencés par le stalinisme. Une grande partie des gens qui pensaient que le modèle stalinien était l'alternative aux classes dominantes de l'Occident et du tiers monde se pose aujourd'hui la question de savoir s'il existe réellement une alternative.

C'est une telle attitude qui a amené, par exemple, la direction du Parti communiste d'Afrique du Sud - probablement, le seul au monde qui ne cesse de se renforcer - à justifier son acceptation de l'économie mixte et des investissements étrangers¹⁰. On peut donner la même explication quant au virage opéré par le Parti communiste grec qui, en l'espace de deux ans, est passé du stalinisme à la formation d'un gouvernement de coalition avec la droite, en passant par l'euro-communisme.

Ce n'est pas sectaire de la part des révolutionnaires sud-africains ou grecs d'essayer de donner une explication claire de ce qui se passe dans les pays de l'Est. Mais ils ne peuvent donner une telle explication sans en discuter entre eux sans ambiguïté. Pourtant, Mandel veut maintenir l'ambiguïté puisqu'il fait comprendre que si les révolutionnaires d'Europe orientale acceptent ou n'acceptent pas notre conception, c'est pareil et il les invite à adhérer à la IV^e Internationale. S'il croyait vraiment à ce qu'il dit, c'est-à-dire qu'une contre-révolution est en cours, il affirmerait que ceux parmi nous qui ne sont pas d'accord avec lui, doivent appartenir à des organisations différentes.

La discussion sur le capitalisme d'Etat a des implications qui vont au-delà du problème des pays de l'Est. Dans le tiers monde, il y a de nombreux régimes qui ont reproduit les traits totalitaires des anciens Etats staliniens. Le concept de capitalisme d'Etat permet aux socialistes de comprendre quelle est l'origine de ces traits, et aussi de comprendre qu'ils vont finalement exploser sous l'impact combiné de la crise économique et d'une classe ouvrière croissante.

En revanche, en l'absence d'une telle analyse, il est facile de tomber dans le piège, ne saisir que les aspects répugnants de ces régimes et les considérer comme la pire alternative possible. Une telle confusion s'est produite par rapport à l'Iran vers la fin des années quatre-vingt, au même moment où les Etats-Unis étaient engagés dans un effort militaire massif pour provoquer la défaite de l'Iran pendant la première guerre du Golfe. Un article de Val Moghadan, paru dans le *New Left Review* (n° 166), est typique à ce propos. On y explique ce qui suit :

« Comment peut-on affirmer sérieusement que la politique économique du régime islamique - avec ces aspects populistes, étatistes ou anachroniques (par

*exemple, l'interdiction des prêts avec intérêt) - reflètent "les lois d'accumulation capitalistes" ? Tout simplement, il ne s'agit pas d'un gouvernement capitaliste, encore moins d'un gouvernement bourgeois. Le problème fondamental n'était pas que le régime était capitaliste, mais qu'il était incapable d'organiser une politique économique viable et juste, basée sur les droits démocratiques et les besoins socio-économiques de la population. Cela malgré le fait que pendant l'été 1979 le gouvernement avait commencé à nationaliser toutes les industries, les banques, les compagnies d'assurance les plus importantes de même que le commerce extérieur. » Ainsi, l'incompréhension des formes que le capitalisme a prises au XX^e siècle peut suggérer l'idée qu'un régime tiers mondiste, comme celui de Khomeyni, était qualitativement pire qu'un régime capitaliste « normal ». C'est la conclusion que Fred Halliday tire dans le même numéro de *New Left Review* en opposant la « position progressiste » de la « bourgeoisie libérale » aux « idées et à la politique réactionnaires de Khomeyni ».*

Halliday a expliqué pendant des années que les Etats de l'Est étaient différents et supérieurs à ceux de l'Ouest. Dans un article paru au début de 1990, il parle encore « du degré où il existait dans les Etats communistes un système basé sur des critères sociaux et économiques différents » de ceux du capitalisme et « des engagements internationaux qui constituaient l'un des aspects les plus brillants de l'ère de Brejnev » (*New Left Review*, n° 180). Il est allé jusqu'à décrire ce qui était en train de se passer dans les pays de l'Est comme « une récurrence avant des proportions qui marquent une époque ». Sans développer aucune analyse expliquant ces changements, il ne peut que tirer comme conclusion qu'ils remettaient en question une grande partie de l'analyse marxiste classique :

« La plus grande erreur de la pensée marxiste et socialiste a été la sous-estimation du capitalisme lui-même, aussi bien de ses capacités d'expansion constante que du fait qu'il n'y avait pas dans le capitalisme une téléologie catastrophique. Ce qui est nécessaire - et c'est maintenant qu'il faut le faire - est de réévaluer et de réaligner non seulement le mouvement marxiste et socialiste, mais toutes les traditions radicales et révolutionnaires de l'ensemble de la société occidentale. »

Dans ce but, il est essentiel, selon Halliday, de revenir aux valeurs libérales de l'époque des Lumières, de reconnaître l'importance que peuvent avoir les courants radicaux premarxistes, surtout face aux défis qui apparaissent à nouveau, ceux du cléralisme, du nationalisme et de l'irrationalisme.

Halliday a montré ce que cela signifiait en pratique lorsque, durant l'été 1990, dans des interviews à la radio, il a déclaré : « Je crois que, si les sanctions ne donnent pas de résultats, une action militaire pour chasser l'Irak du Koweït serait à un moment donné injustifiée. » (*Marxism today*, octobre 1990.)

La gauche véritable ne peut faire face à une telle désorientation qu'en soumettant toutes les vieilles appréciations sur les pays de l'Est, inspirées par le sens commun, à la vérification scientifique la plus rigoureuse. Pour cette raison, nous ne nous excusons pas d'essayer de construire une tendance internationale, basée sur notre analyse du système mondial, une analyse où la notion de capitalisme d'Etat occupe une place centrale.

Mais les organisations nationales qui constituent notre tendance ne se limitent pas à parler de capitalisme d'Etat, comme Mandel le prétend. S'il en était ainsi, nous n'aurions jamais mis en Grande-Bretagne ces « *racines dans la classe ouvrière* », dont parle Mandel, l'OSE ne serait jamais devenu le groupe le plus important de l'extrême gauche grecque et n'aurait pas été capable d'intervenir dans la grève générale récente, et le Sozialistische Arbeitergruppe (Groupe de travail socialiste) d'Allemagne n'aurait jamais été capable de gagner des membres de la Gauche unie dans l'ancienne RDA.

Même aux endroits où les organisations de notre tendance sont petites, elles ne sont pas obsédées de façon abstraite et sectaire par la question du capitalisme d'Etat. Le groupe français, Socialisme International, a axé son activité pendant les dernières années sur le thème que la gauche devrait s'opposer sérieusement au Front national, une tâche que la plus grande organisation révolutionnaire française, Lutte ouvrière, refuse de prendre en considération et que la deuxième organisation, la Ligue communiste révolutionnaire, n'a commencé à prendre sérieusement en considération qu'à l'été 1990. L'intervention la plus « connue » de l'organisation Socialisme International sur la scène politique remonte à 1989, alors qu'elle a pris, seule, une position intransigeante sur la question du droit des jeunes filles des familles immigrées de porter le voile islamique à l'école, en s'opposant à la campagne orchestrée par la droite raciste.

Des groupes comme ceux des Etats-Unis, d'Irlande, d'Australie, du Canada, du Danemark, de Hollande, de Norvège sont actifs dans toute sorte de luttes - de la défense du droit à l'avortement aux piquets contre ceux qui veulent casser les syndicats et à l'opposition au racisme et à l'impérialisme - tout en essayant d'intéresser à la politique révolutionnaire une nouvelle génération de militants par des textes qui combinent théorie et pratique, propagande et agitation. Tous ces groupes ont un palmarès exemplaire d'opposition à la poussée guerrière de l'Occident au Moyen-Orient, aussi bien contre l'Irak en 1986 et 1987 que contre l'Irak plus récemment.

Mandel affirme que notre tendance est petite. Cela vaut aussi pour son Internationale. Nous avons environ six mille partisans à l'échelle internationale et son Internationale a déclaré dix mille membres en 1985 et depuis lors, elle a perdu le SWP des Etats-Unis, une organisation très forte dans le passé. Donc, les uns et les autres nous comptons nos partisans par milliers, alors que la classe ouvrière mondiale se chiffre à un milliard. Nous ne devons pas avoir honte de cela. Pendant deux générations, le stalinisme a dominé et déçu la gauche à l'échelle internationale, en marginalisant ses opposants quand il ne les tuait pas. La question est de savoir comment se construire maintenant, après la faillite du stalinisme. Mandel croit qu'une petite organisation ne peut devenir plus grande qu'en maintenant son analyse dans l'ambiguïté et en évitant d'expliquer vraiment ce qui est en train de se passer réellement dans le monde. Ce n'est pas notre avis. Ceux parmi nous qui donnent des réponses claires à la crise du stalinisme, peuvent se renforcer et jouer un rôle positif dans la lutte de classes à l'Est et à l'Ouest. Ceux qui n'auront pas une

telle clarté, pourront attirer des gens confus pendant un certain temps, mais finalement ils les perdront.

1. V. Lénine, *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism*, Boukharine, *Imperialism and the World Economy* et *Economics of the Transformation Period*, Lénine, *Marginal Notes to Bucharin's economics of the transformation period*.

2. Si Mandel s'était donné la peine de lire vraiment le matériel produit par notre organisation à l'époque, il aurait pu constater que, loin de défendre l'idée d'un « *capitalisme organisé* » qui aurait surmonté ses contradictions, nous nous sommes efforcés de polémiquer contre les défenseurs d'une telle idée. Voir, par exemple, les critiques de Mike Kidron à l'égard de Crosland et Strachey (*Socialist Review*, 1965) et l'essai du même auteur « *Rejoinder to left reformism* » (*International Socialism*, hiver 1961-1962).

3. Voir, par exemple, B. Kostinsky et M. Belkindas, « *Official Soviet Gross National Product Accounting* », *CIA Directorate of Intelligence, Measuring Soviet GNP* (Washington 1990).

4. A. Nove, *An Economic Story of the USSR*, 1990.

5. Estimations faites dans *CIA Directorate of Intelligence, op. cit.*, pp.110-113.

6. Voir mes articles sur la Pologne dans *International Socialism*, n°93 et 94, 1976 et le chapitre final de mon livre *Class Struggles in Eastern Europe*, 1983.

7. Voir C. Harman, « *The Myth of the Market* » dans *International Socialism*, n° 42 et « *The Storm Breaks* », *Ibidem*, n° 46.

8. Voir à ce sujet *Klassenkampf*, juin 1990 et octobre 1990.

9. Voir *Klassenkampf*, mai 1990.

10. Voir J. Slovo, *Has Socialism failed ?*, 1990.

ERNEST MANDEL

L'impasse du dogmatisme schématique

La tentative de coup d'Etat néo-stalinien en Union soviétique et ses conséquences dramatiques indiquent que nous sommes à un tournant de l'histoire mondiale. De même que le SWP britannique, la tendance politique à laquelle j'appartiens, la IV^e Internationale, a condamné dès le début ce coup et a salué les nobilitations ouvrières de masse qui ont contribué de façon décisive à sa défaite. Mais maintenant, comme il était clair depuis longtemps, la question se pose de savoir si le capitalisme sera restauré en Europe orientale, en Union soviétique, à Cuba et en Chine.

Pour nous, contrairement à la logique de Chris Harman et du SWP, un tel aboutissement signifierait une victoire majeure pour l'impérialisme mondial. Le capitalisme ne peut être restauré qu'en infligeant des défaites majeures à la classe ouvrière. La bureaucratie des Etats ouvriers déformés et dégénérés est incapable de résister à la restauration capitaliste ; en fait, des secteurs entiers de la bureaucratie cherchent à se recaser, soit comme capitalistes soit comme membres de l'appareil l'Etat d'un système capitaliste reconstitué.

Selon nous, la classe ouvrière et la petite minorité de socialistes dans ces pays doivent mener un double combat. Ils doivent d'abord lutter jusqu'au bout contre la bureaucratie, pour qu'elle soit politiquement battue. Dans certaines circonstances, il peut s'avérer possible de s'adresser à des secteurs de la base des partis staliniens et néo-staliniens et de les gagner ; mais là n'est pas le cœur de la question. Politiquement, il faut mener une lutte sans répit pour battre les partis staliniens et néo-staliniens et construire des syndicats indépendants de masse et de nouveaux partis ouvriers.

Mais, en même temps, les révolutionnaires doivent s'opposer à toute tentative de détruire les rapports de propriétés collectivisés. Cela signifie concrètement se battre sans réserve contre les tentatives de privatiser les entreprises et de détruire les conquêtes sociales de la classe ouvrière - des conquêtes minées par l'inefficacité, l'iniquité et la désorganisation chronique, mais néanmoins réelles, comme les énormes subventions aux loyers et aux produits alimentaires, les coûts très bas du logement et des transports, la gratuité des crèches et de la santé, et surtout la garantie du plein-emploi.

L'impérialisme exige la destruction de ces conquêtes - aussi minées et désorganisées fussent-elles - pour généraliser les rapports marchands. Ce fut, par exemple, la précondition de l'aide économique accordée à la Hongrie et à la Pologne dans le cadre du programme PHARE. L'intégration de la RDA dans la RFA a eu pour conséquences une attaque très dure contre ces acquis : montée du chômage jusqu'à près de 40 %, suppression de la gratuité des crèches imposant le retour des femmes au foyer, une hausse spectaculaire des loyers et des prix.

Nous n'avons aucune nostalgie du stalinisme. Mais toute révolution implique le danger d'une contre-révolution. Qui pourrait croire qu'une restauration du capitalisme en Union soviétique, en Chine ou à Cuba serait autre chose qu'une défaite ? Chris Harman et le SWP le pensent. Selon eux, comme l'affirme (illogiquement) Harman, ce ne serait qu'un « *pas de côté* », du « *capitalisme d'Etat* » au « *capitalisme d'Etat multinational (!)* » (voir, à propos de ce concept singulier, son article dans le n° 46 d'*International Socialism*). Leur théorie s'avère incapable de répondre aux besoins du double combat contre le stalinisme et contre la restauration capitaliste, et ce à cause du dogme du capitalisme d'Etat et des théories fallacieuses sur le développement du capitalisme moderne que le SWP a inventées pour justifier son dogme.

Selon le SWP, qui développe les théories de Hilferding et de Boukharine, tout le capitalisme moderne n'est qu'une forme ou une autre de « *capitalisme d'Etat* », le capital fusionnant de plus en plus avec l'Etat. A l'époque des sociétés multinationales, nous rejetons catégoriquement cette thèse. La fonction de cette opération théorique des tenants du capitalisme d'Etat est évidente : si tout capitalisme est une forme de capitalisme d'Etat, on peut glisser sur les différences fondamentales entre économies capitalistes et non capitalistes. Pour clarifier le problème, il nous faut remonter à ce qui fait la spécificité du capitalisme selon Marx, et examiner la réalité du capitalisme contemporain avec ses crises périodiques.

Marx le simpliste et Harman le logique

Puisque nous estimons que le capitalisme contemporain est la preuve concrète des théories de Marx, Harman nous qualifie de « *simplistes au plus haut degré* ». C'est une accusation grave, qui est tout simplement erronée.

La thèse générale de Harman est que les crises en Union soviétique peuvent être considérées comme des variantes de crises capitalistes. Cela implique toute une série d'allégations, tirées par les cheveux, sur le caractère du capitalisme moderne et notamment sur la fusion du capital et de l'Etat. Comme nous le verrons, la surestimation de cette fusion amène logiquement l'école Cliff-Harman à exagérer le rôle de la planification dans le cadre du capitalisme contemporain et à sous-estimer par conséquent les possibilités de crises capitalistes.

Harman essaye d'analyser le « *capitalisme moderne occidental* ». Mais il s'agit là d'une abstraction. Il y a une économie capitaliste internationale, fondée sur l'unité organique (et contradictoire) des pays impérialistes et des pays du tiers monde. Comme Lénine l'a expliqué à Boukharine ¹, l'ancêtre, avec Hilferding, des théories économiques de Cliff, il est impossible de séparer le fonctionnement de l'impérialisme des lois générales du mode de production capitaliste qui sont analysées dans les trois tomes du *Capital*.

Le capitalisme ne peut pas exister sans que le capital-argent soit le point de départ et le résultat final de la production pour le profit. Le capitalisme ne peut pas exister sans la production marchande généralisée, sans le caractère privé - et non immédiatement social - du travail, et sans la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange, inhérente à la marchandise.

Voilà bien la « simplification extrême » commise par Karl Marx, dans les trois tomes du *Capital*, les *Grundrisse* et les *Manuscrits* de 1861-1862. On ne peut considérer comme « capitaliste » un système économique dans lequel ces lois n'opèrent plus et où « l'Etat » (pourquoi pas « le parti », le secrétaire général ou n'importe quel pape infallible ?) peut, d'une manière ou d'une autre, empêcher les lois objectives de fonctionner derrière le dos du peuple.

Tout le monde a le droit de se considérer comme socialiste révolutionnaire, tout en pensant que *le Capital* de Marx est « dépassé » (en tant que produit du XIX^e siècle). Mais personne n'a le droit d'attribuer à Marx des idées que non seulement il n'a pas partagées, mais contre lesquelles il a polémique pendant plus d'un quart de siècle.

Dans *le Capital*, Marx explique en toute clarté que la reproduction du capital - et donc son accumulation et la croissance économique sous le capitalisme - découle de « *l'unité d'un processus de production de valeur (plus-value) et de réalisation de valeur (plus-value)* ». Des marchandises produites, mais non vendues, n'aboutissent pas à une accumulation de capital. La loi de Say est absurde. Dans le cadre de la production marchande, le produit ne crée pas automatiquement la demande pour sa réalisation. C'est pourquoi les crises de surproduction sont inévitables sous le capitalisme.

Cela est aussi vrai au XX^e siècle que ce l'était au XIX^e siècle. Ce sera vrai aussi au XXI^e siècle, si le capitalisme survit. Si, par contre, une économie naissait où cela ne

serait plus vrai, ce serait alors de deux choses l'une : ou bien que l'analyse du capitalisme faite par Marx se soit avérée fautive, ou bien que la nouvelle économie soit différente du capitalisme.

C'est justement pour cette raison que Marx explique dans les *Grundrisse* :

« Comme la valeur constitue le fondement du capital, et comme nécessairement elle ne peut exister qu'à travers l'échange contre tout équivalent [contre-valeur, *Gegenwert*, est la terme utilisé par Marx], elle "s'autrepousse". Un capital universel, sans capitaux différents qu'il confronte et avec lesquels il échange [pas avec lesquels il mène une "concurrence militaire", mais avec lesquels il échange, E. M.] est, par conséquent, une impossibilité². »

Harman rétorquera que c'est Mandel et non Marx qu'il a traité de « *simpliste à l'extrême* ». En effet, Mandel n'est pas Marx et ne croit pas l'être. Mais l'objection ne serait valable que si Harman pouvait prouver que Mandel n'a pas résumé correctement les thèses centrales du *Capital*. Or, il en est incapable. Nous avons déjà mis au défi Cliff et Harman à ce sujet. Nous renouvelons le défi. Ils ne pourront fournir aucune preuve tout simplement parce que c'est impossible à prouver.

En renversant complètement la position de Harman, Alex Callinicos nous accuse d'éclectisme et de pragmatisme et non de « *simplification exagérée* » (*Trotskyism*, Buckingham, 1990). Selon lui, notre refus des explications monocausales des booms et des crises économiques est incompatible avec la prétention du marxisme à être une « *théorie de la totalité sociale* ». Malheureusement, notre rejet des explications monocausales se base encore une fois sur une référence littérale à Marx, qui a écrit à propos des causes des crises économiques :

« Les crises commerciales mondiales doivent être considérées comme la concentration réelle et le réajustement forcé de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise. Les facteurs particuliers qui sont condensés dans ces crises, doivent donc apparaître et être décrits dans chaque sphère de l'économie bourgeoise, et plus nous avançons dans l'analyse de celle-ci, plus, d'un côté, sont nombreux les aspects de ce conflit qui doivent être saisis, et plus, de l'autre, on doit montrer que ses formes les plus abstraites se reproduisent et sont contenues dans les formes les plus concrètes. » (*Théories de la plus-value*, édition allemande, t. 2, p. 510).

Nous sommes bien loin d'une explication monocausale des crises capitalistes !

En revenant encore à Popper, Callinicos prétend que notre façon d'expliquer les développements sociaux par l'interaction dialectique du concret et de l'abstrait, de l'objectif et du subjectif, du général et du particulier, du logique et de l'historique - qui n'est que l'application de la méthode dialectique de Marx - « *maintient son intégralité au prix de la perte de toute valeur explicative* » (*op. cit.*, p. 44). Vraiment ? Selon lui, la preuve de notre « échec » serait ce que nous considérons être l'une des théories explicatives les plus importantes que nous avons formulées, à savoir notre pronostic, au milieu du boom de l'après-guerre, c'est-à-dire au milieu des années soixante, selon lequel une nouvelle « *onde longue dépressive* » commencerait à la fin de la décennie ou au début des années soixante-dix, avec des récessions beaucoup plus graves, un taux moyen de croissance beaucoup plus bas

et un chômage chronique constamment croissant. N'est-ce pas ce qui s'est effectivement passé ? Selon l'Évangile de Saint Cliff, cela n'aurait pas dû ou pas pu se passer. Mais cela s'est passé quand même.

L'argument est donc renversé. C'est le dogme du capitalisme d'Etat qui n'a pas de valeur explicative. Pour démontrer le contraire, il faut se livrer à une gymnastique stérile de choix de citations sans prendre en considération la logique réelle des idées. Ce n'est pas digne d'Alex Callinicos de recourir à ce type d'arguments.

Nous invitons donc tous les marxistes, dans le SWP et autour de lui, à partager notre « péché mortel » : préférer le sophistiqué et laborieux Marx des milliers de pages du *Capital*, des *Grundrisse* et des *Manuscrits* de 1861-1862 aux simplificateurs « logiques » et aux dogmatiques de l'école Cliff-Harman-Callinicos. Même si nous devons être brûlés, nous continuerions à crier : *eppur si muove*. La réalité prouve que nous avons raison.

Certes, notre thèse (hypothèse) - qui est celle de Marx - est réellement scientifique parce qu'elle pourrait (peut) être parfaitement réfutée. S'il n'y avait pas eu de crises de surproduction pendant un siècle ou un demi-siècle ; s'il n'y avait eu de chômage important dans aucun pays impérialiste ; s'il n'y avait pas eu de misère croissante dans les pays capitalistes du tiers monde, ni une « nouvelle pauvreté » en Occident ; alors la conclusion irait de soi : Marx et ses modestes disciples comme Mandel auraient eu tort. Mais était-ce la tendance réelle des événements au cours des vingt dernières années ?

Cinquante ans en retard sur la réalité

Harman insiste sur le fait qu'« à partir du moment où le capitalisme entre dans sa phase monopolistique et impérialiste, il est dominé par des groupes géants qui n'organisent certainement pas le processus de production en leur sein sur la base d'un échange de marchandises aux prix du marché, mais par une interaction planifiée des input et des output ».

En fait, cela n'est pas seulement vrai pour les groupes « géants » de la phase impérialiste. Cela l'était aussi pour toute usine combinée du XIX^e siècle, par exemple dans les usines de construction de machines à vapeur ou de machines pour l'industrie textile.

Mais qu'est-ce qui se passe lorsque les produits de ces groupes quittent l'usine ? Doivent-ils être vendus ou peuvent-ils être distribués par « une interaction planifiée des input et des output » ? Malheureusement pour messieurs les propriétaires et les managers de Ford, Phillips et De Beers, des voitures invendues, ou des téléviseurs et des diamants vendus à des prix en forte baisse, cela signifie moins de profits et moins d'accumulation du capital, sous le capitalisme des monopoles aussi bien qu'à l'époque du « laisser-faire ».

Hors de l'entreprise, c'est la loi de la valeur qui domine. Et cette domination agit aussi sur l'organisation interne de l'entreprise. Les monopoles s'efforcent de contrôler les marchés (ce qu'ils parviennent à réaliser, en réalité, c'est d'éviter une

concurrence permanente à couteaux tirés en ce qui concerne les prix). Mais ils ne peuvent pas supprimer la contradiction fondamentale entre la socialisation objective croissante du travail et l'appropriation privée. Il est impossible de surmonter cette contradiction dans le cadre du capitalisme.

Admettons - par pure hypothèse - que durant une période donnée, en gros de 1890 à 1940, les « *trusts monopolistiques d'Etat* », pour utiliser la formule de Boukharine, aient été réellement la forme prédominante des entreprises capitalistes, et que pendant cette période la lutte entre eux sur le marché mondial ait été décidée « *en premier lieu par les rapports de forces militaires* ». Harman ne semble pas s'être aperçu de ce que ces traits correspondent de moins en moins à la réalité capitaliste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire depuis un demi-siècle. Le principal nouveau trait du « capitalisme tardif » est l'internationalisation croissante des forces productives et, par conséquent, l'internationalisation croissante du capital lui-même.

Mais en même temps, aucun « Etat international », et à plus forte raison aucun « Etat mondial », n'a surgi. La forme organisationnelle principale du capital aujourd'hui n'est pas le « trust monopolistique d'Etat », mais la société multinationale, de plus en plus indépendante de tous les Etats. Moins de sept cents multinationales dominent le marché mondial. La concurrence entre elles n'est pas décidée en premier lieu par le rapport de forces militaire. Sinon, on ne pourrait pas comprendre pourquoi les multinationales qui ont leur base aux Etats-Unis, ont constamment perdu du terrain par rapport à celles du Japon et de l'Allemagne occidentale, autrement dit pourquoi l'impérialisme des Etats-Unis a perdu progressivement l'avantage technologique, industriel et financier dont il disposait face à ses concurrents, tout en maintenant intacte son hégémonie militaire.

Certes, il y a une interaction concrète complexe entre compétition technologique, industrielle, commerciale, financière, politique et militaire. Cela doit être examiné et réexaminé pour chaque sous-période spécifique (périodes du cycle économique et périodes de la lutte de classes) des quarante-cinquante dernières années. Mais il n'en reste pas moins que le capitalisme contemporain selon Harman est en retard d'environ un demi-siècle sur la réalité objective.

Le dogme du capitalisme d'Etat ne correspond tout simplement pas à la réalité du capitalisme international d'aujourd'hui. Les quatre traits principaux de celui-ci - les sociétés multinationales, la surexploitation continue du tiers monde, le rythme accéléré de l'innovation technologique durant la « troisième révolution technologique » et l'inflation permanente - n'ont pas été pris en considération par cette théorie. La coupure avec la réalité, au nom de la défense du dogme, est à peu près complète.

L'économie capitaliste internationale a flotté vers la prospérité sur une mer de dettes. L'endettement mondial en dollars est estimé actuellement à dix trillions de dollars. En Allemagne, la dette publique augmente trois fois plus vite que le PNB. Chaque jour ouvrable, la seule spéculation monétaire a un mouvement égal au volume annuel du commerce mondial. Et pourtant, l'article de Harman traite du capitalisme moderne sans parler de l'inflation, sans parler de la dette et sans même parler de la monnaie.

Nous avons déjà expliqué que la théorie du capitalisme d'Etat empêche ses partisans de prévoir les crises de surproduction successives qui ont eu lieu depuis le début des années soixante-dix, alors que nous avons pu les prévoir. Harman tente maladroitement de régler ce problème, en affirmant qu'il ne s'agissait pas de véritables crises de surproduction, mais de crises de stagnation (des phénomènes de *stop-go*, selon l'idéologique britannique). C'est tout simplement faux.

Durant les récessions de 1973-1974 et de 1980-1982, il y a eu des déclinés réels de la production industrielle et des ventes. Il y a un déclin réel de la production et des ventes dans la récession actuelle - plus en Grande-Bretagne, soit dit en passant, que dans d'autres pays industrialisés. Se cramponner, à tout prix, à un dogme devient un handicap qui empêche de voir et de comprendre les faits, même s'ils vous sautent à la figure.

Il y a en Grande-Bretagne, aujourd'hui, un déclin de 6 % de la production industrielle, trois millions de chômeurs et bientôt trois millions et demi, et des milliers de petites entreprises qui font faillite. Pourtant, Harman dira à ces millions de victimes qu'il ne s'agit pas d'une « véritable » crise de surproduction, mais seulement d'une « stagnation ». Les intéressés seront heureux d'apprendre cette bonne nouvelle, vous pouvez en être sûr !

La nature spécifique de l'économie soviétique

Nous avons souligné ce qui est la meilleure preuve que l'économie soviétique n'est pas capitaliste, à savoir que pendant plus de soixante-dix ans, elle n'a pas connu de crise générale de surproduction. Il y a, en Union soviétique, une crise systémique spécifique, mais elle doit être analysée comme crise combinée d'allocation disproportionnée de ressources et de sous-production de valeurs d'usage, notamment de biens de consommation. Nous avons résumé notre argument en disant qu'on ne peut pas expliquer des magasins vides tout simplement comme une variante de magasins (archi) pleins, ni la sous-production de valeurs d'usage comme une variante de la surproduction de marchandises.

Chris Harman répond qu'il y a en Union soviétique une demande excédentaire, ce qui constitue justement une phase du cycle économique capitaliste. C'est certainement le plus bizarre de tous ses arguments. On pourrait dire également qu'au XIX^e siècle, les paysans de la Russie tsariste ou de la Chine étaient périodiquement frappés par des famines, ou que les paysans africains n'ont pas de souliers, à cause d'une « demande excédentaire ». Harman ne semble pas savoir que la pénurie chronique de l'offre (un niveau de production trop bas) est un phénomène historique. Il souligne lui-même que c'est justement le cas des biens de consommation agricoles en Union soviétique depuis que Staline mit en œuvre sa politique désastreuse de collectivisation forcée, c'est-à-dire pendant soixante ans. Où est donc la « logique » ? Quel est le rapport entre une « demande excédentaire » et l'insuffisance de l'offre de biens alimentaires ? Et comment le « capitalisme » (fut-il « capitalisme d'Etat ») cadre-t-il avec tout cela ?

Est-ce qu'on pourrait imaginer, en Grande-Bretagne capitaliste, une situation où, pendant soixante ans, il y aurait « *une offre insuffisante* » par rapport à une « *demande excédentaire* », par exemple, de viande, de certaines qualités de pain, d'oranges et de bananes, de souliers pour enfants, de vêtements pour hommes et pour femmes, de téléviseurs en couleurs qui ne se détraquent pas et de voitures particulières - sans qu'aucun capitaliste n'y fasse quelque chose, renonçant ainsi à réaliser d'énormes profits soit par la fabrication de ces produits, soit par leur importation ?

Pourquoi tous les capitalistes auraient-ils un comportement aussi stupide ? N'ont-ils pas intérêt à maximiser leurs profits à court ou moyen terme, indépendamment des conséquences à long terme ? Seraient-ils, peut-être, motivés par un attachement fanatique à « l'équilibre économique général », au *Generalkartell* ou aux théories de Hilferding-Boukharine-Cliff, plutôt que par le désir de maximiser leurs profits et d'accroître ainsi leur richesse, ce qui est la voie concrète d'accumulation du capital, indépendamment, encore une fois, des conséquences macro-économiques ultimes d'un tel comportement ?

Ne sont-ils pas obligés d'essayer de maximiser leurs profits par peur de faire faillite, alors qu'une telle peur n'a jamais existé en Union soviétique ? Est-ce qu'on peut rencontrer, dans le monde réel, des capitalistes ayant un comportement si absurde ? Le fait que les bureaucrates soviétiques se comportent d'une façon différente, ont des motivations différentes et agissent dans un cadre institutionnel différent, n'est-il pas la raison pour laquelle la production soviétique n'était pas adaptée à la demande dans les domaines susmentionnés, pendant six décennies ? N'est-ce pas la preuve que la bureaucratie n'est pas une classe capitaliste ? Tout cela est si évident et si élémentaire qu'on est gêné de le rappeler à des marxistes intelligents comme Cliff et Harman.

Le camarade Harman mène une guerre sans merci contre le sens commun. Il a raison sur un point. Dans le monde extrêmement complexe où nous vivons, le sens commun ne suffit certainement pas pour comprendre ce qui se passe réellement. Mais une chose est de dire qu'il ne suffit pas ; tout autre est de croire qu'il est inutile. Un conseil amical au camarade Harman : il devrait se doter d'un tout petit peu de sens commun. Il serait plus réaliste et plus à l'aise.

Selon le sens commun, une sous-production constante et durable - pendant soixante ans ! - de valeurs d'usage est structurellement différente des crises périodiques récurrentes de surproduction de valeurs d'échange, de marchandises. Cela ferait du bien à Harman de se rendre compte d'une telle différence.

Le capitalisme est une production généralisée de marchandises. Cela signifie que la loi de la valeur domine et redistribue périodiquement les ressources de façon à adapter l'offre à la demande. C'est pour cette raison que, sous le capitalisme, il ne peut pas y avoir, pendant soixante ans, une « *demande excédentaire* » de catégories entières de marchandises. (Il peut y avoir, bien entendu, soixante ans, et même des siècles, de besoins physiques non satisfaits. Mais c'est encore là une caractéristique du capitalisme. Des besoins se traduisant par une « *demande* », c'est-à-dire un pouvoir d'achat, c'est-à-dire de l'argent disponible, sont tout à fait différents de besoins physiques non monnayés).

Sous le capitalisme, à la différence de la production marchande précapitaliste, la loi de la valeur opère par le biais de la poursuite de la maximisation des profits privés (privés dans le sens de « pour chaque entreprise prise séparément »). Le capital se transfère des branches ou secteurs où les profits sont (plus) bas, vers les branches ou secteurs où les profits sont (plus) élevés. Dans chaque branche, les entreprises cherchent à réaliser des profits plus élevés que ceux de leurs concurrents, surtout en réduisant les prix de revient. C'est le moteur principal de l'augmentation de la productivité du travail - le « progrès technique » - et de la lutte menée contre la classe ouvrière pour accroître le taux d'exploitation.

Dans l'économie soviétique, tous ces mécanismes ne fonctionnent pas ou ne fonctionnent que marginalement. La loi de la valeur n'est pas supprimée. Mais elle ne règne pas, comme elle ne dominait pas dans la Chine classique, où le commerce était très développé et des quantités importantes de capital monétaire étaient accumulées. Contrairement à ce que Harman prétend, l'allocation essentielle des ressources matérielles et humaines en URSS se produit sous forme d'allocation *a priori* par l'Etat, c'est-à-dire par le sommet de la bureaucratie, sur la base de priorités préétablies.

Ces priorités sont déterminées par le désir de la bureaucratie de maintenir et d'élargir son pouvoir et ses privilèges, et non par la recherche du profit. Dans ce sens, encore une fois contrairement à ce que Harman prétend, les privilèges de la bureaucratie dans le domaine des biens de consommation, intrinsèquement liés à son monopole du pouvoir dans l'Etat et dans les entreprises, inspirent son comportement économique. Si, après tout ce que la littérature de la *glasnost* a révélé, on continue à nier cela, on lutte, encore une fois, contre le sens commun élémentaire.

A ce propos, il y a un défaut majeur dans la chronologie que dresse Cliff sur les origines du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. Selon lui, le rôle des bureaucrates en tant que maîtres (capitalistes d'Etat) de l'économie soviétique et, par conséquent, de leurs privilèges de consommation, serait le résultat de l'accroissement de l'accumulation du capital après 1928, sous la pression du marché mondial, de la concurrence avec les puissances capitalistes étrangères. La séquence réelle des événements est différente.

Comme l'a révélé en 1990, au colloque Boukharine de Wuppertal, le professeur Potchekoldin de l'institut du marxisme-léninisme de Moscou, qui a eu accès aux archives secrètes du comité central du PCUS, en 1923 déjà, un permanent du parti au niveau des directions régionales (*Guberniya*) avait un revenu neuf fois supérieur à celui d'un ouvrier moyen. Pour les permanents du comité central, le revenu était trente fois supérieur. Ces énormes différences de revenu ont précédé toute accumulation accélérée de capital et toute « concurrence » avec des puissances étrangères. Elles ont constitué la base matérielle du Thermidor soviétique et étaient essentiellement limitées à la sphère de la consommation.

Nous avons indiqué, il y a trente ans déjà, les conséquences désastreuses à long terme de l'indifférence fondamentale de la bureaucratie envers les performances économiques d'ensemble, autant au niveau de l'entreprise qu'au point de vue macroéconomique. Depuis lors, cette constatation est devenue banale en

Union soviétique. Pourtant, Harman, prisonnier de sa logique « capitaliste d'Etat », refuse toujours de comprendre cette logique économique, fondamentalement différente de celle du capitalisme³.

Nous n'avons jamais dit, comme certains, que l'économie soviétique est une « économie de gaspillage ». Nous avons dit qu'elle combine croissance économique et énormes gaspillages, sans disposer d'un mécanisme qui corrige les disproportions croissantes (un mécanisme qui, comme Trotsky l'avait expliqué déjà en 1932, ne peut être que le résultat de la combinaison de la démocratie socialiste et des contrôles par le marché⁴). C'est pourquoi le taux de croissance ne pouvait que diminuer et les coûts (pertes, gaspillage) du système ne pouvaient qu'augmenter. Nous l'avons dit également, il y a trente ans.

Mais l'économie soviétique n'était pas seulement une économie produisant du « gaspillage ». Elle était aussi une économie caractérisée, pour toute une période historique, par un taux de croissance moyen plus élevé que celui du capitalisme, une économie qui, tout en ne pouvant pas rattraper celle des Etats-Unis, réduisait l'écart avec les pays capitalistes les plus avancés⁵. Après beaucoup de tergiversations, Harman reconnaît au moins ce fait et nous fournit des statistiques sur les taux de croissance moyens en URSS, dans la période 1951-1975 (il aurait pu prendre également 1928 comme point de départ), des taux bien plus élevés que la moyenne de ceux des pays capitalistes avancés. Et soudain, par un étonnant tour de passe-passe, il s'efforce de transformer ce fait même en argument de la théorie du capitalisme d'Etat ! Il faut vraiment avoir du culot pour expliquer cela après quarante ans de débats sur cette même question, pendant lesquels l'International Socialism - SWP - a défendu la position opposée (Harman lui-même l'avait fait dans son premier article de notre débat actuel).

Ne se contentant pas de ce premier tour de passe-passe, Harman en fait un autre, en minimisant en fait le poids des coûts énormes de la mauvaise planification soviétique, de « l'économie de commandement étatique (bureaucratique) ». Il nous accuse de donner de fausses informations sur l'utilisation d'engrais dans l'agriculture soviétique par rapport à l'utilisation d'engrais aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Mais il est à côté de la plaque.

Nous n'avons jamais dit que l'Union soviétique consomme plus d'engrais que les Etats-Unis dans les champs. Nous avons dit qu'elle en produit davantage, mais qu'une grande partie de cette production n'est pas utilisée, n'est pas consommée. Elle est gaspillée dans des cabanes sans toit au niveau des fermes, dans des entrepôts surchargés, dans des wagons non déchargés, etc.

Tout cela n'est pas le résultat du fonctionnement de la loi de la valeur, ni le résultat d'une planification socialiste. C'est le résultat des priorités arbitraires fixées par la nomenklatura pour l'allocation des ressources, avec la conséquence, entre autres, que la part des ressources totales allouées au secteur des services et aux transports est la moitié ou moins de la moitié de ce qu'elle est dans les pays capitalistes industrialisés. Encore une fois, ceci est aujourd'hui une évidence, en Union soviétique. Mais Harman préfère l'ignorer.

Certes, il accepte une autre évidence : qu'il y a, dans l'économie soviétique, des goulots d'étranglement croissants. En général, cette évidence est exprimée par

la formule selon laquelle la bureaucratie soviétique a été incapable de passer d'une industrialisation (croissance économique) extensive à une industrialisation intensive, alors que les vastes réserves de matières premières, de sols relativement fertiles et de main-d'œuvre commençaient à s'épuiser en URSS. C'est ainsi que l'économie soviétique a raté la troisième révolution technologique. Au lieu de se réduire, son retard technologique par rapport à l'Occident s'est aggravé considérablement depuis la fin des années soixante-dix, avec toutes les conséquences, y compris dans le domaine militaire. C'est là qu'est l'explication matérialiste de la coopération plus étroite de Gorbatchev avec l'impérialisme, contrairement aux théories du « complot ».

Mais une simple question se trouve dès lors posée, à laquelle Harman et Cliff ne peuvent pas répondre : pourquoi ce processus s'est-il développé de cette manière précise ? Pourquoi les dirigeants prétendent « capitalistes » de l'Union soviétique n'ont pas fait ce que tous les capitalistes qui en avaient les moyens, ont fait, pourquoi n'ont-ils pas investi, de façon plus efficace, dans l'électronique plutôt que dans la sidérurgie, et n'ont-ils pas concentré leurs efforts dans les secteurs industriels les plus modernes ?

Pourquoi n'ont-ils pas réussi à réaliser une « industrialisation intensive », comme même le Brésil et la Corée du Sud ont réussi à le faire, au moins partiellement, sans parler du Japon, de l'Allemagne occidentale, de la France ou de l'Italie ? Pourquoi la production soviétique de pétrole, la plus importante au monde, est devenue de plus en plus inefficace, alors qu'elle devenait de plus en plus performante partout ailleurs ? A cause d'une pénurie de capitaux ? Mais, sous le capitalisme, il n'y a jamais de pénurie « absolue » de capitaux. Il y a toujours la combinaison d'un afflux croissant de capital vers certaines branches et d'une fuite croissante vers d'autres branches (encore une fois, c'est ce sur quoi porte la loi de la valeur). Pourquoi donc n'y-a-t-il pas eu de tels mouvements, en temps utile, en Union soviétique et sur une échelle suffisamment grande ?

Parce que les ouvriers soviétiques n'ont pas créé assez de plus-value, c'est-à-dire parce qu'ils n'ont pas été assez exploités ? Ou bien parce qu'ils ont été trop exploités ? Ou encore parce que la production de nourriture était insuffisante ? Pourquoi une production agricole limitée ou de bas salaires réels auraient-ils empêché de produire dix millions d'ordinateurs, mais non de produire cinquante millions de tonnes d'acier inutiles ou cent cinquante mille tracteurs non utilisés ?

La réponse évidente n'est-elle pas que, contrairement aux capitalistes, les bureaucrates soviétiques n'ont pas d'intérêt direct dans une production performante et une concurrence victorieuse ? Qu'ils ne sont pas motivés par la recherche du profit ? Qu'ils se caractérisent par un parasitisme conservateur et non par un effort constant pour augmenter la production ?

La combinaison des énormes succès initiaux de la planification soviétique et du dysfonctionnement croissant du système économique reflète la nature combinée, double, de la société soviétique dans son ensemble. Ses réussites sont le résultat de ce qui subsiste encore de la révolution d'Octobre. Ses échecs sont le résultat de l'étranglement de la société par la bureaucratie parasitaire. Si Harman trouve

illogique cette combinaison contradictoire, cela montre seulement qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans sa « logique ».

Dans *la Révolution trahie*, Trotsky a pu résumer sa conception de la nature double, contradictoire, de l'économie soviétique dans des termes qui, cinquante ans avant les événements, constituent une anticipation parfaite de ce qui se passe en Union soviétique depuis la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt :

« Le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique coïncide avec la période d'assimilation. Le gros travail d'imitation, de greffe, de transfert, d'acclimatation s'est fait sur le terrain préparé par la révolution. Il n'a pas été question, jusqu'ici, d'innover dans le domaine de la technique, de la science ou de l'art. On peut construire des usines géantes d'après des modèles importés de l'étranger sous le commandement bureaucratique, en les payant, il est vrai, le triple de leur prix. Mais plus on ira, plus on se heurtera au problème de la qualité et celui-ci échappe à la bureaucratie comme une ombre. La production semble marquée du sceau gris de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange.

« Après le problème de la qualité, il s'en pose d'autres, plus grandioses et plus complexes, que l'on peut grouper sous la rubrique de l'"action créatrice technique et culturelle". (...) La civilisation socialiste ne s'épanouira qu'avec le dépérissement de l'Etat. Cette loi simple et inflexible implique la condamnation, sans recours possible, du régime politique actuel de l'URSS. La démocratie soviétique n'est pas une revendication politique abstraite ou morale. Elle est devenue pour le pays une question de vie ou de mort. » (*La Révolution trahie*, Editions de Minuit, 1963, pp. 619-620.)

Ces mots prophétiques ont été écrits en partant de la théorie selon laquelle l'Union soviétique est un Etat ouvrier bureaucratisé. Peut-être que cette théorie n'était pas tellement erronée, après tout !

Harman insiste beaucoup sur le fait qu'aujourd'hui le développement de l'économie soviétique est marqué par la stagnation, voire par une croissance négative. Mais ceci est le résultat de la décomposition graduelle de la façon dont cette économie a fonctionné pendant soixante ans, et non le reflet de ce fonctionnement. Si un pont, faute d'entretien et de réparations, est en danger d'écroulement et si, par conséquent, la circulation est progressivement réduite, cela ne démontre pas du tout que cette circulation n'avait jamais été intense par le passé, ou que le pont n'avait jamais été utile.

L'affirmation de Harman selon laquelle les magasins polonais d'aujourd'hui, pleins de marchandises (valeurs d'échange) qui ne trouvent pas acheteurs, sont le produit des magasins vides d'hier, est du même acabit. Ce n'est pas vrai. En fait, ces magasins sont le résultat de la décomposition d'un système, qui a été caractérisé, pendant des décennies, par une pénurie de valeurs d'usage de consommation, provoquée par une production insuffisante et inadéquate, et qui est maintenant remplacé par un système de production croissante de valeurs d'échanges.

Bureaucrates et capitalistes

Le caractère particulier du comportement des bureaucrates soviétiques, notamment au niveau de l'entreprise, tout à fait différent de celui des capitalistes, s'explique par leurs intérêts matériels et par les traits essentiels de l'économie soviétique après la victoire de la contre-révolution politique bureaucratique, le Thermidor soviétique.

Le pouvoir de la bureaucratie se base sur l'usurpation du pouvoir de la classe ouvrière, sur une suppression de fait de ses droits politiques et son élimination de tout exercice du pouvoir aussi bien dans l'Etat que dans l'économie. Il implique également une forte limitation (même une forte réduction, dans une première phase) de la consommation ouvrière. Dans de telles circonstances, seuls les intérêts matériels immédiats des bureaucrates pouvaient être le moteur direct de la réalisation du plan bureaucratique.

Croire autre chose, croire que les gens agissent comme les incarnations directes de lois sociales objectives, y compris la nécessité de l'accumulation du capital, sans la médiation de leur intérêts particuliers, c'est entretenir une illusion rationaliste (idéaliste, en réalité) naïve. Même sous le capitalisme, les lois d'accumulation se réalisent par la médiation des capitalistes individuels, qui s'efforcent de défendre leurs intérêts immédiats, et non indépendamment de ces intérêts.

En Union soviétique, la réalisation des intérêts particuliers des bureaucrates sous une double forme. Justement parce qu'ils ne sont pas propriétaires privés des moyens de production, les bureaucrates individuels se préoccupent avant tout de la stabilité de leur poste. Le danger de perdre leur emploi (sous Staline, de perdre la liberté, sinon la vie) ou leurs chances d'avancement sont tout à fait réels. Le revenu des bureaucrates est directement lié à la stabilité de leur poste, qui leur donne accès à de nombreux avantages non monétaires.

En outre, leur revenu monétaire dépend de l'accomplissement ou du dépassement du plan. Une petite différence dans la réalisation de l'objectif prévu par le plan, par exemple son accomplissement à 98 % ou, au contraire, à 102 %, peut faire varier le revenu des bureaucrates de 50 %, sinon plus, par le biais de différentes primes, etc.

Mais, comme nous l'avons déjà dit, la planification bureaucratique a été marquée dès le début par des disproportions énormes, ce qui a entraîné des irrégularités permanentes dans l'approvisionnement, des pénuries chroniques, des interruptions constantes de la production. Tous ces traits de la planification bureaucratique - par contraste avec la planification socialiste - rendent difficile la réalisation et le dépassement du plan.

Pour défendre leurs intérêts matériels, les bureaucrates ont donc recours à une réaction typique, tout à fait différente du comportement normal des capitalistes. Ils s'efforcent d'accumuler systématiquement des réserves (de matières premières, de main-d'œuvre, d'équipement), indépendamment des coûts⁶. C'est tout simplement faux que l'industrie soviétique soit caractérisée par une surutilisation des ressources et un manque extrême de réserves (de stocks de « facteurs productifs »). Il y a des réserves énormes, mais elles sont généralement dispersées dans un

grande nombre d'unités de production et de distribution. Elles ne sont pas à la disposition des autorités centrales de la planification (de l'Etat).

En outre, dans le but de disposer de tels « amortisseurs », les bureaucrates individuels donnent au centre de fausses informations. Non seulement ils ne déclarent pas les réserves dont ils disposent, mais ils sous-évaluent aussi systématiquement les capacités productives existantes et exagèrent leurs besoins de ressources supplémentaires. Leur logique est simple. Plus la capacité de production reconnue de l'entreprise et les objectifs prévisibles du plan sont bas, plus facilement ces objectifs seront atteints et plus les revenus des bureaucrates et leurs chances de maintenir leur poste et de continuer leur carrière seront élevés. La même chose vaut, en gros, pour ce qui concerne la demande de ressources additionnelles. Plus elles seront grandes et plus il sera facile de réaliser et de dépasser le plan.

Mais les autorités centrales savent tout cela. Elles partent donc de l'idée que les informations qu'elles reçoivent des unités de production et de distribution sont partiellement fausses. A leur tour, leur réaction est double. En premier lieu, elles envoient une armée de contrôleurs pour vérifier les données. Deuxièmement, elles corrigent systématiquement et de façon tout à fait arbitraire la masse de données reçues d'en bas au moment où elles précisent les objectifs du plan. La mauvaise information systématique se généralise. Voilà le secret de l'économie bureaucratiquement planifiée, de l'hypertrophie du département III (dépenses non productives, une armée gigantesque de contrôleurs-inspecteurs-policiers de toutes sortes) et du dysfonctionnement croissant de l'économie.

Pourtant, la description de l'économie soviétique par Harman nie même formellement l'existence du département III. Elle mélange dans un seul département I la production de machines et les matières premières utilisées pour la reproduction élargie, c'est-à-dire l'accumulation du capital, c'est-à-dire la croissance économique, avec la production d'armes, les stocks d'acier rouillé, le coton jamais délivré aux usines textiles, les luxueux « palais de la culture » pour la bureaucratie, les pommes de terre qui pourrissent dans les champs. Comment de tels biens contribuent-ils, du point de vue des valeurs d'usage, à la reproduction élargie et à la croissance économique, voilà bien un mystère. Ici, le refus des théoriciens du capitalisme d'Etat d'identifier les contradictions fondamentales de la marchandise - la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange, entre travail privé et travail social - et du capitalisme, en tant que production généralisée de marchandises, révèle toutes ses implications.

Contrairement à la logique de la planification socialiste, la planification bureaucratique comporte un élément intrinsèque d'opacité, d'absence de transparence, non corrigé par le marché et la loi de la valeur. Paradoxalement, l'économie soviétique a été caractérisée autant, sinon plus, par l'absence de planification réelle, par une semi-planification ou pseudo-planification, que par l'absence de démocratie socialiste (contrôle ouvrier) et de contrôles nécessaires par le marché.

Il faut ajouter que la logique fondamentale de toute bureaucratie - y compris la bureaucratie capitaliste, dans la société bourgeoise - et la logique fondamentale du capitalisme sont tout à fait différentes. Les bureaucrates agissent sur la base d'une économie d'allocation des ressources à priori (*Zuteilungswirtschaft*). C'est pour-

quoi ils ont intérêt à utiliser entièrement ces ressources, indépendamment des résultats, pour éviter que l'allocation soit automatiquement réduite l'année suivante. Ils ont aussi intérêt à demander plus de ressources, indépendamment des résultats.

En revanche, les capitalistes n'obtiennent leur revenu qu'à posteriori, lorsque leurs produits sont vendus. Pour cette raison, aussi bien qu'en fonction de la pression générale de la concurrence à laquelle ils sont soumis, ils ont intérêt à réduire les coûts et à les calculer exactement. Ils ne peuvent pas opérer « indépendamment des coûts ».

Cela ne signifie pas que leur comportement économique est plus « rationnel » que celui des bureaucrates. Ce qui est « rationnel » à l'échelle micro-économique, au niveau d'une firme ou d'un trust, peut avoir des conséquences tout à fait irrationnelles à long terme ⁷.

Nous voulons seulement souligner le fait que le comportement des bureaucrates et celui des capitalistes sont fondamentalement différents, parce qu'ils sont intégrés dans des cadres socio-économiques différents et soumis à des contraintes différentes, et non parce que les uns sont « meilleurs » que les autres.

L'économie soviétique et le marché mondial

Derek Howl fait une tentative timide de sauvegarder le rapport entre la théorie du « capitalisme d'Etat » et le marxisme - c'est-à-dire le problème de la fonction de la loi de la valeur dans l'économie soviétique - en expliquant que la bureaucratie soviétique « compare » les coûts de production en URSS avec ceux de ses concurrents internationaux et qu'elle se soumet par ce biais à la loi de la valeur (*International Socialism*, n° 49, 1990). Sans le savoir, il met le doigt sur une faiblesse essentielle du dogme du « capitalisme d'Etat ».

Une entreprise capitaliste « compare » certainement ses prix de revient avec ceux de ses concurrents nationaux et internationaux. Mais justement, sous le capitalisme, la « comparaison » n'est que le point de départ du processus et nullement son aspect décisif. Quelles que puissent être les erreurs contenues dans ces comparaisons - qui impliquent toujours des prévisions, des projections, des extrapolations, c'est-à-dire des marges d'erreur considérables -, seules les entreprises qui ont un taux de profit plus élevé que la moyenne, réussissent. L'une des contradictions fondamentales du système est précisément la tendance à la chute du taux moyen du profit, comme résultat de la hausse de la composition organique du capital et non à cause d'une « offre excessive » de capital, comme Howl le prétend.

La production de plus-value (mise en valeur du capital) n'est introduite dans l'analyse par Marx de la tendance à la baisse du taux du profit qu'en tant que force compensatoire, incapable de redresser la situation, puisque, fondamentalement, l'accroissement de la production de plus-value ne peut pas être proportionnelle à la hausse de la composition organique du capital en termes de valeur. Mais toute cette partie centrale du troisième tome du *Capital* n'est même pas mentionnée par Howl. Après nous avoir présenté la mystification d'un capitalisme sans argent, la direc-

tion du SWP nous offre maintenant la mystification supplémentaire d'un capitalisme sans tendance au déclin du taux moyen du profit.

Mais la tentative d'expliquer le « capitalisme » (ou même le « capitalisme d'Etat ») en fonction des rapports avec le marché mondial (« comparaison avec les concurrents étrangers ») comporte un autre aspect irréel et déformant la réalité, que nous avons déjà relevé dans le débat avec Michael Kidron à la fin des années soixante (*Readings on State capitalism*, 1970). L'économie russe pré-révolutionnaire, de même que l'économie des pays d'Europe orientale (à l'exception de la Bohème en Tchécoslovaquie) était une économie sous-développée, incapable de se moderniser et de s'industrialiser complètement dans le cadre du marché mondial⁸.

La « concurrence » avec les « puissances » étrangères faisait, en pratique, que ces pays avaient une structure économique semi-coloniale. Ils étaient condamnés à se spécialiser dans la production et l'exportation de matières premières et de produits agricoles. Leur modernisation était, dans une large mesure, bloquée par cette dépendance. C'est justement en se libérant, dans une large mesure, de la dépendance du marché mondial, en supprimant de façon despotique la « concurrence » avec les « puissances étrangères », qu'ils ont pu briser leur dépendance d'abord en Russie, ensuite en Europe orientale. C'est exactement de cette manière que la domination de la loi de la valeur a été supprimée dans ces pays. En effet, la loi de la valeur domine en premier lieu par le truchement du marché mondial⁹.

Le test décisif de la restauration du capitalisme aujourd'hui serait précisément une restauration de la domination de la loi de la valeur par le marché mondial, c'est-à-dire un retour à grande échelle de ces pays à un modèle de production semi-colonial, à leur spécialisation dans ces secteurs de la production où ils sont relativement plus compétitifs que dans l'industrie la plus moderne. L'avenir d'une Pologne, d'une Hongrie, d'une Lituanie, d'une Géorgie, d'une Ukraine et d'une Russie capitalistes serait plus proche des conditions du Portugal, de la Grèce et de la Turquie que de celles de l'Italie ou de la Finlande. Les implications sociales seraient pareillement désastreuses.

Le test décisif de la pratique

Les dirigeants du SWP ont expliqué pendant des décennies que le fait de ne pas admettre que l'URSS est un capitalisme d'Etat, aboutirait à des positions erronées, sinon contre-révolutionnaires, face à des insurrections ouvrières dans ce pays ou dans d'autres de la même nature. Nous avons déjà montré que cette prévision n'a pas été confirmée par l'histoire. Pourtant, Harman y revient dans son deuxième article, en introduisant deux confusions.

D'abord, il prétend, à l'encontre des faits, que nous avons nourri des illusions sur la possibilité d'autoréforme de la bureaucratie et que nous avons même préféré, du moins dans le cas de la Pologne et de la Hongrie, cette autoréforme (« révolution par en haut ») à une révolution par en bas, c'est-à-dire le renversement de la dictature bureaucratique par une action des masses. Comme nous l'avons déjà dit,

il s'agit là d'une calomnie pure et simple. Pas un seul jour, depuis que nous avons commencé à nous occuper de la question de la nature de l'URSS, nous n'avons abandonné la perspective de la lutte pour la révolution politique, selon la tradition de Trotsky et de notre mouvement depuis 1932.

Les citations que Harman utilise pour insinuer le contraire, ne prouvent pas du tout ses allégations. Elles affirment tout simplement qu'il y a interaction inévitable entre le mécontentement croissant et l'action croissante des masses, d'une part, et les divisions internes de la bureaucratie, de l'autre. L'expérience l'a confirmées. Personne ne saurait prétendre que Rakosi, Geroë, Kadar, Nagy et Pal Maletter ont eu la même position lors de la révolution hongroise de 1956. En fait, non seulement ils ont lutté des deux côtés de la barricade, mais Geroë et Kadar ont fait fusiller Nagy et Maletter. Constater ces faits, indépendamment de la justesse de quelques prévisions concrètes à ce sujet, n'équivaut en rien à « capituler » devant le stalinisme, pas plus que constater la réalité du long boom de l'après-guerre ne signifiait capituler devant le capitalisme. Tout dépend des conclusions politiques et pratiques qu'on tire de la reconnaissance de ces faits. Les conclusions que nous avons tirées des divisions au sein de la bureaucratie, étaient de continuer la lutte pour la défense des intérêts des ouvriers et le combat pour la révolution politique.

Harman introduit ensuite une seconde confusion. Des personnes, qui ont partagé la conception générale de l'« Etat ouvrier » sont accusées d'avoir développé, en fait, des positions tout à fait erronées. Il insinue que cela est, d'une manière ou d'un autre, la conséquence « logique » de cette conception. Il ne fournit aucune preuve causale ou empirique : il ne fait que lancer des accusations démagogiques, fondées sur un sophisme déductif classique : la généralisation abusive et infondée de cas particuliers.

Le recours à des acrobaties polémiques de ce genre n'apporte absolument rien de positif. Il devrait être banni de tous les débats théoriques et politiques sérieux entre révolutionnaires. Il ne peut que discréditer ceux qui en sont responsables.

En réalité, si on veut « déduire » quelque chose des réactions de différents courants révolutionnaires face aux changements en Europe orientale et en Union soviétique, la conclusion est justement opposée à celle de Harman. Toutes les sections de la IV^e Internationale, sans une seule exception, ont rejeté la perspective d'une autoréforme de la bureaucratie. Toutes les sections ont maintenu et maintiennent leur orientation axée sur la révolution politique. Mais elles ont aussi maintenu leur analyse de l'URSS et des autres sociétés similaires comme des Etats ouvriers bureaucratés, des sociétés gelées dans leur transition du capitalisme au socialisme par la dictature bureaucratique.

Nous sommes prêts à assumer notre responsabilité pour tout ce que nous avons écrit et fait, de même que pour tout ce qu'a fait et écrit le mouvement auquel nous appartenons, y compris les erreurs. Nous sommes prêts à corriger celles-ci et à en rechercher les racines. Mais nous ne sommes pas responsables de ce qu'Isaac Deutscher, qui a quitté le mouvement trotskyste en 1938 et n'a plus été membre de la IV^e Internationale par la suite, a écrit et fait après cette date, tout en respectant ses écrits et les services qu'il a de toute évidence rendus en réhabilitant Trotsky aux yeux d'un large public international. Nous assumons encore moins une quelcon-

que responsabilité pour ce qu'ont écrit ou fait Fred Halliday ou Val Moghadam, qui n'ont jamais été membres de la IV^e Internationale, ni même trotskystes.

Mais la question réelle est, en effet, très importante : c'est celle de savoir quelles sont les conséquences politiques des deux positions différentes à propos de la nature sociale de l'URSS et des sociétés similaires, sur l'intervention des révolutionnaires dans les conflits sociaux qui se développent dans ces pays.

Harman cite deux épisodes insignifiants pour démontrer la prétendue utilité de la théorie du capitalisme d'Etat pour intervenir correctement en Europe orientale. Ses exemples ne sont pas convaincants. Dans le cas concret de l'ex-RDA, nos camarades du Groupe socialiste révolutionnaire (d'Allemagne orientale), qui partagent notre conception de l'URSS, soutenaient eux aussi les manifestations de masses auxquelles Harman se réfère.

La question de la privatisation, qui est un problème crucial dans les luttes sociales et politiques en Union soviétique et dans plusieurs pays d'Europe orientale, est mille fois plus importante, pour juger de l'orientation politique, que de savoir si on doit participer ou non à telle ou telle autre manifestation. Les camarades du SWP considèrent ce problème crucial comme un problème « secondaire ». C'est tout à fait absurde et irresponsable.

Si une privatisation de l'industrie se réalise à grande échelle en Union soviétique, il y aura entre trente et quarante millions de chômeurs. Un début de privatisation a déjà amené l'ex-RDA au niveau le plus élevé de chômage qu'un pays européen ait jamais connu, y compris lors de la crise de 1929-1933, soit environ 50 %. Est-il possible à un socialiste ou même à un syndicaliste responsables d'être indifférents ou neutres à ce sujet ?

En traînant les pieds, les dirigeants du SWP doivent finalement expliquer qu'ils sont eux aussi contre la privatisation, de même qu'ils sont contre la privatisation des entreprises nationalisées en Grande-Bretagne. Mais ils ne peuvent pas se tirer d'affaire de cette façon. En effet, comme Cliff l'a correctement souligné depuis l'époque du gouvernement Attlee, la nationalisation de certaines branches de l'industrie britannique correspondait à l'intérêt du secteur privé du capitalisme, elle était nécessaire pour renflouer ce secteur. On ne saurait soutenir que la propriété d'Etat en Union soviétique a renfloué quelque secteur privé que ce soit. L'industrie nationalisée britannique n'a pas empêché le développement massif du chômage, alors que la propriété nationalisée en Union soviétique y a empêché tout chômage massif pendant plus d'un demi-siècle.

Harman et Cliff sont pris au piège de leur caractérisation de la propriété d'Etat en Union soviétique comme « capitaliste ». Si elle l'était réellement, alors son abolition n'aurait pas beaucoup d'importance. Mais, malheureusement pour le camarade Harman, la différence est énorme aux yeux de dizaines de millions d'ouvriers en Union soviétique et en Europe orientale. Elle a déjà provoqué et va provoquer des luttes massives. Dans ces luttes, nous sommes inconditionnellement du côté des ouvriers qui s'opposent à la privatisation dans la pratique, indépendamment de leurs orientations idéologiques et indépendamment de savoir si un secteur de la bureaucratie les soutient également.

Nous n'acceptons pas l'alternative telle que la présentent les partisans du capitalisme néo-libéral : soit la privatisation, soit le despotisme d'Etat. Nous rejetons le despotisme d'Etat et le despotisme du marché (de la richesse privée). Nous sommes pour un troisième modèle économique : l'autogestion démocratiquement planifiée - Trotsky avait parlé de « *démocratie des producteurs/consommateurs* » - dans laquelle les masses elles-mêmes décident, démocratiquement, ce qu'il faut produire en priorité, comment il faut le produire et comment il faut le distribuer.

Nous sommes pour la propriété collective, sociale, contre la propriété privée des grands moyens de production et d'échange. A la question de savoir comment la propriété collective devra être organisée, quelle sera l'articulation entre le contrôle des ouvriers sur les moyens de production et sur la production courante dans chaque entreprise, dans chaque branche industrielle, dans chaque région, dans chaque république et dans l'ensemble de l'Union, personne ne saurait donner une réponse achevée. Les ouvriers et les révolutionnaires soviétiques devront tirer les leçons d'une pratique nouvelle et des nombreux débats en cours.

Harman pose alors une question rhétorique :

« Si un Etat ouvrier, aussi déformé ou dégénéré soit-il, devenait un Etat capitaliste, cela représenterait un pas en arrière historique, une étape d'un processus contre-révolutionnaire auquel les marxistes devraient s'opposer. Mais dans ce cas, est-ce qu'ils ne devraient pas soutenir les secteurs de la nomenklatura qui s'opposent le plus à un tel changement, soutenir Ligatchev ou l'amoureuse de Staline, Nina Andreïeva, lorsqu'elle dénonce les tendances restaurationnistes de Gorbatchev, ou Iliescu, lorsqu'il écrase les étudiants de Bucarest ? N'auraient-ils pas dû appuyer les tentatives d'Honecker d'avoir recours à la force contre un mouvement qui est tombé si facilement sous l'hégémonie de l'Allemagne occidentale ? »

Mais cette « logique » correspond encore à un schéma formaliste, mécaniste, qui déforme le processus historique réel et les alternatives historiques réelles.

L'effondrement des dictatures bureaucratiques en Europe orientale et la crise systématique profonde en Union soviétique se produisent sous l'impact direct de mobilisations de masses gigantesques en Europe orientale et de mobilisations de masses montantes en Union soviétique. Une dynamique de changement politique, une dynamique prérévolutionnaire, est ainsi enclenchée. Cette dynamique peut avoir trois aboutissements différents : une reconsolidation de la dictature bureaucratique, qui représenterait une défaite pour la classe ouvrière, une contre-révolution politique ; une restauration du capitalisme, c'est-à-dire une contre-révolution sociale, qui représenterait pour la classe ouvrière une défaite encore plus grande ; une victoire de la révolution politique qui serait la victoire de la classe ouvrière.

Nous sommes convaincus que seule une classe ouvrière militante, auto-organisée et de plus en plus consciente politiquement, peut empêcher la restauration du capitalisme. Nous sommes convaincus que les Ligatchev, Honecker, Ceausescu, Deng Xiaoping et consorts sont totalement incapables d'empêcher cette restauration. Au contraire, toute répression du mouvement des masses, indépendamment de ses effets immédiats et de ses motivations, favorise la restau-

ration du capitalisme en poussant politiquement la grande majorité des masses dans le camp pro-bourgeois.

Les conséquences politiques, idéologiques et morales désastreuses de la dictature bureaucratique sur le niveau actuel de conscience de la classe ouvrière soviétique, font que celle-ci a besoin de plus de temps et de la jouissance réelle des libertés démocratiques pour accumuler l'expérience nécessaire à la reconquête de sa capacité de lutter pour le pouvoir.

Pour cette raison, la défense et l'élargissement des libertés démocratiques déjà existantes - appelez-les *glasnost* ou autre chose, peu importe - est un préalable absolu pour une lutte victorieuse contre la restauration du capitalisme. Partout où ces libertés sont menacées par une force quelconque, les révolutionnaires doivent s'opposer à ces menaces, aussi résolument qu'ils s'opposent à la privatisation, encore une fois, indépendamment du fait qu'une partie de la bureaucratie puisse s'associer à cette lutte et indépendamment des drapeaux idéologiques sous lesquels les ouvriers défendent les libertés démocratiques.

En d'autres termes, les révolutionnaires en Union soviétique et en Europe orientale doivent lutter sur deux fronts : contre la privatisation et pour les droits démocratiques. Cela peut apparaître « illogique » aux formalistes. Mais cela correspond aux besoins immédiats et historiques de la classe ouvrière, en Union soviétique et à l'échelle mondiale.

Toute privatisation radicale de grandes entreprises en Union soviétique, de même que toute suppression des libertés existant *de facto*, tout retour à une dictature à la Brejnev, sinon à la Staline, serait un désastre pour la classe ouvrière soviétique et pour la classe ouvrière internationale. Cette position est parfaitement cohérente avec la conception de la IV^e Internationale sur la place historique de la révolution politique dans le processus de la révolution mondiale. Nous n'avons pas besoin d'insister ici sur ce point.

Mais, où est la guerre civile sans laquelle, selon Trotsky et la IV^e Internationale, la restauration du capitalisme, la victoire de la contre-révolution ne seraient pas possibles, s'écrient Harman et Howl ?

Trotsky et la IV^e Internationale n'ont jamais dit qu'une guerre civile était inévitable pour la restauration du capitalisme. Ils ont seulement dit qu'il serait nécessaire de briser la résistance ouvrière, pour avancer sur le chemin de la restauration du capitalisme. La forme que prendrait ce processus dépendrait évidemment de la portée et du niveau de conscience politique de la résistance ouvrière. Voilà ce que Trotsky a écrit à ce sujet en 1936 :

« Si, à l'inverse, un parti bourgeois renversait la caste soviétique dirigeante, il trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui, les techniciens, les directeurs, les secrétaires du parti, les dirigeants en général. Une épuration des services de l'Etat s'imposerait aussi dans ce cas ; mais la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire. L'objectif principal du nouveau pouvoir serait de rétablir la propriété privée des moyens de production. Il devrait avant tout donner aux kolkhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et transformer les

kolkhozes riches en coopératives de production du type bourgeois, ou en société par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentaire. Le plan se réduirait dans le premier temps à des compromis entre le pouvoir et les "corporations", c'est-à-dire les capitaines de l'industrie soviétique, ses propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers. » (La Révolution trahie, Editions de Minuit, 1963, p. 605.)

C'est à peu près une description de ce qui se passe actuellement en Europe orientale et de ce qui commence à se passer en Union soviétique. Il n'est pas question ici de guerre civile.

Une bonne illustration des différences de méthode

Les différences de méthode entre le formalisme et le dogmatisme schématiques et la pensée scientifique dialectique apparaissent très clairement dans la critique que fait Callinicos de notre analyse de la Seconde Guerre mondiale comme « cinq guerres en une seule ».

En s'efforçant encore une fois de retourner contre nous nos points forts, Callinicos nous accuse de « syncrétisme » et de « pensée scolastique » en parlant des « talents subtils d'un scolastique du Moyen Age, distinguant, par exemple, pas moins de cinq guerres différentes dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale. (...) Le résultat est de priver la théorie sociale de l'interaction avec des remarques potentiellement infirmantes ». (*op. cit.*, p. 43). La dernière phrase est d'une incohérence totale ; elle est une réfutation presque parfaite de la dialectique. Le fait de constater des éléments contradictoires de la réalité signifierait « priver la théorie sociale de l'interaction avec des remarques potentiellement infirmantes ». On vous interdit de partir de l'idée que la réalité est contradictoire et on vous condamne à penser que les contradictions réellement existantes « infirment » automatiquement la théorie sociale. Toutes les références doivent être faites à des schémas formalistes de monocausalité, c'est-à-dire des dogmes préconçus, et non à la réalité vivante, et à des tentatives de développer des « théories sociales » qui prennent en considération, à l'avance, l'existence de ces contradictions et cherchent à les expliquer. Le rejet de la pensée dialectique se base, en dernière analyse, sur le rejet de la nature dialectique de la réalité objective elle-même.

La nuit, tous les chats sont gris. On peut alors développer la monocausalité en tentative systématique de réduire la « totalité » à un schème monocouleur, c'est-à-dire rejeter le spectre des couleurs. Mais, comme disait le grand dialecticien Goethe : l'arbre de la vie est éternellement vert. Dans la riche totalité du monde réel à laquelle Marx se réfère - qui n'est jamais monocausale ni monocouleur - il faut être obsédé par l'idée d'un « principe fondamental unique » pour ne distinguer qu'une seule couleur, le gris, ou, dans le meilleur des cas, deux couleurs : le blanc et le noir.

Passons donc du formalisme schématique à la question « éclectique » de ce qui s'est passé dans les processus historiques réels.

Oui, la Seconde Guerre mondiale a été surtout une guerre inter-impérialiste, qui n'a joué aucun rôle progressiste et qui devait être condamnée par tous les révolutionnaires. Mais ce n'était pas que cela.

La guerre du peuple chinois contre la tentative de l'impérialisme japonais de le rendre esclave, n'était pas une guerre inter-impérialiste. Elle avait un but éminemment progressiste. C'était une guerre que les révolutionnaires devaient appuyer. De même, la guerre des peuples soviétiques contre l'esclavage et le massacre massif par l'impérialisme nazi - répétons-le, le *Generalplan Ost* (plan général de l'Est) impliquait le massacre planifié de cent millions de *Untermenschen* (sous-hommes) slaves, juifs et asiatiques - n'était pas une guerre inter-impérialiste. Elle avait un but tout à fait utile. Elle était une guerre juste que les révolutionnaires du monde entier et les ouvriers soviétiques en premier lieu devaient appuyer à 100 % (comme Trotsky, en toute cohérence, les a appelés à le faire et comme, heureusement, ils ont fait). De même, les insurrections des peuples indien, algérien, indonésien, indochinois et philippin contre les seigneurs et les bouchers impérialistes n'étaient pas non plus des guerres inter-impérialistes. Elles étaient aussi des révoltes justes et légitimes contre les massacres massifs et la surexploitation. Elles étaient tout à fait utiles et devaient être soutenues avec ardeur par tous les internationalistes.

Voilà donc pourquoi il y a eu cinq guerres en une seule. Avant de faire des boutades faciles contre ces distinctions concernant le sort d'un milliard et demi de personnes, essayez, s'il vous plaît, de réfuter l'analyse concrète. Vous aurez de la peine à le faire. Le fait que cinq guerres ont été jusqu'à un certain point mélangées, n'élimine pas la spécificité de chacune d'elles, sauf si on remplace, pour citer Lénine, l'analyse concrète d'une situation concrète par un formalisme schématique.

Les opportunistes ont pris prétexte de la nature incontestablement particulière de l'impérialisme nazi et de l'impérialisme japonais pour en conclure que les peuples opprimés de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Algérie n'avaient pas le droit de s'insurger contre leurs seigneurs impérialistes, aussi longtemps que la guerre mondiale se poursuivait, sinon ils renforceraient « objectivement » les impérialistes nazis et japonais (ce qui n'était même pas vrai « objectivement »). De même, ils prétendaient que les ouvriers américains, britanniques, canadiens et australiens n'avaient pas le droit de défendre leurs intérêts et leur indépendance de classe, s'ils ne voulaient pas aider « objectivement » Hitler et le Mikado (absurdité calomnieuse !).

En revanche, les dogmatiques sectaires ont pris prétexte du caractère inter-impérialiste prédominant de la Seconde Guerre mondiale - qui est incontestable - pour nier toute autonomie relative des luttes des peuples et des masses des quatre autres guerres qui se déroulaient en même temps. Selon eux, ces guerres et ces insurrections ne pouvaient qu'aider « objectivement » l'un des deux camps impérialistes (encore une fois, cela était totalement faux « objectivement »). Ainsi, parallèlement aux opportunistes, ils prônaient l'abstentionnisme, c'est-à-dire une soumission passive à la surexploitation et au massacre de masse. tant que la « guerre impérialiste » n'était pas terminée partout, peut-être par suite d'une révolution instantanée et simultanée dans tous les pays.

Le caractère inégal, combiné et contradictoire des luttes de masse réelles est occulté au nom d'un « principe unificateur ». En pratique, et en dépit de toutes les bonnes intentions, cela équivaut à prêcher la passivité et la résignation à la fatalité.

Nous pensons que le devoir des révolutionnaires est l'exact opposé : celui d'encourager et de soutenir la résistance, les révoltes, les insurrections populaires et les révolutions, en essayant de développer l'indépendance de classe et l'auto-activité, mais sans faire de l'acceptation de ces contenus politiques une condition préalable ultimatisante pour apporter un appui critique à des luttes de masses justes et légitimes.

Signalons à propos, qu'alors que la Première Guerre mondiale était incontestablement plus « homogène » et « unilatéralement » inter-impérialiste que la Seconde, Lénine, qui était à des années lumières du dogmatisme schématique, a reconnu parfaitement les germes de « plusieurs guerres en une seule » même à l'époque. En juillet 1916, dans une polémique contre des révolutionnaires internationalistes comme Rosa Luxemburg et Herman Gorter, il a écrit :

« Si, en 1917, la Belgique était annexée par l'Allemagne et qu'elle s'insurge en 1918 pour se libérer. (...) en nous refusant à soutenir l'insurrection des régions annexées, nous devenons, objectivement, des annexionnistes. » (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », *Œuvres complètes*, t. 22, p. 357).

Il continuait en déclarant que le soulèvement du peuple irlandais contre l'impérialisme britannique était juste comme tous les soulèvements dans les colonies, bien qu'ils aient lieu dans le cadre d'une guerre impérialiste (vous avez ici, déjà, d'une façon embryonnaire, trois guerres en une seule). Puis Lénine fait une réflexion plus générale :

« Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrection des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite-bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., - c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme"; et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch", l'insurrection irlandaise. » (*Ibidem*, p. 383).

Pédantesque et ridicule ! Ce n'est pas nous qui le disons, c'est Lénine - et l'attitude des camarades du SWP par rapport à ce qui s'est passé pendant et après la Seconde Guerre mondiale en Yougoslavie, en Chine, en Algérie, en Inde, en Indonésie, etc., pourrait mériter le jugement sévère de Lénine. Voilà une illustration claire des deux approches différentes.

Suivant l'exemple de nombreux critiques bourgeois, néo-staliniens, eurocommunistes, sociaux-démocrates et sectaires, Callinicos s'en prend à Trotsky pour ses prévisions prétendument erronées, en 1939, sur les développements mondiaux.

Il accuse encore une fois Mandel de transformer le marxisme en une théorie qui a perdu tout pouvoir explicatif, en tentant de « sauver » le pronostic de Trotsky.

En fait, la fameuse phrase de Trotsky dans *l'URSS dans la guerre* n'est citée qu'en partie, le plus souvent. Callinicos fait la même chose. Cette phrase ne dit pas qu'il y a aura une société esclavagiste totalitaire à l'échelle mondiale, si la guerre ne se termine pas par des révolutions victorieuses. Elle dit :

« Si l'on considère cependant que la guerre actuelle va provoquer, non la révolution, mais le déclin du prolétariat, il n'existe alors plus qu'une issue à l'alternative : la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la substitution à la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, d'un régime totalitaire. » (Œuvres, t. 22, p. 48).

Cette prédiction (sa « valeur explicative ») s'est déjà avérée beaucoup moins erronée que Callinicos et d'autres critiques ne le prétendent à la légère. Après tout, la guerre a provoqué des révolutions, même si ce n'est pas sous la forme « pure » des révolutions sociales selon les pédants. Et la guerre a provoqué non pas un déclin, mais une montée du prolétariat, encore une fois pas sous la même forme qu'après 1916. Donc, la formule succincte de Trotsky est quelque peu utile, après tout, pour comprendre ce qui s'est passé entre 1945 et 1949.

Mais que dire des courtes échéances, de la prétendue « urgence » de Trotsky ?

En automne 1939, Trotsky avait formulé en quelques mots sa pensée initiale, dans le vif d'une lutte de fractions et pour aborder le problème du choix historique fondamental soulevé par cette lutte fractionnelle. Quelques mois plus tard, il revenait sur le même sujet sous une forme plus élaborée et exhaustive, en rectifiant l'impression que le problème de l'alternative serait résolu à court terme. Dans son testament politique, le *Manifeste de la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale* tenue en mai 1940, il écrivait :

« Reste la question de la direction. Est-ce que la révolution ne va pas être trahie cette fois aussi dans la mesure où il y a deux Internationales au service de l'impérialisme alors que les éléments authentiquement révolutionnaires constituent une petite minorité ? En d'autres termes, allons-nous réussir à préparer à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il faut bien la poser. Naturellement, tel ou tel soulèvement peut et même doit se terminer par une défaite due à l'absence de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il ne s'agit pas d'un soulèvement unique. Il s'agit d'une époque révolutionnaire entière.

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins de considérer comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, de soulèvements, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements (...) La question des rythmes et des intervalles est d'une énorme importance, mais elle n'altère ni la perspective historique générale ni la direction de notre politique. » (Œuvres, t. 24, pp. 70-71).

Est-ce qu'une telle analyse sans urgence à court terme et basée sur une « perspective historique générale », n'aidait pas à comprendre ce qui s'est réellement passé après la Seconde Guerre mondiale ?

Encore une fois, la balle est dans l'autre camp. Obsédé par la « *théorie unifiée* » et la « *monocausalité* », Callinicos semble ne pas constater qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale il y a eu, après tout, des révolutions - ou des débuts de révolution - en Yougoslavie, en Grèce, en Italie, en Indochine, en Indonésie, en Chine, aussi bien que des crises prérévolutionnaires en Inde et en France. Dans les années cinquante, il y a eu la révolution bolivienne, la révolution algérienne, la révolution hongroise, la révolution au Viêt-nam du Sud et la révolution cubaine. Dans les années soixante, il y a eu Mai 68 en France et le « *Mai rampant* » en Italie. Ensuite, il y a eu la révolution portugaise et la révolution nicaraguayenne. Et cette liste n'est pas complète.

Entre-temps, il y a eu aussi des guerres « locales » qui ont déjà fait plus de morts que toute la Première Guerre mondiale. Est-ce que l'analyse-pronostic de Trotsky s'est avérée fautive ?

Il est vrai que Trotsky et la IV^e Internationale ont sérieusement sous-estimé la durée des « *brefs intermèdes de trêve* » dans les pays impérialistes, c'est-à-dire le long boom de l'après-guerre et le développement impressionnant des forces productives (y compris la principale force productive : le prolétariat). Nous avons corrigé cette erreur, un peu tard, mais pas trop tard, en 1953. Toujours est-il que l'analyse globale de Trotsky était incontestablement plus correcte que celle d'autres tendances qui disaient : la révolution est finie, point ; ou bien la révolution est exclue pour toute une période historique, point ; ou encore le capitalisme est prospère à l'échelle mondiale, point ; ou aussi, le prolétariat est historiquement en déclin, point.

Il serait facile, soit dit en passant, de prouver que Trotsky et le mouvement trotskyste avaient élaboré la théorie d'au moins « *quatre guerres en une seule* » (c'est-à-dire, le caractère progressiste de la guerre d'autodéfense de l'URSS et de la Chine contre les agresseurs impérialistes et les insurrections des peuples coloniaux, à ne pas confondre avec la nature réactionnaire de la guerre inter-impérialiste) longtemps avant 1939-1940. Et avant de mourir, Trotsky avait commencé à se prononcer clairement en faveur d'une appréciation des luttes de résistance des peuples européens contre l'occupation nazie comme des luttes elles aussi progressistes. Ainsi, loin d'être une théorie développée a posteriori pour démontrer qu'on avait eu raison en tous cas, la théorie des cinq guerres en une seule avait été développée avant les événements, les avait prévus correctement, et avait créé les bases d'une intervention correcte des révolutionnaires dans ces événements.

Révolution permanente dans le tiers monde

Là encore, il ne s'agit pas d'une question académique, mais d'une question soulevant, pour les révolutionnaires, des problèmes d'appréciation, de politique et d'intervention.

Avec une approche essentiellement idéologique des luttes de classes, des luttes de masses et des véritables révolutions populaires, on peut évidemment considérer que la révolution indochinoise, la deuxième révolution vietnamienne,

la révolution yougoslave et, surtout, la révolution chinoise, n'étaient pas des révolutions sociales, puisqu'elles ont été manipulées et canalisées par des staliens et ont abouti à des dictatures bureaucratiques. Si on peut démontrer que ces insurrections étaient menées par des idées et/ou des organisations « petites-bourgeoises » ou « bourgeoises », on peut conclure alors qu'il s'agissait d'insurrections bourgeoises et aucunement prolétariennes. Donc, la classe ouvrière égale la bourgeoisie (pour les partisans de la théorie du capitalisme d'Etat, dans les révolutions citées, la classe ouvrière égale la bureaucratie).

Pour Marx, les classes sociales sont des catégories objectives, indépendamment de leur niveau de conscience. Les esclaves romains étaient certainement une classe sociale, même s'ils n'avaient pas une « conscience d'esclaves » et n'étaient pas conscients d'être une classe. Dans la société bourgeoise, à cause de la nature spécifique de la révolution socialiste, le niveau de la conscience de classe est un élément déterminant pour l'aboutissement de la lutte de classes. Mais ce n'est pas un critère décisif pour déterminer si une lutte donnée représente une forme (une phase) de la lutte de classe. Le même critère doit être appliqué, *mutatis mutandis*, aux sociétés en transition du capitalisme au socialisme.

Selon Callinicos, le fait que nous ayons reconnu que des révolutions sociales avaient eu lieu dans des pays comme la Yougoslavie, la Chine, etc., pour ne pas parler de Cuba et du Nicaragua, représente une « *dérive vers le stalinisme* ». D'après lui, il ne s'agissait que de « *mouvements de libération nationale* ». Ainsi, il rejoint tous les adversaires, mencheviks et staliens, de la théorie (ce serait mieux de dire : la stratégie) de la révolution permanente, tous ceux qui prônent une révolution par étapes, qui estiment qu'il est possible d'accomplir les tâches centrales de la révolution nationale démocratique (indépendance nationale et réforme agraire radicale) sans détruire la domination de classe de l'alliance bourgeoisie-propriétaires fonciers-capital étranger, et sans détruire l'Etat bourgeois.

En confondant la nature de classe de l'Etat avec la nature de sa direction politique, Callinicos cherche à accrédiéter l'idée qu'en Yougoslavie, en Chine, à Cuba, etc., l'Etat est resté bourgeois, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucune différence qualitative entre l'Etat de Tchang Kaï-chek et l'Etat de Mao-Zedong, entre l'Etat de Batista et l'Etat de Fidel Castro. Encore un cas de daltonisme.

Il n'est nul besoin d'aimer Mao, pour comprendre que des questions vraiment fondamentales sont ici en jeu. Les révolutionnaires auraient-ils dû rester neutres dans la guerre civile entre Mihailovitch et les Oustachis d'un côté, et Tito, de l'autre ? C'eût été une position ouvertement contre-révolutionnaire. Fallait-il considérer l'Etat « bourgeois » de Mao-Zedong comme un « moindre mal », sans plus, par rapport à l'Etat bourgeois de Tchang Kaï-chek, et ce pour des raisons politiques ? Mais Mao n'a pas du tout créé un Etat « démocratique ». Son Etat était fortement dictatorial. Pourquoi donc un « moindre mal » ?

Le soutien critique à l'Armée populaire de libération n'était-il pas justifié précisément parce que nous étions confrontés, non pas à une révolution politique, mais à une révolution sociale, où des dizaines de millions de paysans (et aussi un bon nombre d'ouvriers) luttèrent contre leurs ennemis de classe, même si leur direction était bureaucratique. Le renversement du pouvoir bourgeois comprado-

re-proprétaire foncier-impérialiste n'a-t-il pas représenté un gigantesque pas en avant historique pour la Chine ? Ou bien, devrait-on dire qu'il s'agissait d'une « question secondaire » ?

Si l'on identifie révolutions sociales authentiques à directions, idéologies et formes « pures », on aboutit à la conclusion absurde qu'aucune révolution sociale « authentique » n'est possible sans une direction marxiste consciente - et on doit nier, entre autres, que la Commune de Paris fut une dictature du prolétariat.

Les cas de Cuba et du Nicaragua sont encore plus clairs. Personne ne saurait prétendre que la direction castriste et la direction sandiniste étaient « stalinienne », alors qu'elles ont mené une guerre civile avec le soutien enthousiaste de la grande majorité des travailleurs (y compris, à Cuba, un prolétariat urbain important, qui a répondu à l'appel de la direction castriste pour la grève générale). En fait, elles ont même mené leur lutte en se heurtant à l'opposition obstinée et parfois à la trahison ouverte des staliniens locaux et du Kremlin. Est-ce que les partisans du dogme du capitalisme d'Etat auraient lutté à Cuba et au Nicaragua au côté des castristes et des sandinistes ? Ou bien auraient-ils rejoint les abstentionnistes staliniens, en reprenant l'argument selon lequel la révolution sociale n'était pas à l'ordre du jour (avec une explication différente : il n'existait pas de véritable direction marxiste) ?

N'auraient-ils pas dû plutôt se prononcer, comme nous, pour le développement de la lutte vers la destruction de l'armée bourgeoise et de l'Etat bourgeois et la suppression d'une partie importante, au moins, de la propriété privée ? Pourquoi une telle attitude aurait-elle été incorrecte ? Après tout, c'est justement ce qui s'est passé ¹⁰. Certes, il fallait ajouter à ces revendications, celle de la construction d'un Etat ouvrier démocratique, basé sur des conseils ouvriers librement élus et la pluralité des partis. Mais un tel Etat n'a pas existé en Russie, non plus, après 1922. La Russie soviétique était-elle donc déjà un Etat bourgeois, en 1922 ?

Les implications de ces deux approches différentes dans les luttes de masses d'aujourd'hui dans les pays du tiers monde sont nombreuses. La défense des intérêts spécifiques immédiats de la classe ouvrière est un élément central de notre stratégie générale dans ces pays. Mais, après tout, elle constituait aussi un point central de la stratégie des mencheviks en Russie. Ce n'est pas sur ce terrain que se situait le clivage principal entre bolchevisme et menchevisme, mais dans le fait que les bolcheviks comprenaient que les objectifs nationaux démocratiques ne pouvaient pas être atteints sans une rupture politique avec la bourgeoisie « libérale » et la lutte pour le pouvoir. L'élément décisif ajouté à cette position - élément qu'exprime la stratégie de la révolution permanente, élaborée par Trotsky et pleinement confirmée (positivement ou par la négative) par près de quatre-vingts ans d'expériences historiques - est qu'il est impossible d'accomplir les tâches nationales démocratiques d'émancipation (tâches de la révolution) sans une rupture complète avec la bourgeoisie « libérale », sans pousser le processus d'émancipation (le processus révolutionnaire) jusqu'à la destruction de l'armée et de l'Etat bourgeois.

Que cela vous plaise ou non, c'est ce que Tito, Mao, Castro et les sandinistes ont fait dans la pratique, indépendamment de leurs idéologies, de leurs intentions initiales et des développements politiques ultérieurs. Quiconque désire expliquer

ce qui s'est réellement passé, et non coller à des « théories » tout à fait incapables d'interpréter la réalité, aura bien du mal à nier ce fait évident. Cela est encore plus vrai pour la formule selon laquelle ces directions ont mené ces révolutions à la victoire « sous la pression des masses ». S'il est indéniable que celle-ci a existé, elle ne suffit pas à expliquer ce qui s'est passé. Ladite formule sous-estime le rôle clé du facteur subjectif et les qualités incontestables d'initiative et d'orientation des directions en question.

La pression des masses a-t-elle été moins importante en Grèce qu'en Yougoslavie ? Pourtant, en Grèce, les staliniens ont sauvé l'Etat bourgeois et ont livré leurs armes. En Yougoslavie, par contre, le Parti communiste a dirigé une révolution populaire jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois et de l'armée bourgeoise. De même, est-ce qu'en Indonésie la pression des masses était moins importante qu'au Viêt-nam ou en Chine en 1945-1949 ? Pourtant, en Indonésie, le Parti communiste a permis que l'Etat et l'armée bourgeois restent au pouvoir, ce qui a abouti au massacre d'un million de personnes par la contre-révolution. En Chine et au Viêt-nam, les partis communistes ont renversé l'Etat bourgeois en battant l'armée bourgeoise. Est-ce une différence « mineure » ?

Certes, l'absence d'un véritable programme de démocratie prolétarienne a, tôt ou tard, des conséquences désastreuses. Mais, pour construire des organisations révolutionnaires prolétariennes démocratiques fortes et efficaces et pour exercer une influence sur le mouvement de masses, il faut savoir dans quel camp se placer, quels arguments avancer et quelle est la hiérarchie des tâches.

Construire la IV^e Internationale ou se replier sur le « national-communisme »

Harman essaie de justifier la création, dans plusieurs pays, de petits groupes sur le modèle du SWP britannique en alléguant le besoin d'avoir une théorie servant de guide pour l'action : sans une théorie correcte, il n'y a pas d'action correcte. Jusque-là, c'est bon. Il mentionne même quelques bonnes interventions que des partisans du SWP auraient faites dans les grèves générales en Grèce et dans la lutte antifasciste en France ¹¹.

Mais il s'agit là d'un argument boomerang. Comment peut-on affirmer sérieusement que la théorie du capitalisme d'Etat est nécessaire pour comprendre les tâches des révolutionnaires dans une grève générale en Grèce ou dans la lutte antifasciste en France ? Ces tâches n'ont-elles pas été accomplies aussi par des militants qui ont d'autres positions sur la nature sociale de l'URSS ? Cela ne vaut-il pas aussi pour la Grande-Bretagne ? Quelle est la pertinence de la théorie du capitalisme d'Etat en URSS pour la bataille contre la *poll-tax*, pour la lutte contre la guerre du Golfe de Bush et Major, pour une appréciation correcte de ce qu'un gouvernement Kinnock pourrait faire à l'égard de la classe ouvrière, pour déterminer l'attitude que devraient prendre les ouvriers britanniques face à l'Europe capitaliste,

et pour pratiquement tous les problèmes de la lutte de classe en Grande-Bretagne, aujourd'hui et dans le futur ?

Harman nous accuse de préférer « *esquiver* » la question du stalinisme et de ne pas vouloir la préciser. Nous n'esquivons pas cette question. Nous exprimons une idée plus générale. Nous disons que les questions programmatiques sur la base desquelles les ouvriers avancés doivent s'organiser - et construire des organisations séparées - sont les problèmes centraux de notre époque, les problèmes concernant la révolution mondiale, le renversement du capitalisme. C'est sur ces questions qu'il faut construire des organisations séparées, pour éviter que la classe ouvrière ne subisse de terribles défaites, voire que l'humanité ne soit détruite. Ces questions tournent autour de la question de savoir comment il faut préparer et organiser les ouvriers pour la prise et la gestion du pouvoir et de l'économie. La question de la nature de l'Union soviétique et du stalinisme n'est d'une importance vitale que dans la mesure où elle est liée à ces problèmes centraux.

C'est donc Harman qui esquive la question. Est-il justifié, est-il responsable d'utiliser le dogme du capitalisme d'Etat pour diviser des organisations révolutionnaires qui interviennent dans les luttes, les soutiennent et avancent des revendications immédiates et transitoires, dans le but conscient de préparer le terrain pour le pouvoir ouvrier ? Est-il responsable de subordonner le mouvement général vers le renversement du capitalisme à la lutte particulière autour du dogme du capitalisme d'Etat ? Ceci ne correspond-il pas exactement au jugement de Marx, quand il a défini comme secte ceux qui se préoccupent plus de défendre un « point d'honneur » particulier que de donner la priorité aux intérêts généraux de la classe ?

C'est précisément à cause de la tendance prédominante à l'internationalisation du capital et à la « globalisation » des questions de vie et de mort pour l'humanité, que la lutte pour la révolution mondiale, pour une fédération socialiste mondiale, est la question clé de notre époque. Quels qu'en soient les hauts et les bas, la lutte de classe aussi deviendra de plus en plus internationale, à long terme. Il est tout à fait utopique de croire que la classe ouvrière européenne, y compris la classe ouvrière britannique, pourra faire face au défi de la CEE en se cantonnant dans des mesures d'autodéfense à l'échelle nationale, sous quelle forme que ce soit. Seule une unité d'action croissante des ouvriers européens, des ouvriers du reste du monde, pourra leur permettre de s'opposer efficacement à l'action des multinationales, en Europe et hors de l'Europe.

Mais pour agir efficacement à l'échelle internationale, il faut une organisation internationale. Nous ne sommes pas des fétichistes de la IV^e Internationale telle qu'elle existe aujourd'hui. Nous savons parfaitement qu'elle est trop faible. Nous sommes pour une Internationale révolutionnaire de masse, composée de partis révolutionnaires de masse dans les principaux pays du monde. La IV^e Internationale ne sera, probablement, qu'une des composantes d'une telle Internationale de masse.

Malheureusement, cette Internationale de masse n'existe pas encore. Aucune organisation importante au monde, pas une seule n'est prête à mettre immédiatement à l'ordre du jour sa création. Dans une telle situation, il serait absurde de renoncer à construire la IV^e Internationale. Nous continuerons à la construire, tout

en facilitant en même temps tous pas vers des regroupements de révolutionnaires, à l'échelle nationale ou internationale, sur une base de principe. Comme l'expérience l'a démontrée, la construction de la IV^e Internationale, loin d'être un obstacle, facilite de tels regroupements.

Il n'est pas possible de faire croître la conscience de la nécessité d'un internationalisme prolétarien, basé sur une organisation internationale, sans montrer dans la pratique comment une telle organisation peut et doit agir et comment elle peut se développer. Il ne s'agit pas d'une question organisationnelle au premier chef et sûrement pas d'une question tactique. Elle est au cœur même du programme marxiste et de la tradition marxiste. Il ne suffit pas de rappeler ce que Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxemburg, Trotsky, Gramsci, Boukharine et beaucoup d'autres ont écrit sur le thème : « L'Internationale est notre vraie patrie ».

On ne peut pas être partisan du socialisme international et de la révolution mondiale et, en même temps, remettre la construction de l'Internationale à un futur lointain sous prétexte qu'il s'agit aujourd'hui d'une question secondaire ou inopportune. On ne peut pas prôner la stratégie de la révolution permanente et en même temps reléguer la construction de l'Internationale à des « temps meilleurs ». Et on ne peut surtout pas axer la construction d'une organisation internationale sur le thème du capitalisme d'Etat, en oubliant que cette Internationale ne peut être construite qu'en partant des problèmes de la lutte de classes qui se posent dans chaque pays ou, du moins, dans la plupart des pays du monde.

Karl Marx a résumé historiquement les raisons pour lesquelles il faut construire en même temps des partis nationaux et une Internationale, et ce dans un discours prononcé à Amsterdam il y a cent vingt ans, en 1872 :

« Pensons au principe fondamental de la solidarité internationale. C'est seulement si nous fondons ce principe vital sur une base saine parmi les nombreux ouvriers de tous les pays, que nous atteindrons le grand but final que nous nous sommes fixé. La révolution doit être réalisée avec une grande solidarité, voilà la grande leçon de la Commune de Paris, qui est tombée parce que aucun des autres centres - Berlin, Madrid, etc. - n'avait développé de grands mouvements révolutionnaires comparables à la puissante insurrection du prolétariat parisien. »

« En ce qui me concerne, je continuerai mon travail et je m'efforcerai constamment de renforcer la solidarité entre tous les travailleurs, qui est si féconde pour le futur. Non, je ne me retire pas de l'Internationale et, de même que tous mes efforts passés, le reste de ma vie sera consacré à la victoire des idées sociales qui - vous pouvez en être sûrs - conduira à la domination mondiale du prolétariat. »

Le grand mérite de la IV^e Internationale telle qu'elle existe, malgré ses faiblesses, est justement de faire cela. C'est la seule organisation existante qui exprime les intérêts communs et particuliers des travailleurs dans tous les pays ou, comme nous le disons dans notre jargon, dans les trois secteurs de la révolution mondiale ou de la réalité mondiale, la seule qui s'efforce de les unifier dans la pratique.

Il y a beaucoup de gens de gauche à l'Ouest, à l'Est et au Sud qui soutiennent avec enthousiasme soit les luttes de libération dans le tiers monde, soit les luttes de

masses contre les dictatures bureaucratiques à l'Est, soit les luttes ouvrières, féministes et écologistes en Occident. Mais, en dehors des marxistes révolutionnaires, principalement la IV^e Internationale, aucune organisation ou courant politique n'est prêt à les soutenir en même temps, de la même façon, sans réserve, et sans subordonner aucune de ces luttes à une autre. C'est une grande source de force, qui crée une homogénéité de programme fondamentale et d'intervention beaucoup plus grande que celle que n'importe quel secteur du mouvement ouvrier a jamais connu dans le passé. Cela fait plus de trois décennies que la IV^e Internationale ne s'est pas divisée sur l'attitude fondamentale à adopter face à une guerre. C'est quelque chose de nouveau et de remarquable.

Lorsque nous disons que la IV^e Internationale est encore trop faible, nous devons ajouter qu'elle est plus forte que beaucoup de gens ne le pensent. Les chiffres que donne Harman sont faux puisqu'il additionne les pertes, mais oublie les gains. Le fait que la IV^e Internationale se développe dans toute une série de pays, de quatre continents - pas dans tous les pays, il est vrai - est tout à fait significatif dans un monde où la gauche est généralement dans le désarroi et dans un déclin sérieux. Cela prouve que, tout modestes et faibles que nous sommes, nous répondons déjà à un besoin. Des militants et des organisations de divers pays nous rejoignent sur la base de leur propre expérience de lutte de classe, et des conclusions politiques et programmatiques qu'ils ou elles en tirent.

En refusant de participer à cet effort commun, le SWP se replie, en fait, sur le « national-communisme ». Il a construit une organisation sérieuse et efficace en Grande-Bretagne, mais seulement en Grande-Bretagne. Il déclare maintenant, en fait, au-delà de toute couverture verbale, que son but principal est de consolider et de développer le SWP, fondé sur la théorie du capitalisme d'Etat. Il subordonne à ce but tout effort de construire une Internationale. C'est pourquoi il se limite à créer dans certains pays des organisations à son image, refusant de se lier à des milliers de révolutionnaires, qui ont tiré les mêmes conclusions programmatiques et pratiques sur la base de leur expérience, nationale et internationale.

Au cours des derniers mois, la dialectique objective du « national-communisme » a commencé à apparaître de façon dramatique dans le cas de deux des organisations les plus fortes se réclamant du trotskisme en dehors de la IV^e Internationale, le groupe britannique The Militant et le MAS argentin.

Dans ces deux organisations, des secteurs de la direction ont avancé une tactique mondiale gravement erronée sur la base d'une fausse appréciation de la situation mondiale et de son impact à l'échelle nationale. Ils pensaient que la classe ouvrière de leurs pays connaissait une montée de la radicalisation politique à l'échelle de masse, alors qu'il y avait, en fait, une évolution politique à droite, sous les coups de l'offensive mondiale capitaliste et de la crise mondiale de crédibilité du socialisme, en dépit de l'existence de fortes luttes de masse défensives. Ces tactiques erronées ont amené des secteurs de la direction du Militant et du MAS à entrer en collision avec des secteurs de la classe ouvrière et de la base « ouvrière » de leur propre organisation ¹².

Tout groupe national, qui n'est pas suffisamment enraciné dans la classe ouvrière internationale par la participation à des mouvements de masse et à une

organisation internationale qui fonctionne réellement comme telle, est condamné, tôt ou tard, à commettre des erreurs similaires. C'est parce qu'il est condamné à élaborer des analyses des événements mondiaux en lisant des journaux et des livres, sans pouvoir vérifier et vérifier à nouveau ses analyses par une pratique politique et organisationnelle.

Si le SWP reste replié sur le « national-communisme », cela l'amènera, tôt ou tard, au désastre en Grande-Bretagne aussi. Il est impossible pour ses membres d'atteindre un niveau adéquat de conscience internationaliste sans un niveau adéquat de pratique internationale, ce qui suppose un niveau adéquat d'organisation internationale¹³.

Illustrons notre thèse par un exemple « extrême ». Imaginez une situation dans laquelle les ouvriers d'un pays quelconque - y compris, et pourquoi pas ?, l'Union soviétique - développent des luttes de masse d'une telle ampleur que des conseils ouvriers et populaires surgissent et que la question de leur centralisation est immédiatement à l'ordre du jour. Il est vrai que c'est peu probable dans l'avenir immédiat. Mais les camarades du SWP croient fermement, comme nous, comme tous les marxistes révolutionnaires, que cela aura lieu tôt ou tard, quelle que soit l'échéance.

Ajoutez maintenant à cette première hypothèse une seconde : imaginez que la grande majorité des socialistes révolutionnaires de ce pays, luttant activement pour la centralisation des conseils ouvriers et préparant la classe ouvrière à la prise du pouvoir, soient opposés à la théorie du capitalisme d'Etat. Ne serait-il pas irresponsable à l'extrême, voire criminel, de scinder leurs forces sur la question du capitalisme d'Etat et de les affaiblir par rapport à tous les adversaires du pouvoir ouvrier à la veille même de la lutte pour le pouvoir ? Soutiendriez-vous sérieusement qu'il est impossible aux ouvriers de ce pays de prendre le pouvoir sans avoir d'abord accepté le dogme du capitalisme d'Etat ?

On pourrait répondre que c'est une question caduque, que la lutte directe pour le pouvoir ouvrier n'est nulle part à l'ordre du jour présentement (sauf peut-être une ou deux exceptions). Mais cela n'affaiblit pas notre argumentation. La lutte pour le pouvoir ouvrier ne tombe pas soudainement du ciel. Elle peut seulement être le maillon final d'une longue chaîne de maillons intermédiaires, le résultat de l'expérience et des conclusions tirées d'abord par les ouvriers avancés, ensuite par les masses plus larges, de leurs luttes courantes, de leur confiance en soi et conscience de classe croissantes alimentées par une propagande et une éducation socialistes adéquates.

Dans tous ces domaines, l'activité des organisations révolutionnaires joue un rôle important. Il est très probable que nous ne verrons pas des conseils ouvriers émerger sans expériences préalables de comités de grève élus et de leur tendance à la centralisation ; que nous ne verrons pas des partis de masse révolutionnaires émerger sans l'implantation et l'autorité croissantes des révolutionnaires au sein de ces formes premières formes d'auto-organisation de la classe en tant que telle.

La propagande aujourd'hui et le début de réalisation de l'idée centrale que le socialisme, en dernière analyse, est l'auto-activité et l'auto-organisation de la classe ouvrière, la lutte pour des conseils ouvriers élus démocratiquement, c'est-à-

dire sur une base pluraliste, la lutte pour une autogestion et une planification de l'économie démocratiquement articulées, représentent la seule voie pour surmonter la terrible crise de crédibilité du socialisme à laquelle nous sommes tous confrontés mondialement. Sommes-nous dans le même camp sur cette question vitale ? Si oui, pourquoi ne construisons-nous pas ensemble une Internationale sur cette même base ?

Octobre 1991

1. Voir Lénine, *Œuvres*, t. 29.

2. Voir *Grundrisse*, édition allemande, p. 234.

3. Il serait intéressant d'analyser les analogies entre l'interprétation du capitalisme contemporain selon la théorie du « capitalisme d'Etat » et la théorie stalinienne du « capitalisme monopolistique d'Etat ». Les conclusions politiques sur l'absence de perspectives révolutionnaires dans les pays impérialistes pour une longue période historique sont encore plus frappantes.

4. Voir Trotsky, *The Soviet Economy in Danger, Writings of Léon Trotsky 1932*, Pathfinder, pp. 273-279.

5. Le caractère fondamentalement erroné de la théorie du socialisme « dans un seul pays » (suite « dans un seul camp ») impliquait l'illusion que l'URSS pourrait « rejoindre et dépasser » les Etats-Unis et les principaux pays capitalistes industrialisés en ce qui concerne la production globale, la production par tête d'habitant et la productivité du travail moyenne. c'est-à-dire maintenir un taux de croissance plus élevé pour une période indéterminée.

6. Le sommet de la nomenklatura a essayé d'empêcher ou, au moins, de limiter cette indifférence en ce qui concerne les coûts, en imposant par le plan aux managers une série d'objectifs. Mais certains objectifs étaient contradictoires. Dans la pratique on donnait la priorité aux objectifs physiques. Les pressions par en haut allaient dans le même sens, ce qui compromettait le développement équilibré de l'économie et de la société dans son ensemble.

7. Sous le capitalisme, cela s'exprime le plus clairement par le fait que les calculs des coûts au niveau de l'entreprise excluent tous les coûts « externes ». Ces calculs ne tiennent pas compte surtout des coûts humains. Quoi dire du « coût » représenté par les enfants qui meurent et dont on peut pas connaître le travail et le revenu potentiels ?

8. La Russie était un cas spécifique puisqu'elle combinait le caractère d'un pays impérialiste (arriéré) avec le caractère d'un pays sous-développé.

9. Il n'en découle pas que nous sommes favorables à l'autarcie, à laquelle Trotsky s'est constamment opposé. Il en découle qu'il faut être pour le monopole du commerce extérieur. Si ce monopole doit être géré par l'Etat ou par un organe central des organismes d'autogestion, c'est une autre question.

10. Contrairement à l'URSS, Cuba a introduit la législation du travail la plus progressiste, encore plus radicale que celle des pays scandinaves ou de l'Autriche.

11. C'est absolument faux que notre section française a attendu les initiatives de la petite secte se réclamant du capitalisme d'Etat pour mener une lutte contre Le Pen.

12. Il va de soi que les révolutionnaires doivent s'opposer sans réserve à la chasse aux sorcières de Kinnock contre The Militant ; indépendamment des divergences qu'on peut avoir avec les victimes de cette chasse. Une critique de la tactique adoptée par The Militant aux élections partielles à Liverpool peut aider à contrecarrer les attaques de Kinnock.

13. La tendance sectaire du SWP se manifeste aussi dans son activité en Grande-Bretagne. Il s'oppose systématiquement au Labour Party, bien que cette organisation soit encore soutenue par l'écrasante majorité de la classe ouvrière britannique. Ce soutien ne sera remis en discussion qu'à la suite d'une radicalisation politique au niveau des masses, qui ne s'est pas produite jusqu'ici. Cela amène le SWP à faire du recrutement à son organisation l'objectif principal de son intervention dans des luttes de masse comme le mouvement contre la *pool-tax*.

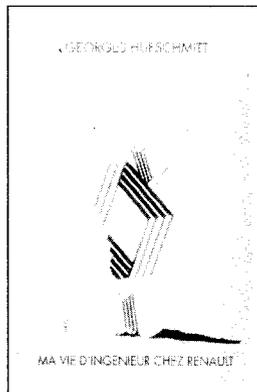
Editions la Brèche

VIENT DE PARAÎTRE !

Chers collègues. Ma vie d'ingénieur chez Renault, Georges Hufschmitt,
384 pages, 140 F.

Dans son livre *Chers Collègues*, Georges Hufschmitt, ingénieur polytechnicien, décrit de l'intérieur l'univers feutré de la plus prestigieuse entreprise automobile française. Sa radiographie de l'univers privilégié des ingénieurs - là où s'élaborent les futurs modèles - est particulièrement intéressante, dans la mesure où, cas rarissime à ce niveau hiérarchique, l'auteur est membre du PCF et de la CGT.

Bilan d'une carrière de plus de trente ans dans l'entreprise, ce livre - qui parle des rapports des hommes à la technique, des rapports de pouvoir, de Mai 68, de politique industrielle - déchire opportunément le voile sur ce trust, au moment où les ateliers de Boulogne-Billancourt viennent d'être fermés et que se tourne une page de l'histoire industrielle et sociale du pays.



✂ -----
BON DE COMMANDE : à renvoyer aux Editions La Brèche, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Port payé. Envoi dans les 48 heures. Chèque à l'ordre de PEC.

Nom, prénom :

Adresse :

Je commande les livres suivants :

Prix

.....

.....

TOTAL :

Je désire un catalogue des Editions la Brèche

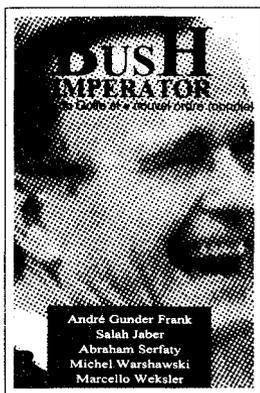
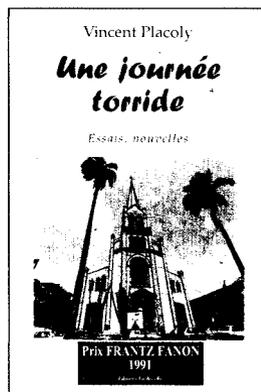
Editions la Brèche

*Le regard des révolutionnaires
sur le monde tel qu'il ne va pas !*

UNE JOURNÉE TORRIDE,
Vincent Placolý, 168 pages, 85 F.
Prix Frantz Fanon 1991

Recueil de nouvelles et d'essais sur la littérature et la vie. Sous les interrogations qui zèbrent chacune des pages de ce livre chaleureux, transparent, lourd de sens, le rapport colonial séculaire, dans ses ambiguïtés et ses métissages obligés.

◆ *Vincent Placolý nous a quittés en janvier dernier, dans la fleur de l'âge, plongeant dans une infinie tristesse ses amis, les amoureux de ses livres et ses compagnons de combat.*



LA PATIENTE IMPATIENCE,
Tomas Borge, 416 pages, 150 F.
Prix Casa de las Americas 1989.

Une fresque échevelée où se chevauchent l'épopée collective du Nicaragua contemporain et celle d'une génération révoltée contre la dictature et la tutelle impérialiste.

BUSH IMPERATOR. Guerre du Golfe et « nouvel ordre mondial ».
A. Gunder Frank, S. Jaber, A. Serfaty, M. Warshawski, M. Weksler,
240 p., 120 F.

Une mise à plat politique de la guerre et de ses conséquences. Cet ouvrage, qui rassemble des analyses produites par des auteurs engagés de longue date dans la lutte anti-impérialiste, donne des clés pour comprendre le nouveau désordre mondial, organisé par les Etats-Unis.

est Bon de commande voir page précédente

Edité par la PEC-SARL
Rédaction-administration
2, rue Richard Lenoir - 93108 Montreuil
Directeur de la publication : Léon Crémieux
Commission paritaire n° 55939
Quatrième Internationale (1936)
ISSN 0765 - 1740
Composé et imprimé par Rotographie